

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

DE L'ADMINISTRATION
ET
DE LA LIQUIDATION
DE LA
SUCCESSION BÉNÉFICIAIRE

THÈSE

POUR LE DOCTORAT ÈS-SCIENCES JURIDIQUES

PAR

PAUL PLANÈS

AVOCAT A LA COUR D'APPEL



MONTPELLIER

IMPRIMERIE GUSTAVE FIRMIN ET MONTANE

Rue Ferdinand-Fabre et quai du Verdanson

1900

THÈSE

POUR LE DOCTORAT ÈS-SCIENCES JURIDIQUES

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

DE L'ADMINISTRATION
ET
DE LA LIQUIDATION
DE LA
SUCCESSION BÉNÉFICIAIRE

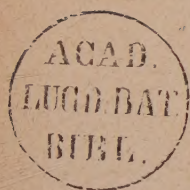
THÈSE

POUR LE DOCTORAT ÈS-SCIENCES JURIDIQUES

PAR

PAUL PLANÈS

AVOCAT A LA COUR D'APPEL



MONTPELLIER

IMPRIMERIE GUSTAVE FIRMIN ET MONTANE
Rue Ferdinand-Fabre et quai du Verdanson

1900

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. Vigié, Doyen, professeur de Droit civil, chargé du cours d'Enregistrement.

Brémont, Assesseur, professeur de Droit administratif.

Gide, professeur d'Économie politique, en congé.

Laurens, professeur de Droit civil, en congé.

Glaize, professeur de Procédure civile, chargé des cours des Voies d'exécution et de Législation financière.

Laborde, professeur de Droit criminel, chargé du cours de Législation et Economie industrielles.

Charmont, professeur de Droit civil, chargé des cours de Législation notariale et de Droit civil approfondi.

Chausse, professeur de Droit romain.

Meynial, professeur d'Histoire du Droit.

Barde, professeur de Droit constitutionnel, chargé du cours de Droit civil dans ses rapports avec le notariat.

Valéry, professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.

Declareuil, professeur de Droit romain, chargé des cours de Pandectes et d'Histoire du Droit public français.

Perreau, agrégé, chargé d'un cours de Droit civil.

Moye, agrégé, chargé des cours de Droit international.

Lévy-Ullmann, agrégé, chargé d'un cours de Droit civil.

Rist, agrégé, chargé d'un cours d'Economie politique et du cours d'Histoire des doctrines économiques.

Gariel, chargé d'un cours d'Économie politique.

Bigallet, chargé d'un cours d'Economie politique.

Grangé, secrétaire.

Giraud, secrétaire honoraire.

MEMBRES DU JURY :

MM. Declareuil, professeur, *président*.

Charmont, professeur,

Perreau, agrégé,

} *assesseurs.*

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

A LA MÉMOIRE DE MA MÈRE

A MA SOEUR

A TOUS MES PARENTS ET AMIS

P. PLANÈS.

INTRODUCTION

Cette étude n'est pas une étude générale du bénéfice d'inventaire.

Tout d'abord, l'existence même de cette institution pourrait soulever de graves controverses. Le bénéfice d'inventaire, pour rappeler aussitôt sa notion, n'est pas autre chose que la faculté offerte par la loi à l'héritier, moyennant certaines conditions, de ne payer les dettes héréditaires que jusqu'à concurrence de l'actif recueilli; c'est la dérogation apportée au principe de l'obligation *ultra vires successionis* qui incombe à l'héritier. Mais, justement, ce principe de l'obligation *ultra vires* doit-il avoir sa place dans une bonne législation? On pourrait le combattre au nom du droit naturel, avec cette raison de Wolf (1) que nul n'est tenu de payer les dettes d'autrui; on pourrait le conserver, au contraire, sur le fondement que lui donnaient les Romains ou sur d'autres motifs encore. Du sort de ce principe dépend, comme on le voit, le maintien ou la suppression du bénéfice d'inventaire; ou, du moins, si ce principe disparaît, le bénéfice d'inventaire cesse d'être un bénéfice; l'héritier s'en appliquera désormais les effets restrictifs par le seul effet de

(1) *De jure naturali*, p. 7, § 968.

la loi et sans manifestation de sa volonté ; ce sera l'obligation *intra vires* devenue de droit commun. Malgré l'intérêt qu'offre une pareille discussion, nous maintenons ce principe, sans le discuter, en reconnaissant dans la grande majorité des Codes qui le consacrent un puissant argument en sa faveur (1).

Mais, même si nous laissons subsister l'obligation *ultra vires*, la question de l'existence du bénéfice d'inventaire reste encore en jeu, et même plus gravement. Le bénéfice d'inventaire, en effet, n'apparaît pas, même avec l'obligation *ultra vires*, si on admet la théorie des héritiers nécessaires. On peut aussi ne lui point laisser sa place dans le droit, en ne donnant le choix à l'héritier qu'entre ces deux partis extrêmes : accepter purement et simplement ou renoncer. Faut-il préférer la théorie des héritiers nécessaires ? Faut-il se prononcer pour l'alternative étroite entre l'acceptation pure et simple et la répudiation ? Faut-il enfin accorder à l'héritier ce troisième parti, ce terme moyen qui s'appelle le bénéfice d'inventaire ? Nous n'abordons pas ces questions. Nous constatons simplement que le bénéfice d'inventaire figure dans toutes les législations où règne le principe de l'obligation *ultra vires*, que le Code russe (2) est seul à l'exclure, et nous proclamons, sans le discuter autrement, le droit à l'existence d'un fait si universellement accepté.

Nous ne nous arrêterons pas non plus aux conditions à remplir pour obtenir ce bénéfice.

Deux idées nous frappent particulièrement lorsque nous

(1) Il n'y a guère que l'Angleterre, le code suédois, le nouveau Code civil allemand et le droit musulman qui aient adopté le principe contraire.

(2) Code de 1835, art. 775 et 776.

portons notre attention au fond même de cette institution : la séparation des patrimoines et l'insolvabilité présumée du défunt.

D'abord la séparation des patrimoines. Elle est l'effet le plus important du bénéfice d'inventaire. Elle nous apparaît comme la conséquence nécessaire de l'acceptation bénéficiaire, si nous examinons le jeu des principes qui engendrent la confusion des patrimoines dans l'acceptation pure et simple. Le principe de l'obligation *ultra vires* ne joue pas, dans l'acceptation pure et simple, le rôle d'idée première ; il n'est qu'un dérivé, un corollaire de cette fiction célèbre qui nous vient des Romains : *hæres personam defuncti sustinet*. C'est cette fiction de la continuation de la personne du défunt par l'héritier qui est l'idée maîtresse de la matière ; c'est elle qui engendre nécessairement l'obligation indéfinie de l'héritier aux dettes du défunt ; elle engendre aussi, et, non moins nécessairement, la confusion du patrimoine de l'héritier et de celui du défunt. Voici, en effet, ce qui se passe dans l'acceptation pure et simple. L'héritier, continuateur fictif de la personne du défunt, s'assimile en quelque sorte pour la faire revivre, la volonté de ce dernier avec tous les liens d'obligation dont elle est enchaînée ; il devient débiteur à sa place, ou, mieux encore, il fait sienne la dette du défunt. Dès lors, par un effet pour ainsi dire réflexe, tout simplement par le jeu de ce principe que tous les biens d'un débiteur répondent de sa dette, ses biens personnels doivent servir à la garantie des dettes héréditaires qui lui sont devenues personnelles, de même que les biens héréditaires doivent venir augmenter le gage de ses créanciers personnels. Nous disons créanciers personnels et biens personnels d'une part ; créanciers héréditaires et biens héréditaires d'autre part ; cette opposition n'a plus sa raison d'être ; elle ne fait

que rappeler la démarcation qui existait auparavant ; mais cette démarcation n'existe plus, car la fiction que l'on applique ici et qui fait passer la personne du défunt dans celle de l'héritier entraîne comme corollaire, outre l'obligation *ultra vires*, la confusion des patrimoines et des créanciers. Désormais, il n'y a plus qu'un seul concours de mêmes créanciers sur un seul et même patrimoine.

Mais qu'au lieu d'accepter purement et simplement, l'héritier n'accepte que sous bénéfice d'inventaire ; par là il affirme sans doute qu'il n'entend être tenu qu'*intra vires successionis* ; mais comme ce résultat ne peut être atteint qu'indirectement, à la condition d'écarter la fiction qui porte en elle l'obligation *ultra vires*, il est sous-entendu dans la déclaration de l'héritier qu'il veut rompre avec la personne du défunt, qu'il ne veut pas être débiteur à sa place, qu'il ne sera qu'un successeur aux biens, pour n'être tenu que *propter rem*. Notre fiction étant écartée, la confusion entre les deux patrimoines ne peut pas s'opérer. Le patrimoine, en effet, est chose en quelque sorte subjective ; il ne se conçoit pas sans une personnalité qui lui serve de support, et, du moment que l'héritier a refusé de continuer la personne du défunt, on est bien forcé de supposer que celle-ci survit fictivement par elle-même pour représenter aux yeux de ses créanciers et de ses débiteurs le patrimoine héréditaire ; et ce patrimoine, s'il n'est plus susceptible d'aucun mouvement, s'il n'est plus bon que pour la liquidation, n'en reste pas moins un être juridique un et distinct, comme il l'était lorsque le défunt vivait encore.

La séparation des patrimoines peut faire naître entre les deux patrimoines en question des relations juridiques qui offrent un sujet d'études très intéressant ; mais nous ne voulons pas aborder ce sujet. Nous nous sommes appuyé sur

l'idée de séparation des patrimoines pour arriver à l'idée de l'administration du patrimoine héréditaire. Une administration, c'est-à-dire une gestion restreinte et réglementée, ne se concevrait pas, en effet, pour ce patrimoine, s'il n'était pas séparé de celui de l'héritier ; imaginerait-on une gestion des biens héréditaires différente de celle des biens de l'héritier, si ce dernier confondait ces biens avec les siens sauf à être tenu de leur estimation comme un débiteur personnel ? La femme qui n'a accepté la communauté qu'en faisant inventaire n'est pas, bien qu'elle ne soit tenue qu'*intra vires*, un administrateur relativement aux biens de la communauté, parce qu'elle confond ces biens avec les siens propres et devient, à l'égard des créanciers de la communauté, une débitrice personnelle. Mais dans le bénéfice d'inventaire, le patrimoine héréditaire reste distinct ; il est devenu, par le fait de l'acceptation bénéficiaire, le gage arrêté des créanciers héréditaires qui ne peuvent s'en prendre qu'à lui. Dès lors, on songe tout naturellement à une administration dont les règles soient des garanties pour les créanciers et où doit entrer en premier lieu le pouvoir de liquidation. Cette administration qui présentera forcément une certaine analogie avec celle de la faillite et celle de la succession vacante qui, elles aussi, ont pour base l'intérêt des créanciers et pour but principal la liquidation.

A la tête de cette administration nous voyons presque partout l'héritier lui-même. La loi lui donne la préférence parce que, étant appelé à recueillir le reliquat, il est intéressé à la bonne gestion. Mais précisément voilà l'écueil ; cet administrateur a une double face : héritier et administrateur. Le législateur pourrait bien, en fixant les règles de l'administration, envisager trop exclusivement sa qualité d'héritier aux dépens de l'autre. Quels sont les pouvoirs que la loi lui donne ?

quelles mesures prend-elle dans l'intérêt des créanciers et des légataires ?

En un mot, l'héritier en face des créanciers et des légataires : voilà le premier aspect de l'étude que nous nous proposons.

La deuxième idée qu'éveille le bénéfice d'inventaire c'est, avons-nous dit, la présomption de l'insolvabilité du défunt. Si le bénéfice d'inventaire présente sur l'acceptation pure et simple l'avantage* d'éviter à l'héritier tout risque de perte, il n'est pas moins vrai qu'il entraîne pour lui des inconvénients nombreux qu'on ne rencontre pas dans l'acceptation pure et simple. Etant administrateur, l'héritier bénéficiaire est assujéti à une certaine responsabilité, à l'obligation de rendre compte. La loi embarrasse quelquefois sa gestion de formalités ; ces formalités ne vont pas sans des frais considérables qui grèvent d'autant le passif héréditaire et diminuent ce que l'héritier peut recueillir après le paiement des dettes et des legs. Si l'héritier accepte sous bénéfice d'inventaire, c'est qu'il cherche à se garantir contre l'insolvabilité du défunt, qu'il présume par conséquent cette insolvabilité. On ne peut citer qu'un cas où la présomption d'insolvabilité ne résulte pas de l'acceptation bénéficiaire : c'est l'acceptation bénéficiaire que l'article 461 C. civ. rend obligatoire à l'héritier mineur.

En présence de l'insolvabilité d'un débiteur, il y a lieu de se préoccuper de la question des rapports réciproques des créanciers de ce débiteur. Entre les créanciers d'un même débiteur nous savons, par l'article 2093 C. civil quels sont les principes qui doivent s'appliquer : c'est d'abord le principe d'égalité basé sur l'idée que tous les créanciers ont accordé au débiteur une confiance égale et que nul d'entre eux ne doit jouir, à l'encontre des autres, d'aucune priorité.

Puis le principe de la préférence pour ceux qui, n'ayant pas foi au débiteur, se sont ménagé des garanties et pour ceux que la loi elle-même considère comme dignes de préférence. En dehors de l'insolvabilité, il n'est point nécessaire de prendre des mesures pour faire respecter ces principes, pour faire observer le concours, l'ordre. Qu'importe qu'on vienne avant, en même temps ou après, puisque on est sûr d'arriver au paiement ? Mais dans l'insolvabilité, des précautions sont nécessaires, puisque, par hypothèse, les derniers arrivants ne peuvent pas recevoir tout ce à quoi ils ont droit ; c'est pourquoi nous trouvons des règles, plus ou moins efficaces, dirigées dans le but de faire triompher l'article 2093 C. civ., soit dans la faillite, régime d'insolvabilité commerciale, soit dans la déconfiture, cas d'insolvabilité civile.

Bien qu'à la différence de la déconfiture le bénéfice d'inventaire et la succession vacante ne soient que des insolvabilités présumées, on a le droit de s'attendre à des règles d'insolvabilité. Faisons remarquer que, dans ces deux cas, se pose en outre la question des légataires dans leurs rapports entre eux ou dans leurs rapports avec les créanciers.

Les rapports des créanciers et des légataires entre eux, dans le bénéfice d'inventaire, voilà le second aspect de notre étude. Ce second aspect rentre comme le premier dans le cadre : l'administration et la liquidation de la succession bénéficiaire.

Nous allons examiner, dans une première partie, comment ces deux problèmes ont été résolus dans les législations qui ont contribué à la formation de la nôtre ; dans une deuxième partie, comment ils sont résolus dans notre législation actuelle. Enfin, dans un court appendice, nous renfermerons les critiques de notre système actuel ainsi que nos conclusions.

DE L'ADMINISTRATION ET DE LA LIQUIDATION

DE LA

SUCCESSION BÉNÉFICIAIRE

PREMIÈRE PARTIE

LE DROIT ROMAIN ET NOTRE ANCIEN DROIT

CHAPITRE PREMIER

DROIT ROMAIN

Le bénéfice d'inventaire, qui a pris naissance, dans le droit romain, n'a fait son apparition qu'à la dernière étape de ce droit; la constitution qui l'établit, la loi 22 au Code *De jure deliberandi*, connue sous le nom de loi *Scimus*, est de Justinien et se place dans l'année 531 de l'ère chrétienne. Nous pourrions donc, dans la portion d'historique consacrée au droit romain, nous borner à examiner le contenu de cette constitution et d'un passage de la Novelle première qui la complète; mais le bénéfice d'inventaire n'est point une de ces institutions qui surgissent brusquement à une époque déterminée de l'histoire, sans lien avec

le passé ; le besoin auquel elle répond existait avant elle, et on s'est préoccupé de tout temps de lui donner satisfaction. Nous allons parcourir rapidement les divers moyens qui, imaginés dans ce but, ont été les précurseurs du bénéfice d'inventaire romain.

§ 1. — ANTÉCÉDENTS DU BÉNÉFICE D'INVENTAIRE

Dès l'époque classique, nous trouvons d'abord deux bénéfices qu'inspira au prêteur la présence dans le droit romain de deux héritiers nécessaires, à savoir : l'esclave institué, héritier nécessaire de son maître, et le fils de famille, héritier nécessaire de son père ; au premier, le bénéfice de séparation (1), au second, celui d'abstention (2), procurèrent le moyen de se placer plus ou moins complètement à l'abri des charges héréditaires.

Quant à l'héritier externe, c'est-à-dire à celui qui ne devient héritier que volontairement par « l'aditio » et qui avait, par conséquent, toujours à son secours la renonciation, le prêteur ne voulut pas qu'une « aditio » irréfléchie lui infligeât une succession désastreuse ; il lui donna dans ce but un délai pour délibérer, dont la durée dépendait du magistrat et qui avait pour effet principal de suspendre les poursuites des créanciers : c'est le « Jus deliberandi » (3).

Signalons en troisième lieu quelques autres remèdes

(1) L. I, § 18, *Dif., de separationibus*. Gaius, 153-55.

(2) Gaius, II, 156-158.

(3) Gaius, II, § 167.

d'un caractère moins général : d'abord la « restitutio in integrum » que les textes accordent comme une faveur spéciale aux mineurs de 25 ans (1), et puis les extensions de cette « restitutio » faites par certains empereurs ; ainsi Gaius et, après lui Justinien nous rapportent qu'Adrien était venu au secours d'un héritier majeur de 25 ans qui, après avoir accepté une succession, s'était trouvé en face d'une masse de dettes dont il ignorait l'existence (2). Ce n'avait été là qu'une grâce individuelle ; de pareilles faveurs ont pu être renouvelées, mais les textes n'en parlent pas. Gordien prit à cet égard une mesure plus générale et accorda à tous les militaires un semblable avantage (3).

Enfin il ne reste plus à citer que les expédients imaginés par la pratique qu'inquiétèrent de tout temps les lacunes de la législation. Elle était arrivée à créer un bénéfice d'inventaire conventionnel à l'aide d'arrangements que les créanciers consentaient à l'héritier pour vaincre ses hésitations et le déterminer à accepter la succession. Ces arrangements se présentaient sous les deux formes suivantes. Tantôt c'était une remise d'une quote-part de leurs créances. Tantôt c'était un mandat qu'ils donnaient à l'héritier et qui les obligeait à le garantir de tout préjudice provenant de la succession (4) ; par suite de cette garantie, ils ne pouvaient agir contre lui que dans les limites des forces de la succession ; si même il arrivait

(1) Gaius, II § 169 ; L. 57, pr., *Dig., de adq. hered., Inst. de hered. qual.*, § 5.

(2) Gaius II, § 163 ; *Inst., de hered. qual.*, § 6.

(3) *Inst., de hered. qual.*, § 6.

(4) L. 32, *dig., mand.*

que l'un des créanciers refusât par dol le mandat que l'héritier avait reçu des autres et sans lequel il n'eût pas accepté, ce créancier se voyait repousser par une exception s'il prétendait faire valoir l'intégralité de sa créance⁽¹⁾. Ces conventions avaient lieu, non seulement avec l'héritier externe avant son acceptation, mais aussi avec l'héritier sien ou l'héritier nécessaire avant son immixtion ; elles présentent, surtout la première, une analogie sensible avec notre concordat.

Le lien le plus apparent qui relie au bénéfice d'inventaire ces bénéfices et ces expédients, c'est l'idée commune qui les a inspirés, à savoir qu'il fallait, selon l'expression de M. Viollet « mettre l'intéressé à l'abri des conséquences préjudiciables qui peuvent résulter de la qualité d'héritier », c'est, par conséquent la présomption de l'insolvabilité du défunt. Autre ressemblance : on trouve, chez ces précurseurs de l'héritier bénéficiaire, cette physionomie curieuse qui le caractérise lui même, à savoir que, chez la plupart, le titre d'héritier persiste en subissant des atteintes plus ou moins graves. Cette particularité est affirmée surtout dans le bénéfice d'abstention où nous trouvons ces deux textes si opposés : « hunc qui abstinuit prætor non habet heredis loco » (Paul, loi 12, *Dig., de interr. in jur.*) et d'autre part : « non est sine herede qui suum heredem habet licet abstinentem se. » (L. 30, § 10, *Dig. de fideic. libert.*)

Cet air de parenté qui unit le bénéfice d'inventaire à ses divers antécédents nous autorise à faire, dans ces antécédents, les recherches qui sont l'objet de ce travail. Hâtons-nous de faire ces recherches.

(1) L. 4 pr., *Dig., de dol. mal. et met.*

En ce qui concerne la première question, l'administration, il faut nous demander tout d'abord si, parmi ces héritiers qui se prémunissent diversement contre les dangers de la succession, on peut trouver des administrateurs. Nous sommes déjà tenté de désespérer en songeant, qu'à l'exception d'un seul, ils se tiennent tous à l'écart des biens héréditaires ; quant à l'unique exception, l'héritier qui s'est ménagé une sauvegarde conventionnelle, cette sauvegarde ne lui coûte aucun sacrifice, il reste maître absolu des biens héréditaires, puisqu'il n'est pas autre chose qu'un débiteur personnel dont la dette a été réduite par la convention ; il n'est donc pas lui-même un administrateur.

La plupart, disons-nous, se tiennent à l'écart du patrimoine héréditaire. Le défaut d'adhésion de l'héritier détermine l'attaque des créanciers ; le prêteur y voit un motif à leur « *missio in possessionem* » (1) ; dès lors, les biens héréditaires qui vont faire l'objet de la liquidation collective de « *la bonorum venditio* » passent sous la garde et sous l'administration d'un syndic.

Toutefois ne pourrions-nous pas, tout au moins dans une hypothèse empruntée à ces précédents du bénéfice d'inventaire, voir apparaître un héritier pour qui, du fait de se ménager « une porte de sortie » contre l'obligation *ultra vires*, résulterait non pas un abandon mais une restriction de ses pouvoirs sur les biens héréditaires ? Si après la « *restitutio in integrum* » tous les actes faits par le restitué avant cette « *restitutio* » ne demeuraient pas valables, si quelques-uns étaient infirmés dans l'intérêt

(1) Gaius, III, § 18.

des créanciers, n'y aurait-il pas, dans cette gestion antérieure à la « restitutio », une administration du genre de celle que nous recherchons ? Evidemment, mais disons tout de suite que cette administration possible n'existe pas. Pour toute garantie des créanciers, Modestin se contente d'exiger, à peine de nullité, qu'ils soient tous appelés lors de la demande en restitution (1). Mais quant aux actes de l'héritier antérieurs à cette demande, ils sont tous maintenus, non pas seulement les actes d'administration comme, par exemple, la réception d'un paiement (2), mais même les actes de disposition : les affranchissements en vertu de *fideicommiss*, l'acquiescement des legs, les ventes (3), les paiements faits aux créanciers (4). Il suffit, pour le maintien des actes de l'héritier, qu'il les ait accomplis de bonne foi, peu importe qu'il fût solvable ou non (5). Tambour (6) voit dans la destinée de ces actes après la « restitutio » l'effet de la persistance chez le restitué de sa qualité d'héritier.

Nous voilà donc réduit à conclure qu'au premier point de vue qui nous occupe, les antécédents du bénéfice d'inventaire n'offrent qu'un champ désert à nos observations.

Si nous passons à l'examen de la seconde question, des rapports des créanciers et légataires entre eux, nous voyons ces créanciers et légataires, soit dans les cas de

(1) L. 29, § 2, *Dig. de miss.*

(2) L. 90, *Dig., de solution.*

(3) L. 44, *Dig., de adq. hered.*

(4) L. 44, *Dig., de adq. hered.*; L. 31, *Dig. de minoribus.*

(5) L. 6, § 2, *Dig. de reb. auct. jud.*; L. 44, *Dig. de adq. hered.*

(6) Tambour, *Du bénéfice d'inventaire*, p. 53.

séparation, d'abstention, de renonciation, soit lorsque la restitution a été prononcée, maintenus sur le pied de la plus parfaite égalité par le régime de droit commun, la « *venditio bonorum* » ; nous voyons, en second lieu, que les actes de gestion antérieurs à la restitution pouvaient aboutir, notamment le paiement, à créer entre les créanciers et légataires une situation inégale, qu'il faut en conséquence se demander si les intéressés pouvaient redresser cette situation par des recours. Enfin, dans les conventions qui intervenaient entre l'héritier et les créanciers, il y a lieu d'envisager la position des dissidents ou des absents par rapport à ceux qui consentaient à ces différents pactes.

La « *bonorum venditio* » à laquelle la « *missio in possessionem* » sert de préface, est le type parfait du régime égalitaire ; elle aboutit, grâce au caractère de liquidation générale et de procédure collective qu'elle affecte, à assurer aux créanciers d'une succession insolvable, dans les cas que nous savons, une gestion du patrimoine conforme à leurs intérêts et l'égalité entre eux ; mais ce régime n'a rien de spécial, il est applicable, malgré l'énumération limitative de Gaius, à tous les cas d'insolvabilité, au bénéfice d'inventaire lui-même, selon Thaller (1) ; c'est pourquoi nous n'en dirons rien ici.

Nous avons vu que les actes faits par l'héritier avant la « *restitutio in integrum* » restaient pleinement valables une fois la « *restitutio* » obtenue. Certains de ces actes pouvaient porter une atteinte plus ou moins grave au principe d'égalité, notamment le paiement des dettes

(1) Thaller, *Des faillites en droit comparé*, I, p. 194.

ou des legs. S'ils étaient frauduleux, ces paiements tombaient sous le coup de l'action Paulienne. Mais, n'existait-il pas en outre un recours basé sur l'idée d'égalité ou de légitime préférence ? Scévola nous dit, dans la loi 61, *De condict. indebit.*, que si le créancier payé avait reçu au-delà de ce qui lui était dû, une action était donnée aux autres créanciers pour l'obliger à rendre l'excédent ; ce n'est là qu'une application ordinaire de la « *condictio indebiti* » et l'excédent est, ici, entendu de ce qui dépasse le montant de la créance, sans égard à la portion contributive du créancier. Au contraire, tout recours en vue d'assurer la contribution est déclaré impossible par une loi de Papinien dans les termes suivants : « Si quidam ex creditoribus pecuniam suam ante restitutionem ab ea (il s'agissait d'une mineure) récupérassent, cæterorum quærela contra eos qui acceperunt ut pecunia communicetur non admittetur » ; et un texte de Paul (L. 6. *Dig. de reb. auct. jud.*) indique la raison qu'en donnait Julianus : « ne alterius aut negligentia aut cupiditas huic qui diligens fuit noceat. »

Toutefois, il faut réserver le cas où, de plusieurs créanciers ayant demandé simultanément leur paiement, l'un a été payé par gratification. Paul, dans le passage qui vient d'être cité, prévoit ce cas : « quod si utroque instante tibi gratificatus tutor solvit » et il décide « æquum esse aut prius eandem portionem mihi quæri aut communicandum quod accepisti. » Scévola envisage également (Loi 24, *Dig. quæ infr. credit.*) l'hypothèse de la gratification, et il veut que le gratifié soit réduit à la même portion que celle que les autres pourront recevoir ; puis il affirme énergiquement qu'en dehors de cette hypothèse, il faut donner la prime à la diligence : « sed vigilavi, meliorem meam

conditionem feci, jus civile vigilantibus scriptum est. »

Ce privilège des premiers réclamants est l'antithèse de l'idée égalitaire de la « bonorum venditio ». Comment se fait-il que cette idée d'égalité à laquelle la législation romaine a donné, dans la « venditio bonorum », une si entière consécration ait laissé une place, dans cette même législation, au principe qui lui est diamétralement opposé ? Il nous est impossible de l'expliquer. Quoi qu'il en soit, nous n'en avons pas fini, dans le droit romain, avec cette idée de préférence pour les vigilants : nous la verrons apparaître également dans le bénéfice d'inventaire de Justinien.

Nous laissons hors de la question les créanciers hypothécaires ; munis, comme dans notre législation, d'un droit de préférence et d'un droit de suite, ils sauvegardent leur droit de préférence à l'aide de leur droit de suite. Nous verrons, qu'à cet égard, Justinien leur a fait, dans son bénéfice d'inventaire, une situation particulière.

Quant aux créanciers privilégiés, la notion romaine était différente de celle que nous en avons aujourd'hui ; ils ne venaient qu'après les créanciers hypothécaires. A l'égard des chirographaires, ils n'avaient qu'un simple droit de préférence dépourvu de droit de suite, leur droit n'étant pas un « jus in rem. » Les privilégiés pouvaient-ils, lorsqu'un paiement avait été fait par l'héritier avant sa « restitutio » au mépris de leur droit de préférence, revendiquer ce droit par un recours dirigé contre les créanciers payés ? Les textes ne prévoient pas cette hypothèse.

Ils sont également muets en ce qui touche les légataires. Toutefois, à l'égard de ces derniers, on peut sup-

poser qu'en vertu de la théorie de l'enrichissement sans cause, ceux qui avaient été payés étaient passibles d'une *condictio indebiti* de la part du syndic ou des créanciers eux-mêmes, lorsque tous les créanciers ne pouvaient pas arriver au paiement ; c'est la solution que donne Justinien (1) dans son bénéfice d'inventaire, et on peut présumer qu'il ne lui attribuait pas un caractère spécial. On peut décider, par analogie de ce qui se passait pour les créanciers, qu'entre légataires la faveur restait au plus diligent.

Nous arrivons en troisième lieu à examiner dans le bénéfice d'inventaire conventionnel la seule question spéciale qui attire notre attention, celle des créanciers dissidents ou absents.

Primitivement, les pactes dont il s'agit se faisaient avec chacun des créanciers isolément. Il y avait là un grand inconvénient. Si quelques-uns refusaient d'y accéder, la position des autres pouvait se trouver compromise. L'usage dut donc s'introduire de réunir tous les créanciers pour prendre parti à cet égard. On en vint à imposer ce parti à la minorité. Cette dérogation au droit commun, consacrée déjà par Antonin le Pieux, fut réglée par un rescrit de Marc-Aurèle. Nous la trouvons écrite dans la loi 7, § 19, *Dig., de pactis* : « Si vero dissentiant, tunc prætoris partes necessariæ sunt qui decreto suo sequitur majoris partis voluntatem. » La loi 8, au même titre, nous indique comment, d'après le rescrit de Marc-Aurèle, cette majorité se calculait : avant tout, « pro modo debiti » et non « pro numero personarum » ; s'il y

(1) L. 22, Code, *de jur. del.*

avait égalité de sommes, on faisait prévaloir la majorité des créanciers. A égalité de créanciers, le prêteur suivait l'avis de celui qui l'emportait sur les autres en dignité. Enfin, toutes choses égales, le prêteur devait suivre l'avis le plus humain. La remise, consentie par une majorité ainsi constituée, ne s'imposait pas seulement aux créanciers qui avaient pris part à la délibération ; Ulpien nous rapporte (loi 10, *Dig., de pactis*) qu'elle obligeait, en outre, les créanciers absents.

Pour les créanciers chirographaires, cette solution est bien certaine ; mais les créanciers hypothécaires, les créanciers privilégiés et ceux à qui une caution a été fournie pourraient faire doute à cet égard. Pour les créanciers hypothécaires absents, la loi 58, § 1, *Dig., de mand.*, décide que les pactes intervenus ne peuvent pas leur préjudicier ; de même, ce même texte et la loi 10 pr., *Dig., de pactis*, empêchent les cautions de se prévaloir de la remise contre les absents. Quant aux privilégiés absents, Ulpien, dans la loi 10 pr., *Dig., de pactis*, veut qu'ils subissent la réduction en s'appuyant sur les termes d'un rescrit d'Antonin ; Paul, au contraire, dans la loi 58, § 1, *Dig., de mand.*, paraît les exempter. On a essayé de concilier ces deux textes en disant que le privilégié absent souffrait de la remise, mais conservait son droit de préférence ; ce n'est pas une conciliation ; car ce droit de préférence survivait même chez celui qui avait consenti à la remise ; il faut donc voir dans l'opposition de ces deux textes une divergence d'opinion ; Ulpien, du reste, présente lui-même ce point comme controversé.

A l'égard des créanciers qui ont pris part à la délibération, mais qui ont refusé la remise, nous ne savons rien en ce qui concerne les créanciers hypothécaires ou ceux

qui ont obtenu une caution ; quant aux créanciers privilégiés, nous savons, par Ulpien (loi 58, *Dig., mand.*), que le pacte leur est opposable.

§ II. — BÉNÉFICE D'INVENTAIRE

Pour expliquer son apparition tardive, M. de Bressolles (1) suppose que le bénéfice d'inventaire contrariant, dans une certaine mesure, l'idée de la représentation complète du défunt par son héritier, idée qui, chez les Romains, paraît liée intimement au droit religieux, n'a pu s'établir qu'au moment où disparaissaient en grande partie les principes et les institutions du vieux droit. Mais est-ce bien là la vraie raison ? Le préteur n'avait-il pas, depuis longtemps, porté de grands coups à ces principes ? Avec le bénéfice d'abstention n'avait-il pas détruit l'idée de la continuation nécessaire du défunt ? désormais, par suite de ce bénéfice, l'infamie de la « *bonorum venditio* » ne frappait plus que dans le vide. Gaston May (2) nous donne une raison différente. Pour lui, ce qui fit hésiter longtemps à accorder à tout héritier le droit de ne payer les dettes que jusqu'à concurrence de l'actif recueilli, ce fut la crainte que l'héritier ne dissimulât une partie de l'actif héréditaire pour le soustraire aux poursuites des créanciers, et ce bénéfice n'apparut dans le Droit romain que lorsque Justinien eût trouvé, par la nécessité d'un inventaire, le moyen de concilier à cet égard les intérêts légi-

(1) *Revue de législation*, t. IX, p. 42.

(2) *Eléments de Droit romain*, t. I, p. 445.

times des créanciers et la faveur due à l'héritier. Pourquoi ne s'arrêterait-on pas à cette opinion? Sans nul doute, la faveur de l'héritier remplissait presque entièrement la pensée de Justinien, mais ne fallait-il pas, tout au moins, donner aux créanciers cette sûreté élémentaire de les prémunir contre les détournements faciles à l'héritier de l'actif héréditaire alors qu'on restreignait leurs droits à cet actif, de faire, du moins, constater cet actif si on le laissait aller désormais entre les mains de l'héritier? Jusqu'à présent, lorsqu'on avait voulu sauver l'héritier de l'obligation *ultra vires*, on n'avait pas trouvé d'autre moyen, pour satisfaire à cette idée de garantie nécessaire pour les créanciers, que ce moyen simpliste mais éminemment protecteur pour eux : empêcher l'héritier de s'immiscer ou de faire addition.

Néanmoins, avons-nous dit, l'intérêt de l'héritier dominait chez Justinien. Lorsqu'il se montre si fier de son œuvre, quel est l'avantage qui lui paraît faire son grand mérite? Parle-t-il des créanciers? On lit aux *Institutes, de hered. qual.*, § 6 : « Nostra benevolentia constitutionem scripsit tam æquissimam quam nobilem, cujus tenorem si observaverint homines, licet eis et adire hereditatem, et in tantum teneri quantum valere bona hereditatis contingit. » Aussi, lorsqu'après avoir réglé la question de l'inventaire, où se révèle, il faut le dire, un assez grand souci des créanciers, il fixe les pouvoirs de l'héritier sur les biens héréditaires, nous verrons cette pensée des créanciers presque totalement absente de son esprit.

L'inventaire, toute la protection des créanciers tient là; partant il faut en dire un mot, encore qu'il ne soit que le préliminaire de la gestion de l'héritier.

Comme formalités, cet inventaire exige la présence de

« tabularii »; il doit aussi contenir une déclaration de l'héritier « significantem et qualitatem rerum et quod nulla malignitate circa eos ab eo facta vel facienda res apud eum remaneant (1). » Enfin, la Novelle I exige la comparution personnelle ou par mandataire des légataires et des fidéicommissaires qui se trouvent dans la cité, ou, à leur défaut, la présence d'au moins trois témoins habitant la cité et jouissant de la meilleure considération; elle suppose, sans l'exiger expressément, la présence des créanciers.

Si l'inventaire est infidèle, la sanction n'est point la déchéance, comme on l'a soutenu en s'appuyant sur ce que le paragraphe 2 de la loi 22 oblige l'héritier à déclarer, par écrit, qu'il est exempt de dol; le paragraphe 1 n'indique-t-il pas, au contraire, la peine de ces détournements? Cette peine est celle de la restitution au double de la valeur que l'héritier avait voulu soustraire à son profit.

Les moyens de preuve contre la fidélité de l'inventaire sont particulièrement favorables aux créanciers; aucune présomption ne résulte, en faveur de cette exactitude, du caractère officiel et formaliste donné à l'inventaire. Les créanciers ou légataires qui attaquent ont le droit d'appuyer leurs prétentions par tous les moyens possibles; ils peuvent même recourir à la torture des esclaves héréditaires; ils ont une autre ressource que Justinien prescrit comme tout à fait subsidiaire, le serment de l'héritier (2). La Novelle I (ch. II, § 1) indique, au profit des

(1) Loi 22, § 2, *Dig., de Jur. del.*

(2) Loi XXII, § 10, *Dig., de Jur. del.*

légataires et des fidéicommissaires, les mêmes moyens de preuves déjà mentionnés ; elle y ajoute le serment des témoins qu'elle prescrivait d'appeler au cas d'absence de quelques-uns des légataires ou fidéicommissaires ; mais le droit de recourir à la torture des esclaves et au serment de l'héritier est refusé à ceux qui étaient présents à l'inventaire ou qui ont négligé d'y assister après y avoir été formellement appelés. Le droit de preuve contraire appartient aux créanciers, alors même que le testateur aurait laissé un état de ses biens ou aurait déclaré avec serment n'avoir rien autre chose que ce dont il a disposé par testament, parce que ces déclarations du défunt ne sont nullement opposables aux créanciers dont les droits ne peuvent dépendre de leur débiteur (Nouvelle 48). Tambour pense qu'une telle décision ne pouvait pas s'appliquer aux légataires ni aux fidéicommissaires, qui tenaient tous leurs droits de la volonté du défunt (1).

Nous concluons que, dans l'inventaire, les créanciers et les légataires puisent une assez large protection ; mais Justinien semble avoir épuisé là cette protection ; si nous passons aux pouvoirs qu'il a laissés à l'héritier sur les biens héréditaires, nous n'en trouvons plus trace.

Il est vrai que la plénitude des pouvoirs laissés à l'héritier pourrait aller sans trop de préjudice pour les créanciers ; si Justinien, renonçant à l'idée logique de la séparation des patrimoines, avait fait l'héritier tenu seulement de la valeur des biens de l'hérédité, mais personnellement ; mais cette solution qui a pour elle, il est vrai, quelques textes ne doit pas, à notre avis, prévaloir,

(1) Tambour, *Op. cit.*, p. 107.

et la pensée de Justinien doit être interprétée en ce sens qu'il a voulu, pour l'héritier, la séparation des patrimoines, c'est-à-dire le droit de renvoyer les créanciers aux seuls biens héréditaires. L'obligation personnelle a pour elle, disons-nous, le paragraphe 4 de la loi 22 : « in tantum hereditariis creditoribus teneantur in quantum res substantiæ ad eos devolutæ valent », et ce passage des *Institutes* de Justinien, de *hered. qual.*, § 6. : « in tantum teneri quantum valere bona, hereditas contingit ». Mais l'héritier peut opposer à ces textes cette même loi 22 qui dit, § 9 : « nihil suæ substantiæ penitus heredes amittant ». Tambour (1) prétend qu'il pourrait lui opposer aussi le *principium* de cette loi 22 : « ipsorum bona creditoribus hereditariis non inquietentur », bien que visant uniquement le privilège conféré aux militaires par la constitution de Gordien, parce que l'intention de Justinien paraît avoir été précisément de généraliser ce privilège. De plus, la théorie de l'obligation personnelle exigerait une estimation faite dans l'inventaire ; or, dans l'inventaire, il n'est point question d'estimation, à moins qu'on ne la trouve dans la déclaration de la « quantitatē rerum » que Justinien impose à l'héritier ; mais « quantitatē » n'indique-t-il pas plutôt une simple énumération ? Ne pourrait-on pas, au contraire, prouver en faveur de la séparation des patrimoines en invoquant que l'héritier purge, en les vendant, les immeubles héréditaires grevés d'hypothèque, à la seule condition que le prix provenant de cette vente soit employé au paiement de légataires ou de créanciers héréditaires, quels qu'ils soient du reste.

(1) Tambour, *loc. citat.*

S'il était tenu personnellement, lui aurait-on donné ce pouvoir de purger ? M. Marezoll donne raison à la théorie qui soutient la séparation des patrimoines (1).

Alors même qu'il nous faut considérer les droits des héritiers comme cantonnés sur les biens héréditaires, les règles d'administration qui s'imposent dans ce cas, afin que ces biens ne subissent pas de dépréciation par suite d'une mauvaise gestion et que, par leur liquidation, ils expriment bien toute leur valeur, ces règles nécessaires n'existent pas ici.

Les détournements sont seuls sanctionnés. Toutefois, l'action Paulienne pouvait s'exercer contre des actes frauduleux aux conditions ordinaires de cette action. Mais, contre les actes de mauvaise gestion qui n'étaient pas passibles de l'action Paulienne, contre les omissions préjudiciables aux créanciers, aucun secours n'était donné à ces derniers. Nulle part, dans les textes, il n'est question ni de formalités, ni de déchéance, ni même de responsabilité.

La loi *Scimus* ne parle pas des actes d'administration proprement dite ; c'est qu'elle ne songe pas à les entraver. Quant aux actes de liquidation qu'elle prévoit, la vente et le paiement des créanciers, ce n'est pas pour les restreindre qu'elle en parle, mais pour affirmer à leur égard la pleine capacité de l'héritier ; pour agrandir même cette capacité. C'est ainsi que nous voyons l'héritier non seulement vendre les biens héréditaires, mais encore, alors que cette vente n'est soumise à aucune formalité, faire tomber par elle toutes les hypothèques grevant l'immeuble vendu,

(1) Marezoll, *Droit privé des Romains*, trad. de M. Pellet, § 216.

à la seule condition que le prix soit employé à payer des légataires ou des créanciers(1); et la faveur pour l'héritier, se traduisant ici par le désir de lui épargner tout recours de la part des acquéreurs, tourne directement au préjudice des créanciers qui ne peuvent pas revenir sur la vente et lui faire produire un plus grand prix.

Nous allons parler des paiements, en examinant les rapports des créanciers entre eux. Mais, auparavant, il nous reste à répondre à la question de savoir si l'héritier pouvait payer les créanciers sur ses propres biens en conservant en nature les biens de la succession et arrêter les paiements dès qu'ils avaient atteint le montant de l'estimation des biens héréditaires, sans que les créanciers aient le droit de faire vendre ces biens pour en déterminer la véritable valeur. Ce droit des créanciers est un effet logique de la séparation des patrimoines; mais, en présence du silence des textes, qui ne font aucune allusion à cette faculté, qui n'imposent aucune restriction à la manière d'effectuer les paiements, Tambour(2) conclut au rejet de ce droit, en appuyant encore son opinion sur ce fait déjà cité que l'héritier fait tomber les hypothèques des créanciers par une vente amiable; et nous avons là une manifestation frappante de la faveur donnée à l'héritier; nous y voyons, en effet, le droit de gage des créanciers sacrifié au droit de propriété de l'héritier; de plus, joint à ce que nous dit précédemment, ceci nous montre l'héritier, maître absolu de faire produire ou d'empêcher, à son gré, les effets de la séparation des patrimoines, pouvant l'invoquer pour lui et la repousser contre eux.

(1) Loi 22, § 5, *Dig., de jur. del.*

(2) Tambour, *loc. cit.*

Cette grande puissance ne pouvait que dégénérer un jour en abus. Si, dans le droit romain, le bénéfice d'inventaire demeure à l'abri des attaques, il n'en est pas de même dans notre ancien droit coutumier lorsque ce même bénéfice d'inventaire y eut pénétré. Bretonnier flagelle en ces termes le triste résultat auquel il se prête : (1) « Comme les corps corrompus changent en venin et en mauvaise humeur ce qui leur est donné pour aliment et médicament, ainsi la malice des hommes renverse l'intention de la loi et tire le mal d'où le bien devait procéder. Cette vérité se rencontre au bénéfice d'inventaire introduit par Justinien » et plus loin : « Les héritiers ne recherchent plus cet asile pour y mettre à couvert leurs biens propres ; ils s'en prévalent pour perdre leur conscience en ravissant ce qui n'est pas à eux et, par ce moyen, les pauvres créanciers, à qui l'on fait perdre haleine dans les extrêmes longueurs et qui se voient accablés de frais, trouvent leur ruine où ils devraient rencontrer du soulagement. »

Dans quelle situation se trouvent, les uns par rapport aux autres, les créanciers et les légataires de la succession, dans le bénéfice d'inventaire de Justinien ?

Pour ce qui dépend de l'héritier, aucune disposition n'est prise pour assurer leur concours. Celui-ci paie, il donne même en paiement(2), et cela en toute liberté. Nous lisons dans Donneau, commentant la loi *Scimus* : « Le bénéfice d'inventaire contient pour l'héritier cet avantage qu'il ne lui nuira jamais d'avoir payé tel plutôt que tel.

(1) Bretonnier, sur Henrys, l. VI, ch. IV, IX et XI.

(2) Loi 22, § 6 et 8.

Si les légataires viennent les premiers, il les paie valablement et, s'il ne reste rien pour les créanciers héréditaires, il est en sûreté. De même si, parmi les créanciers, tels viennent les premiers qui sont inférieurs en rang, l'héritier les paiera valablement et il ne sera pas tenu vis-à-vis des créanciers plus anciens, s'il ne reste rien pour eux après le paiement des autres.»

Ainsi donc, cette idée d'une procédure collective en vue de l'égalité des créanciers, qui fait le fond de la « bonorum venditio » et qui eût dû aboutir ici à faire de l'héritier bénéficiaire un syndic, idée qui est le produit pur de l'esprit romain et que l'esprit romain a porté en lui, en quelque sorte, de tout temps, puisque Thaller en voit le germe dans la procédure primitive de l'exécution sur la personne, cette idée-là, Justinien l'a délaissée pour éviter à l'héritier la moindre charge et le mettre à l'abri de tout recours.

Si l'héritier n'est pas le gardien de l'égalité des créanciers et de leurs droits réciproques, ceux-ci ne peuvent-ils pas du moins, au moyen de recours entre eux, redresser leurs droits lorsqu'ils ont été méconnus par les paiements de l'héritier ? Donneau nous dit : « Si la question s'agite entre créanciers et légataires et que l'héritier ne soit point capable de les désintéresser tous, les créanciers quels qu'ils soient seront toujours préférés aux légataires ; ils luttent de *repetitione et damno vitando*, tandis que les légataires n'agissent qu'en vue d'un gain ; mais les créanciers sont préférés aux légataires en ce sens que les créanciers n'auront pas de recours contre l'héritier ni contre les acheteurs des biens que l'héritier a vendus et qui ont servi au paiement des créanciers héréditaires, mais contre les légataires eux-mêmes qui sont venus les premiers à tort, alors qu'il aurait fallu laisser la préférence aux autres.»

Contre les légataires, nous voyons dans la loi 22 § 5 que le recours est assuré par deux actions : l'action hypothécaire, si le créancier avait une hypothèque et si le bien hypothéqué a été légué ou donné en paiement au légataire ; la « *condictio indebiti* » dans tout autre cas.

Entre les créanciers, la constitution de Justinien ne donne de recours qu'aux créanciers hypothécaires ; ils auront le droit d'agir contre les créanciers inférieurs en rang qui se seront fait payer ; ils intenteront l'action hypothécaire si l'objet grevé d'hypothèque à leur profit a été donné en paiement à un créancier chirographaire ou à un créancier hypothécaire inférieur à eux, sauf, pour lui, le droit de faire tomber l'action en désintéressant celui qui l'exerce. Si le créancier à qui ils sont préférables a reçu son paiement en argent, il ne peut être question ici de la « *condictio indebiti* », car ce créancier n'a reçu que ce qui lui était dû ; mais un résultat semblable sera obtenu au moyen d'une « *condictio in lege* » (1). Il y a ici subrogation du prix à la chose ; le droit hypothécaire se transporte du bien vendu sur son prix ; nous avons annoncé par avance cette situation particulière faite au créancier hypothécaire.

La constitution de Justinien ne parle pas des autres créanciers et Donneau en conclut que les créanciers chirographaires ne pourront pas obliger au partage ceux qui ont déjà reçu leur paiement, que les créanciers privilégiés eux-mêmes ne pourront pas, invoquant leur droit de préférence, obliger à restitution les créanciers chirographaires.

(1) Loi 22 § 6, *eod.*

CHAPITRE II

ANCIEN DROIT

Passons maintenant sur notre sol. Si nous prenons notre histoire à partir de la période gallo-romaine (et il nous serait très difficile d'interroger un plus lointain passé), nous aurons à faire un long parcours avant de rencontrer le bénéfice d'inventaire.

Et d'abord, nous voyons dans la période gallo-romaine les vaincus accepter totalement la conquête, le droit romain s'implanter sur notre territoire et y régner seul ; mais quel droit romain ? Celui du Code théodosien, des *Sentences* de Paul et des *Institutes* de Gaius, c'est-à-dire un droit antérieur à Justinien, exclusif par conséquent du bénéfice d'inventaire. L'œuvre de Justinien ne pénétrera chez nous que beaucoup plus tard et n'y prendra jamais le caractère de législation vivante et appliquée.

Puis les invasions des Barbares. Ces divers peuples, de race germanique, apportèrent leurs lois personnelles ; ils n'imposèrent pas ces lois aux vaincus, si bien qu'on eut alors le régime de la personnalité, c'est-à-dire le droit romain pour les vaincus, le droit barbare pour les envahisseurs. Ces deux droits, que la plupart des rois Barbares séparèrent eux-mêmes en les fixant chacun à part dans une double rédaction, allèrent s'infléchissant

récioproquement pour aboutir à une fusion complète ; alors apparut le régime de la territorialité ou régime coutumier.

Les Barbares apportèrent-ils chez nous le bénéfice d'inventaire ?

Nous voyons en général dans les lois germaniques la faculté de renoncer ; on la trouve dans la loi salique au titre LXIII, art. 1 à 3 ; dans la loi des Burgondes, § 751. Chez les Wisigoths (1) une loi de Chindaswinde accorde même à l'héritier le droit d'abandonner les biens héréditaires après en avoir pris possession, en cas d'excédent du passif sur l'actif ; mais de bénéfice d'inventaire, il n'en est nulle part question. Pouvait-il seulement en être question ? Le principe de l'obligation ultra vires régnait-il dans le droit germanique ? Oavoud-Oghlou l'a soutenu dans son *Histoire de la législation des anciens Germains* (2) ; mais la plupart des auteurs pensent que la solidarité de la famille, consacrée en matière de droit pénal par les législations germaniques, n'avait pas été étendue par elles à la matière civile. Il faut pourtant faire une exception pour la loi Ripuaire, où nous lisons, au titre LXIX : « Si un homme mort sans enfants a laissé des dettes et qu'il ait vendu ou donné ses biens, celui d'entre ses parents qui aura accepté l'hérédité, ne fût-elle que d'un sou d'or, sera condamné à payer les dettes du défunt. » Mais cette exception peut s'expliquer par cette circonstance que la loi Ripuaire avait déjà reçu avant sa rédaction une forte influence romaine.

(1) *L. des Wisigoths*, l. V, tit. VI ; ch. VI

(2) *Intr.*, p. LXVIII.

Faudrait-il, du reste, conclure à l'existence chez les Germains de l'obligation *ultra vires* que nous ne serions pas, quand même, porté à soupçonner chez eux la présence du bénéfice d'inventaire ; une pensée nous conduit, au contraire, à la nier : Est-ce qu'une institution compliquée et savante comme le bénéfice d'inventaire pouvait être conçue par un esprit simpliste comme celui des Germains ? En droit romain, c'est-à-dire chez un peuple dont l'esprit s'est élevé de bonne heure aux subtilités et aux souplesses juridiques, elle n'a apparu, avons-nous dit, qu'à la dernière étape de la législation.

De la combinaison du droit gallo-romain avec le droit germanique ne pouvait donc jamais sortir le bénéfice d'inventaire, puisque chacun des éléments de cette combinaison l'excluait.

D'où pouvait-il donc venir, sinon de l'œuvre de Justinien après son apparition sur notre sol ? Il fallait attendre cette apparition. Il fallait encore que le principe germanique de l'obligation *intra vires* cédât devant le principe contraire des Romains et de la loi Ripuaire. Ce dernier principe prévalut. Le coutumier de Charles VI en témoigne (1); de même nous lisons dans les Assises de la Cour des Bourgeois, au chapitre CXCIH : « commande la raison que celui qui a receues les choses dou mort est tenus de paier toute la dette que le mort deveit, encor soit ce qui la chose dou mort qu'il a receues ne vaillent tant come monte ce qu'il devet. » Le bénéfice d'inventaire pouvait donc désormais s'implanter, car le terrain était préparé.

(1) Coutumier, loi 2, ch. VL et suiv.

L'influence du Code de Justinien est déjà saisissable dans les Capitulaires, c'est-à-dire au IX^e siècle (1); mais il n'est pas encore question, à cette époque, du bénéfice d'inventaire. On n'en parle pour la première fois qu'au XIII^e siècle, et le premier livre qui en traite est le *Speculum juris* de Guillaume Duranti (2) évêque de Mende. Encore ne faut-il pas voir dans ce livre, au dire de Tamhour, une preuve que le bénéfice d'inventaire fût dès lors répandu chez nous, parce que ce livre, composé en grande partie en Italie, reproduit les usages de ce pays plutôt que ceux de la France.

Le mouvement d'infiltration sérieuse ne commença qu'au XV^e siècle, et cette infiltration s'opéra successivement dans les diverses coutumes. Dans la première moitié du XV^e siècle, Masuer (3) et Guy Pape nous signalent le bénéfice d'inventaire, l'un dans le droit coutumier de l'Auvergne, le second dans celui du Dauphiné. Au siècle suivant, Imbert nous le montre dans les usages du Poitou (4), Barthélemy de Chasseneux dans la coutume de Bourgogne (5); Rebuffe en fait également mention à cette époque dans son Commentaire sur les ordonnances royales (6).

Pour les coutumes non rédigées, le mouvement est presque nul au XV^e siècle et dans les premières années du siècle suivant. La coutume du duché de Bourgogne est

(1) Viollot, *Précis de l'histoire du Droit français*, 1, p. 17.

(2) *Speculum juris*, pars. 2, p. 364-366.

(3) *Pratique*, t. XXXII, n° 26.

(4) *Pratique*, ch. VIII.

(5) *Observat. sur la coutume de Bourgogne*, Succes. § 13.

(6) *Ad regias constitutiones; tract. de restitutionibus*, art. 9, l. 1, n° 32.

presque seule à en parler à cette époque. La première rédaction de la Coutume de Paris, qui remonte à 1510, est muette sur cette institution. Puis, au commencement du XVI^e siècle, le mouvement s'accroît et successivement nous découvrons le bénéfice d'inventaire dans la Coutume de Melun, rédigée en 1506, dans celles d'Artois et d'Orléans rédigées en 1507, dans celle d'Auvergne, dans celles de Marche et du Bourbonnais en 1521, dans celles de Lille en 1533, de Nivernais en 1534, de Bretagne et de Berry en 1539. En France, vers le milieu du XVI^e siècle, l'acceptation bénéficiaire était un droit général et usuel.

Quelle a été la destinée du bénéfice d'inventaire de Justinien dans notre ancien droit? On n'est point étonné de voir cette destinée se dédoubler en quelque sorte : de voir le bénéfice d'inventaire romain rester à peu près lui-même dans les pays de droit écrit, et dévier, au contraire, de sa constitution originaire dans les pays de coutume ; car on n'ignore pas que le droit romain rencontra toujours de la résistance sur le sol des pays coutumiers, tandis que les pays de droit écrit s'ouvrirent toujours largement à son influence.

Aussi, du bénéfice d'inventaire des pays de droit écrit nous ne dirons rien ou presque rien. Il n'apparaît pas que l'idée de bienveillance pour l'héritier ait fait, ici, une place plus grande qu'en droit romain à l'idée de protection pour les créanciers. En ce qui touche la confection de l'inventaire, notons la pratique usitée dans le ressort de Bordeaux (1) qui, moins favorable aux créanciers que Justi

(1) Lapeyrère, *Décis. som.*, lettre I, n^o 50.

nien lui-même, n'obligeait pas à recourir à un fonctionnaire public, mais se contentait d'une description des biens faite par l'héritier et affirmée par serment. D'une façon générale les créanciers et légataires continuaient à être appelés à l'inventaire (1).

On a dit, sur la fidélité de cet inventaire, que la déchéance édictée comme sanction par notre ancienne jurisprudence avait pénétré même dans les pays de droit écrit ; mais Despeisses (2) et Serres (3) affirment que là, du moins, cette doctrine ne se fit jamais unanimement admettre et qu'elle n'y obtint jamais une application rigoureuse ; Ferrière (4) va plus loin et nie d'une manière absolue qu'elle y ait jamais été appliquée.

Quant à la gestion de l'héritier, comment supposer que les pays de droit écrit aient cherché à l'entraver alors qu'ils ont interprété l'obligation de l'héritier aux dettes du défunt dans le sens d'une obligation personnelle ? C'est du moins ce que rapporte Serres dans ses *Institutions au Droit français*.

Dans le paiement des dettes, aucune obligation n'est imposée à l'héritier dans le but de sauvegarder tous les droits. De même, pour les recours des créanciers contre les légataires et les autres créanciers, les règles romaines restent applicables dans les pays de droit écrit. Denisart (5) l'atteste ; Serres (6) reproduit les mêmes règles en se con-

(1) Serres. — *Institutions au Droit français des successions*.

(2) *Success.*, t. I n° 31.

(3) *Loc. cit.*

(4) *Dict.*, v° *Bénéf. d'invent.*

(5) Denisart, v° *Bénéf. d'invent.*

(6) Serres, *loc. cit.*

tendant d'ajouter que la durée de ces recours est de trente ans, ce qui, auparavant, était l'objet de controverses.

Dans les pays coutumiers, au contraire, le bénéfice d'inventaire romain reçoit une déformation considérable. On fut très peu accueillant à son endroit; et si la preuve n'en est pas précisément dans la nécessité des « lettres royaux », mesure qui fut surtout édictée dans l'intérêt du fisc et que certains édits, qu'on a appelés « bursaux, » ont essayé d'étendre même aux pays de droit écrit, elle se trouve avec évidence dans ce fait qu'un héritier pur et simple plus éloigné était préféré à un héritier bénéficiaire plus proche. C'est qu'on avait peut-être trouvé dans l'institution romaine une pensée trop exclusivement favorable à l'héritier, la situation des créanciers par trop négligée, une place trop grande laissée aux abus; peut-être même avait-on été frappé par des abus trop réels: qu'on se rappelle l'indignation de Bretonnier: « Les pauvres créanciers, à qui l'on fait perdre haleine dans des extrêmes longueurs et qui se voient accablés de frais, trouvent leur ruine où ils devraient rencontrer du soulagement. » Non contente de n'admettre l'acceptation bénéficiaire qu'à défaut d'acceptation pure et simple, la législation coutumière réforma cette institution et la pensée des créanciers, absente de l'œuvre de Justinien, semble avoir inspiré et guidé cette réforme. Le bénéfice d'inventaire va dépouiller son caractère d'avantage exclusif fait à l'héritier pour devenir une organisation où l'intérêt des créanciers aura une part de protection; l'idée d'égalité des créanciers y recevra peut-être aussi quelque satisfaction. En un mot, il y a tendance marquée à combler les lacunes de la création de Justinien.

Avant d'arriver à la gestion proprement dite de l'hé-

ritier bénéficiaire, il nous faut signaler quelques modes de protection pour les créanciers qui, bien que placés en dehors de cette gestion, n'en sont pas moins des garanties intéressantes pour nous. Nous connaissons le premier de ces modes, l'inventaire, autrement dit la garantie indispensable; les autres sont nouveaux et, s'ils ne se trouvent pas dans toutes les coutumes, ils ont, du moins, un caractère suffisant de généralité : caution, hypothèque et surveillance de l'héritier par les créanciers.

Il n'y a pas de grands changements apportés à la confection de l'inventaire; un officier public est, en général, exigé pour sa rédaction; et si, généralement, la présence des créanciers et des légataires n'est plus requise, l'usage se maintient, néanmoins, de les appeler. Mais où apparaît une importante innovation, c'est à propos de la fidélité de l'inventaire. La sanction du détournement ou du recélé n'est plus la restitution. Lebrun est très affirmatif sur ce point; il fonde son opinion sur l'avis de Fachineus (livre IV de ses *Commentaires*) et sur celui de Guy Pape, de Brodeau, de Chassaneux; il renvoie à l'article 113 de la Coutume de l'Artois, à une note de Charles Dumoulin sur l'article 79 de l'ancienne Coutume de ce pays; « Enfin, dit-il, quoique le président Fabri et Bacquet soient de contraire avis et prétendent que l'héritier bénéficiaire qui commet des recélés en est quitte pour restituer les choses recélées et pour une amende envers le roi, néanmoins, dans l'usage, on ne fait aucune difficulté de le condamner indistinctement et comme héritier pur et simple envers les créanciers, ce qui a même été jugé contre un mineur, par arrêt du 21 mars 1605 » (1).

(1) Lebrun, *Traité des Successions*, l. III, ch. IV, n° 15.

Denisart nous rapporte qu'une caution, qui n'était point nécessaire dans les pays de droit écrit, sauf dans le Parlement de Grenoble (1), était, au contraire, exigée dans les pays coutumiers. Au dire de Lebrun, cette caution était si essentielle au bénéfice d'inventaire « que si, de deux héritiers, l'un se disait héritier pur et simple et l'autre bénéficiaire, l'héritier bénéficiaire était obligé de donner caution de sa part, quoique l'héritier pur et simple ne fût pas obligé de la donner ». Les lettres du bénéfice d'inventaire contenaient presque toujours la clause de cette caution, et, si l'héritier ne la fournissait pas, il était déchu de son bénéfice. « Mais, dit Lebrun, il faut observer que l'héritier ne doit cette caution que pour les meubles et les fruits existant lors du décès, non pour les immeubles, que les créanciers peuvent faire saisir, si bon leur semble, ni, par conséquent, pour les fruits qu'il en peut recevoir dans la suite », et il appuie son avis d'un arrêt du 17 juillet 1526, rapporté par Papon, et des avis de Lhommeau et de Charondas. Denisart adopte l'opinion de Lebrun. On a raillé cette caution. Bretonnier, dans ses observations sur Henrys, la traite de « caution banale qui n'a pas le sol » ; mais Denisart nous indique que, si elle est telle la plupart du temps, c'est parce que les créanciers, trouvant ailleurs des garanties suffisantes, ne se montraient pas difficiles à son égard. Selon lui, les créanciers exigeaient, au contraire, une caution solvable, s'ils étaient dans l'intention de laisser toucher le mobilier par l'héritier, pour éviter les frais de saisie et de vente, à

(1) Elle y fut introduite par une déclaration de Charles IX du 14 février 1566.

la charge de leur en distribuer le prix ensuite. Les créanciers avaient donc une caution, et rien ne les empêchait de l'obtenir aussi sérieuse qu'ils la désiraient.

Ils avaient, en outre, une hypothèque. Cette hypothèque avait pour but de garantir l'obligation contractée par l'héritier, au moment de son acceptation bénéficiaire, « d'user des biens de la succession en bon père de famille, de la discuter et de payer les dettes ou de rendre compte » (1). Aussi Denisart nous dit que cette hypothèque avait rang du jour de l'acceptation de l'hérédité parce que c'était à cette époque que s'était formé le contrat. Lebrun rapporte un arrêt du 7 septembre 1675 qui assignait à cette hypothèque pareille date, en indiquant que la dernière jurisprudence de son temps se conformait à cette doctrine. Pothier exprime le même avis au titre des successions. Cette hypothèque gardait sa date primitive à l'encontre de l'héritier de l'héritier bénéficiaire parce que, selon Lebrun, la mort de l'héritier ne finissant pas ses obligations, sa jouissance et celle de son héritier n'en faisaient qu'une et les actions qui en résultaient avaient une même hypothèque. Pothier est, sur ce point, du même avis que Lebrun, mais, bien que cette opinion paraisse la plus générale, elle ne réunissait pas tous les suffrages, et Lebrun lui-même cite tout au long les arguments qui servaient à la combattre.

Au dire de certains auteurs, notamment de Montvallon, de Davot et de Bannelier, les créanciers avaient une autre garantie : celle de pouvoir obtenir du juge la nomination d'un séquestre à la succession au cas de « faute » ou de

(1) Lebrun, *loc. cit.*, n° 70.

« tergiversation » de l'héritier. Cette opinion, bien qu'elle eût pour elle un règlement de 1578 cité par Montvallon, ne jouissait pas d'une grande extension ; la plupart des auteurs n'en font point mention. Mais il était au contraire d'opinion commune que les créanciers pouvaient tout au moins exercer une surveillance active soit par eux-mêmes soit par des curateurs qu'ils désignaient à la gestion de l'héritier (1).

Nous arrivons à la gestion de l'héritier. Faut-il s'attendre à trouver des règles restrictives de la capacité de ce dernier ? Autrement dit, les pays de coutume ont-ils déduit du bénéfice d'inventaire l'idée de la séparation des patrimoines ? Loyseau, avec l'accent du reproche, nous indique clairement qu'il en est ainsi : « En France, dit-il, par cette fantasque imagination de séparation des patrimoines en l'héritier par bénéfice d'inventaire, on le faict devenir chauve-souris, comme l'on dit, car on faict qu'il n'est ny heritier, c'est-à-dire seigneur de l'hérédité, ny curateur aux biens vacants parce qu'il applique les biens à son profit après les dettes payées » (2). Lebrun affirme également cette séparation des patrimoines (3). Pothier la reconnaît aussi en disant de l'héritier : « lorsqu'il est condamné en cette qualité d'héritier bénéficiaire, il n'est tenu à autre chose envers celui qui a obtenu sentence

(1) Duparc-Poullain, *Précis des Actes de Notoriété*, p. 232 ; Davot, *Traité du Droit français à l'usage du duché de Bourgogne*, t. III, trait. V, ch. XVIII, nos 10 et 16 ; *Nouveau Denisart*, § 9, nos 6, 7, et 13 ; Bonvot, *Arrêts de la Cour de Bourgogne* ; Lebrun, *op. cit.*, l. III, ch. IV.

(2) L. II, ch. III, nos 9 et suiv.

(3) Lebrun, *loc. cit.*, n° 22,

contre lui qu'à lui donner un bref état de compte des deniers de la succession qu'il peut avoir entre les mains, et si le reliquat du compte n'est pas suffisant pour payer le montant de la condamnation, celui qui l'a obtenue ne peut exiger davantage de l'héritier bénéficiaire ; et il n'a d'autre voie pour être payé du surplus que celle de saisir les meubles, s'il en reste encore en nature, ou les immeubles de la succession » (1).

Puisque il existe un patrimoine héréditaire bien distinct, quelle est donc, sur ce patrimoine, la capacité de l'héritier ?

Les règles sont loin d'être uniformes. Elles varient d'une province à l'autre. Certaines provinces méritent d'être mentionnées en première ligne, parce qu'elles ont compris mieux que les autres la communauté d'intérêts qui règne entre les créanciers et l'héritier, et la prépondérance à exercer de la part de ceux-là sur celui-ci. Cette intelligence du bénéfice d'inventaire s'est traduite par une sorte d'association. Davot et Bannelier nous disent que, pour parer à l'inconvénient de deux procès sur la même créance, les créanciers, en Normandie, formaient entre eux un traité d'union en nommant des syndics ou directeurs qui, avec l'héritier, conduisaient le bénéfice d'inventaire. « Si l'héritier refuse de s'y prêter, disent-ils, on formera les demandes pour la sûreté des créanciers, selon les circonstances particulières du fait, en ménageant les frais. » Plus loin, ils ajoutent que les créanciers peuvent, dès le commencement, faire ordonner par le juge que l'héritier bénéficiaire régira avec quelques-uns d'entre eux

(1) Davot et Bannelier, *op cit.*, III.

ou lui indiquer des conseils» (1). Un jurisconsulte breton, Duparc-Poullain, nous apprend que, dans sa province, les créanciers de la succession étaient dans l'usage de former entre eux un syndicat pour diriger et conduire, d'accord avec l'héritier, la liquidation de la succession, au cas d'acceptation bénéficiaire (2). Pour faire participer les créanciers à cette direction, nous voyons la Coutume de Normandie (art. 77) et la Coutume de Bretagne (art. 515) prescrire certaines mesures de publicité destinées à les avertir et fixer certains délais pour leur permettre de se présenter. Ces délais serviront aussi pour assurer le maintien des droits des créanciers les uns à l'encontre des autres.

La généralité des Coutumes présentent une organisation un peu différente. Nous avons, par Denisart (3), des détails de cette organisation dont l'idée principale est que, pour les actes importants, l'héritier bénéficiaire doit obtenir le consentement des créanciers.

Denisart nous dit que l'héritier peut recevoir non seulement les sommes mobilières, mais encore les immobilières (capitaux de rentes, prix d'immeubles); qu'il doit non seulement poursuivre les actions de la succession, mais encore reprendre l'exercice de celles que le décès de son auteur a suspendues, qu'il reprend également les instances contre le défunt et défend à celles intentées contre lui « héritier » ; qu'il doit affermer et louer les biens à l'amiable, s'il trouve à le faire à un prix convenable ; qu'il peut faire des réparations ; qu'il peut donner congé à des locataires ou fermiers ; qu'il doit payer les créanciers appa-

(1) Davot et Bannelier, *op. cit.*, III.

(2) *Précis de Notoriété*, p. 232.

(3) V^o *Bénéf. d'invent.*, § 9.

rents avec les deniers qui sont en ses mains ; qu'en cas d'insuffisance des deniers il fait vendre les immeubles ou consent qu'ils soient vendus en justice. Denisart ne mentionne la prohibition d'aucun acte, mais en ce qui concerne la réception des paiements, les baux, les réparations, les paiements et la vente des immeubles, il indique quelques restrictions.

Tout d'abord, l'héritier bénéficiaire ne peut recevoir un paiement s'il y a des oppositions ; l'héritier pur et simple n'aurait pas lui même ce droit. Toutefois, Denisart fait remarquer qu'au cas où il fournissait caution suffisante, on faisait sagement, pour économiser des frais, de lui permettre de toucher et que le pouvoir pouvait lui être donné, même quand il ne fournissait aucune caution, par les trois quarts des créanciers en nombre et en sommes.

Pour les baux, si on n'offre à l'héritier qu'un prix inférieur au précédent, il ne doit traiter qu'avec le consentement des créanciers apparents ou l'autorisation de justice prononcée contre eux. Le plus souvent on ordonne, dans ce cas, que le bail sera adjugé en justice au plus offrant.

Quant aux réparations, si elles sont de quelque importance, l'héritier s'y fait autoriser. S'il ne s'est présenté aucun créancier à cette époque, il adresse une requête au juge, qui nomme d'office un expert pour constater si les réparations sont nécessaires et faire l'estimation des ouvrages. Denisart souhaite que l'on se conformât, même lorsque les créanciers étaient connus, à cet usage de faire nommer un expert d'office ; il arrivait fréquemment, paraît-il, que l'héritier bénéficiaire demandait l'autorisation contre le procureur le plus ancien des opposants et qu'elle n'était accordée qu'après visite faite par deux experts nommés, l'un par l'héritier, l'autre par le procureur.

Pour la vente d'immeubles, si la forme judiciaire est prescrite par la Coutume, Denisart donne aux créanciers le droit de l'attaquer lorsqu'elle n'a pas été faite suivant cette forme. Si la Coutume est muette sur ce point, Denisart signale qu'une controverse avait lieu ; mais son opinion est que l'héritier « n'est pas un simple administrateur, qu'il ne doit par conséquent nullement préjudicier aux intérêts de ceux auxquels il doit veiller ; que lorsqu'un propriétaire ordinaire vend, si ses créanciers souffrent de la vilité du prix par l'impossibilité de surenchérir, ils ont leur recours non seulement sur les autres biens, mais même sur ceux qu'il peut acquérir par la suite, au lieu que lorsque les biens héréditaires sont vendus il ne reste aucune espérance aux créanciers non payés », et il conclut que, si l'héritier vendait amiablement, « il devrait avoir le consentement des créanciers pour éviter toute difficulté, autrement si les créanciers prouvaient que l'objet n'a pas été vendu sa valeur, qu'ils déclarassent ne pas vouloir surenchérir et demandassent à présenter des enchérisseurs étrangers à la poursuite des lettres de ratification de la part de l'acquéreur, ils devraient y être reçus. »

Nous verrons un peu plus loin ce que dit Denisart à propos des paiements.

Examinant les conséquences des fautes commises par l'héritier, Denisart affirme que, sauf le cas de concert frauduleux, elles ne peuvent pas engendrer des exceptions à l'encontre de ceux qui ont tiré des droits de cette mauvaise gestion, mais qu'elles donneront du moins un recours contre l'héritier ; et, à la question de savoir si l'héritier sera tenu de toutes les fautes indéfiniment cet auteur répond qu'il sera tenu de la faute légère, en appuyant son

opinion de l'autorité du droit romain, de celle de Tronçon et de celle de Dumoulin, et en l'opposant à celle de Pothier et de Lebrun.

Avec Lebrun (*Successions*, liv. III, chap. IV) nous avons des renseignements sur la vente des meubles, le paiement des dettes et les dépens des procès.

Pour la vente des meubles, Lebrun se réfère aux prescriptions de l'article 331 de la Coutume de Paris qui font défense à l'héritier bénéficiaire et au curateur aux biens vacants de vendre les biens meubles de la succession « sinon publiquement et au plus offrant et dernier enchérisseur et faisant dénoncer la vente devant la principale porte de l'église de la paroisse ou le deffunct demourait à issue de la messe parrochiale et délaissant une affiche contre la porte de ladite église et une autre contre la porte de la maison où le deffunct est décédé ». Charondas, au rapport de Lebrun, dit sur cet article avoir vu juger contre l'héritier bénéficiaire que, faute d'avoir observé cette formalité, il augmentait la prisée du « parisien » (1) ; mais Lebrun ajoute que les derniers commentateurs observaient que cette sanction n'était plus en usage. Dans certaines provinces, dans la Lorraine par exemple (Faber, nombre 810), on condamnait l'héritier à des dommages-intérêts. Quant à l'action révocatoire contre les acquéreurs, Lebrun la repousse pour les meubles tout en la donnant, d'accord en cela avec Lalande, contre les acquéreurs d'immeubles.

Il est une question qui avait soulevé dans l'ancien droit

(1) Pothier nous dit que la « crue du parisien » est le quart en sus de la prisée portée par l'inventaire à l'égard des meubles sujets à cette crue.

une grande controverse : c'est celle de savoir si l'héritier qui avait succombé dans un procès de la succession supportait lui-même les dépens ou bien s'il pouvait « les coucher au chapitre des mises » dans son compte. Lebrun nous rapporte cette controverse. Parmi les auteurs et parmi les arrêts, les uns mettent tous les dépens à la charge de l'héritier. Lebrun cite, dans ce sens, Bacquet, Charondas, Lhommeau, Chopin, M. le président Favre, Despeisses, de la Bigotière, un arrêt du Parlement de Paris du 5 avril 1574 et un arrêt du même Parlement de 1599 ; c'était, paraît-il, l'opinion la plus commune. D'autres, distinguent si l'héritier a intenté le procès en son nom ou s'il est simplement défendeur ; dans le premier cas, ils infligent les dépens à l'héritier ; ils les mettent à la charge de la succession dans le second cas, auquel ils assimilent celui où l'héritier a repris une instance dans laquelle le défunt était demandeur : de ce nombre, Lebrun cite de Tronçon et de Mornac.

Enfin, il y en a qui, sans aucune distinction, prétendent qu'il n'est pas tenu aux dépens en son nom personnel, pourvu que les procès qu'il a intentés ne soient pas manifestement injustes : ce sont Yrevin, de Ferrière ; c'est aussi un arrêt du 21 avril 1709 que nous trouvons dans Augeard avec cette remarque du rapporteur, qu'il est contraire à l'opinion commune. C'est à cette dernière opinion que Lebrun donne sa voix ; Pothier lui donne également la sienne.

Sur la Coutume d'Orléans, Pothier ne nous donne pas, au point de vue qui nous occupe, de longs détails. Nous trouvons à peine quelques indications sur la vente des meubles et celle des immeubles. Pour la vente des meubles, il se réfère, lui aussi, à la Coutume de Paris et indi-

que comme sanction du défaut de ces formalités, la « crue du Parisis ». Pour les immeubles, la Coutume d'Orléans porte (art. 813) que l'héritier n'en peut faire vente « sinon en gardant les solennités requises en matière de criées d'héritages ». Seulement, comme sanction, Pothier n'enseigne ni la faculté de présenter des étrangers enchérisseurs de Denisart, ni l'action révocatoire de Lebrun, mais simplement l'action hypothécaire. Nous connaissons déjà les idées de Pothier sur la responsabilité de l'héritier : « Observez, nous dit-il, une différence de ce compte entre l'héritier bénéficiaire et les administrateurs des biens d'autrui ; ceux-ci sont tenus *de levi culpa* ; mais il a paru équitable que l'héritier bénéficiaire fût seulement tenue *de dolo et lata culpa*, parce que c'est de son propre bien qu'il rend compte ».

Avant de quitter cette administration où nous avons vu l'héritier tenu de s'accorder, pour les actes principaux, avec les créanciers, et ces derniers protégés contre les actes préjudiciables de celui-là, sinon d'une façon générale, par sa déchéance, qui est encore réservée aux cas graves de recel et de détournement, du moins par sa responsabilité et quelquefois même par des actions dirigées contre les tiers, il nous reste à nous demander si l'héritier pouvait obliger les créanciers à recevoir le montant de l'estimation des biens héréditaires et leur enlever les chances que pouvait leur offrir la vente de ces biens aux enchères. Quand on songe que, dans les pays coutumiers, l'héritier était presque partout considéré comme un administrateur plutôt que comme héritier et propriétaire des biens héréditaires, il semble bien qu'on ne devait pas lui donner le droit de dépouiller les créanciers de cette chance. S'il en était ainsi dans certaines Coutumes, notam-

ment en Normandie, où nous trouvons deux articles, l'article 94 et l'article 96, qui réservent formellement aux créanciers le droit de faire vendre les biens de la succession, nous voyons, au contraire, d'autres Coutumes qui semblent priver les créanciers d'un pareil droit. D'après la Coutume de Cambrai, l'héritier est tenu « non plus avant que la faculté de l'inventaire porte » ; celle d'Artois le déclare tenu jusqu'à concurrence de la « priserie » faite dans l'inventaire, en laissant aux créanciers le droit de rehausser cette estimation ; les Coutumes de Lille sont plus formelles encore et en indiquant également l'estimation des biens comme mesure de l'obligation de l'héritier, elle lui reconnaissent expressément le droit de retenir ces biens en payant cette évaluation (Coutumes de la Salle et Chatellenie, VIII, art. 4, de la Ville, XIV, art. 6). Ces coutumes n'ont donc pas su s'affranchir ici de la notion romaine.

Examinons la question des rapports des créanciers entre eux ; c'est ici que nous allons étudier les paiements. Au point de vue de l'égalité à maintenir entre créanciers, nous mettons hors de pair pour l'excellence de leur organisation, deux Coutumes, que nous avons déjà louées à propos de l'administration de l'héritier, à savoir celles de Normandie et de Bretagne ; il faut leur adjoindre les Coutumes de la châtellenie et de la ville de Lille et le règlement sur la matière que l'édit perpétuel de 1611 établit pour la Flandre, l'Artois et les Pays-Bas. Ces Coutumes et ce règlement exigent un appel aux créanciers fait au moyen de notifications, publications ou affiches, et un paiement collectif. La Coutume de Normandie (art. 97) exigeait une distribution en justice. Une publication, qui avait lieu à l'issue de la messe quinze jours auparavant,

indiquait le jour où le règlement serait fait. En Bretagne, les paiements n'avaient lieu qu'après que le juge avait réglé l'ordre des créanciers qui s'étaient fait connaître (1). Selon l'édit de 1611, si le prix des meubles ne faisait pas l'objet d'un paiement collectif, les créanciers qui le recevaient fournissaient du moins, caution de rapporter pour le paiement de ceux qui surviendraient, si la masse était insuffisante ; quant au prix des immeubles il n'était distribué qu'après le délai d'un an accordé aux créanciers pour se produire (art. 31) ; ceux qui ne faisaient valoir leurs droits qu'après ce délai ne pouvaient critiquer les paiements effectués et n'avaient de prétention à exercer que sur ce qui pouvait rester disponible. A Lille, un délai de six mois était fixé, au bout duquel le compte était rendu par l'héritier devant les échevins.

Toutes ces règles nous ramènent bien près de la faillite romaine, dont le bénéfice d'inventaire romain s'était fort écarté. Elles témoignent, en effet, d'un grand souci d'égalité dans la position des créanciers entre eux ; pour recueillir de ce souci un témoignage plus grand encore, Garraud nous renvoie à certaines pratiques coutumières, particulières à la Flandre, sur les maisons mortuaires onéreuses, notamment à la Coutume de Bailleul qui, sous le titre : *De la régie et administration des maisons mortuaires à la ville, bourgeoisie et châtellenie*, organise un système de liquidation collective très intéressant à étudier (2).

En dehors de ces organisations particulières à certains

(1) Dargentré : *Sur l'art. 585 de la Cout. de Bretagne*.

(2) Garraud, *op. cit.* p. 65.

pays, quelle était la règle généralement suivie dans les autres pays coutumiers ? Bien que l'organisation y soit moins parfaite nous n'y trouvons point cet héritier bénéficiaire romain, libre d'effectuer les paiements sans prendre garde à la condition des créanciers. L'héritier bénéficiaire ici, ne peut payer qu'en observant certaines prescriptions. « Le paiement des dettes se fait, nous dit Lebrun (1), ou, sur le prix des meubles, par privilège ou selon l'ordre des saisies-arrêts ou par contribution ; ou, sur le prix des immeubles, par privilège ou selon l'ordre des hypothèques ; que si l'héritier bénéficiaire intervertit en quelque chose l'ordre naturel des paiements des dettes, il est responsable envers les créanciers qui le peuvent poursuivre à cet égard. » Il ne faudrait pourtant pas croire que l'héritier fût tenu de veiller à la conservation du droit de chaque créancier, droit au partage ou droit de préférence. Si on voulait donner une formule suffisamment générale de la responsabilité qu'il encourait en payant, on pourrait dire, en se basant sur les explications de Lebrun, de Denizart et de Pothier, que l'héritier n'était responsable d'avoir violé les droits de certains intéressés qu'autant qu'il avait, lors du paiement, connaissance de ces droits et qu'il s'était conformé, pour la vente qui avait précédé la distribution des deniers, aux prescriptions de sa coutume. En cas de vente irrégulière, l'héritier est responsable des paiements qu'il a faits au préjudice des créanciers hypothécaires ou privilégiés, même non opposants. Les droits des créanciers étaient portés à la connaissance de l'héritier par des oppositions

(1) *Successions* : liv. XIV, ch. IV, § 19

et des saisies-arrêts, termes qui, selon l'avis de Pothier, (1) devaient être interprétés d'une large manière.

Les créanciers et légataires peuvent-ils exercer des recours entre eux ? Les créanciers qui ont reçu leur paiement après une vente faite sans formalités ou qui ont été payés au mépris d'oppositions faites par d'autres créanciers sont passibles, selon Lebrun, de la part des créanciers antérieurs ou opposants de l'action *lege* de la loi *Scimus*. Quant aux autres, c'est-à-dire ceux qui ont été payés après une vente régulière et en dehors de toute opposition, ils peuvent « s'égayer, dit Lebrun, de leur bonne fortune », ils peuvent, dit Pothier, invoquer la loi *Scimus* : *vigilavi meum recepi, jus vigilantibus scriptum est*.

Toutefois, cette idée du privilège du plus diligent rencontre de l'opposition chez certains auteurs ; l'idée égalitaire avait ses partisans : « D'autres pensent, nous dit Pothier, que l'héritier bénéficiaire, étant comme le receveur de tous les créanciers de la succession, qui sont tous censés en diligence par la caution qu'il a donnée à tous, tout ce qu'il reçoit des biens de la succession, il est censé le recevoir pour chacun d'eux pour la part que chacun d'eux a droit de recevoir dans l'ordre et distribution des biens de la succession au prorata de sa créance, et il est censé ne payer ce qu'il paie à chacun d'eux que sous la condition tacite du rapport de ce que le créancier se trouverait avoir reçu de plus qu'il ne lui revenait dans la dite distribution ; c'est, ajoute-t-il, l'avis de Rousseau. »

Nous en avons fini avec l'ancien droit et nous arrivons directement au droit actuel, sans nous arrêter au droit

(1) *Introduction au titre XVII de la coutume d'Orléans*, n° 56

intermédiaire, qui ne présente, aux deux points de vue qui nous occupent, aucune sorte de modification. En face des rédacteurs de notre Code, trois types d'organisation se dressent et se proposent à son imitation, en s'échelonnant, au point de vue de leur mérite, dans l'ordre suivant : le droit romain, l'organisation ordinaire des pays coutumiers et cette sorte d'organisation collective spéciale à certains pays du Nord. Lequel de ces modèles notre Code civil a-t-il suivi ?

DEUXIÈME PARTIE

LE CODE CIVIL ET SON INTERPRÉTATION

NOTIONS GÉNÉRALES

Nous trouvons dans le Code civil une section du titre des successions consacrée au bénéfice d'inventaire. Là, après avoir fixé les conditions de ce bénéfice, publicité et inventaire, et les délais donnés à l'héritier pour prendre parti, après avoir édicté la déchéance du bénéfice comme sanction de l'infidélité de l'inventaire et énuméré les avantages que renferme pour l'héritier ce mode d'acceptation d'une succession (1), le législateur pose les règles de l'administration de la succession ainsi acceptée. Ces règles occupent à peine neuf articles, les articles 803 à 810. Les seules dispositions qu'on y trouve, c'est que l'héritier est chargé d'administrer, qu'il doit rendre compte de son administration aux créanciers et aux légataires, qu'il n'est responsable que de sa faute grave. Quant aux actes

(1) Parmi ces avantages figure la séparation des patrimoines.

d'administration, sont seuls visés certains actes d'administration définitive tels que la vente des meubles, celle des immeubles et le paiement des créanciers. Outre cela, un article donnant aux intéressés la faculté de demander une caution et un autre sur les recours des créanciers entre eux, et voilà tous les éléments dont se compose cette réglementation. Nous n'y ajouterons guère en signalant le titre huitième du Livre II du Code de procédure civile, intitulé : « du Bénéfice d'inventaire » ; ce titre ne contient qu'une seule disposition importante pour nous : la déchéance de l'héritier qui n'observe pas dans la vente des meubles ou des immeubles les formes déjà prescrites par le Code civil. N'oublions pas, cependant, d'indiquer comme se rattachant au bénéfice d'inventaire l'article 2116 du Code civil, qui annule les inscriptions d'hypothèque ou de privilège postérieures à l'ouverture d'une succession lorsque cette succession est acceptée bénéficiairement. Cet article mérite l'attention, car il est le point d'appui d'une doctrine que nous rencontrerons plusieurs fois au cours de notre étude.

Une semblable organisation ne pèche pas, à coup sûr, par excès de détails. On n'y peut même pas surprendre une idée directrice pour aider l'interprète à combler les lacunes. Demolombe critique cette organisation sur ce ton euphémique : « L'organisation du bénéfice d'inventaire, dit-il, n'est pas aussi complète ni aussi prévoyante qu'elle aurait pu être » (1). Ce laconisme du législateur ne pouvait que déchaîner les controverses ; elles se sont produites à peu près sur tous les points et la tâche serait

(1) Demolombe, *Traité des successions*, t. XV, n° 231

bien aride, bien longue et bien difficile à celui qui voudrait exposer tous les assauts qui se sont livrés dans la doctrine. Quant à la jurisprudence, elle présente souvent des solutions qui semblent obéir à des courants d'idées contraires et, chose qui ne paraîtra pas étonnante, quoique fort regrettable, elle fait quelquefois la loi. Comme, de toutes les opinions, c'est à la sienne que force reste dans la pratique, c'est elle que nous allons consulter avec le plus d'attention.

La grande difficulté réside dans la question de savoir quel est le véritable caractère que le législateur a entendu donner à l'administration que nous étudions. L'a-t-il organisée dans l'intérêt de l'héritier ou bien dans celui des créanciers ? L'héritier-administrateur est-il le représentant du défunt ou bien le mandataire des créanciers de ce dernier ? Avant de nous engager dans le détail de notre étude, fixons ici ce principe de direction, qui soulève, nous le verrons chemin faisant, des intérêts pratiques considérables.

Cette question, certains auteurs ont voulu la trancher dans un sens unique ; d'autres lui ont donné une solution complexe. Nous trouvons ainsi deux théories absolues et une théorie mixte ou de conciliation.

Dans l'une des théories absolues, on part de l'idée de séparation des patrimoines, et, en envisageant le patrimoine héréditaire formant le gage exclusif des créanciers, on arrive tout naturellement à conclure que l'héritier administre ce patrimoine dans l'intérêt des créanciers, qu'il est le mandataire de ces derniers et que son administration ressemble à celle du syndic de la faillite. L'analyse de l'article 2146 C. civ. avec l'article 448 C. de commerce vient corroborer cette opinion que la jurispru-

dence a consacré dans quelques décisions (Paris, 26 août 1810 (1) et Caen, 17 janvier 1855) (1).

Demolombe nous apprend qu'une certaine fraction de la doctrine professait cette même opinion, mais en la restreignant à l'administration et en admettant pour la liquidation la doctrine contraire. Ces auteurs puisaient cette distinction dans la loi elle-même qui « charge » l'héritier d'administrer alors qu'elle ne le charge pas de liquider ; c'est de l'article 803, ou mieux des termes « est chargé » que renferme cet article, qu'ils arguaient pour attribuer à l'héritier, en tant du moins qu'il accomplit des actes d'administration, le caractère de mandataire des créanciers.

A l'opposé de ce premier système, nous trouvons une doctrine non moins exclusive, dont Demolombe est le principal représentant (2). Cet auteur s'oppose à l'assimilation qu'on veut établir entre l'héritier et le syndic. Une pareille ressemblance, pour lui, se trouve contredite par un double fait ; d'abord l'héritier tire ses pouvoirs de sa vocation héréditaire, sa nomination est indépendante du choix des créanciers, le syndic, au contraire, est nommé sinon par eux, du moins sur leur avis ; en second lieu, la loi ne donne pas à l'héritier le mandat, qu'elle donne au syndic, d'opérer la liquidation dans l'intérêt de la masse des créanciers (art. 443, 531, 532, 571, 572 Code de commerce). Quant à l'article 803 C. civ., base de ceux qui distinguent entre la liquidation et l'administration, Demolombe y voit, de la part du législateur, qui déclare dans

(1) S. 10-2-237. — S. 57-2-295. Lebrun, dans l'ancien droit, avait soutenu la même thèse.

(2) Demolombe, t. XV, n° 227.

cet article que l'héritier administrera, l'intention d'assurer à l'héritier la conservation du bénéfice d'inventaire, dont la condition est que les biens soient affectés, avant tout, au paiement des créanciers et des légataires ; il se refuse à y voir la volonté de faire de l'héritier un mandataire qui serait étranger à ses mandants. Et l'éminent jurisconsulte conclut : « Il est vrai que les restrictions apportées au » pouvoir de l'héritier garantissent les droits des créan- » ciers et des légataires, mais le principe n'en est pas » moins que les règles d'administration n'ont été intro- » duites, comme le bénéfice d'inventaire lui-même qu'elles » constituent, que dans l'intérêt direct de l'héritier, d'où » il suit que l'on ne peut jamais prétendre avec vérité » que l'héritier bénéficiaire soit le mandataire et le repré- » sentant des créanciers ».

Entre les deux théories inflexibles que nous venons d'exposer, se place le système souple et mixte que nous trouvons longuement développé dans Laurent (1) et qui se ramène à cette pensée souvent exprimée par cet auteur : il faut en cette matière « laisser de côté la vérité absolue ». Laurent accorde à chacune des doctrines précédentes une certaine part de vérité, mais il les blâme l'une et l'autre de s'exclure réciproquement ; il veut que la fiction de deux patrimoines ait sa part d'application, mais il fait grief à ses partisans de la pousser à bout parce que « la » logique, dans le domaine des fictions, conduit à l'ab- » surde, car il y a quelque chose d'absurde dans la fiction » même, parce qu'elle est contraire à la réalité ». Pour lui, ceux qui repoussent la théorie du mandat trouvent

(1) Laurent, *Principes de droit civil*, t. X, n° 130.

une sérieuse objection dans la faculté que la loi accorde à l'héritier d'abandonner les biens aux créanciers et aux légataires ; si l'héritier n'administrerait que dans son intérêt, concevrait-on « qu'il peut abandonner la gestion » aux créanciers et légataires, c'est-à-dire les charger « d'administrer pour lui » ? Il est donc leur mandataire. Mais qu'on ne vienne pas, pour cela, prétendre que l'héritier administre dans le seul intérêt des créanciers ; le législateur, dans l'article 804, a marqué qu'il ne l'entendait pas ainsi ; il l'eût rendu responsable de la faute légère s'il l'avait considéré, à l'instar du tuteur, comme administrant uniquement le bien d'autrui ; s'il ne met à son compte que la faute grave, n'est-ce pas parce qu'il voit une garantie pour les créanciers dans l'intérêt personnel de l'héritier ? Et la conclusion de tout cela, c'est que l'héritier possède une nature juridique complexe, qu'il est à la fois propriétaire et administrateur comptable et qu'il faut tenir compte de cette double qualité.

Cette doctrine est la plus sage ; il est indéniable que deux intérêts réclament protection dans le bénéfice d'inventaire ; il est impossible que le législateur se soit complètement désintéressé de l'un d'eux. Deux idées se rencontrent et luttent dans cette institution ; le législateur, par son silence, maintient les deux idées ; à l'interprète de les concilier. C'est l'esprit de conciliation que l'on trouve chez la plupart de nos auteurs (1) ; il anime également la jurisprudence, et la preuve en est précisément dans la contradiction de ses arrêts. Suivre une idée uni-

(1) Huc, t. V, n° 232. — Aubry et Rau, t. VI, § 618, pag. 450. — Baudry, Lacantinerie et Wahl, t. I, n° 1864. — Vigié.

que, mais c'est tellement impossible que Demolombe lui-même en arrive quelquefois à abandonner son principe. Ne nous dit-il pas qu'en plaçant l'héritier représente les créanciers et les légataires ? Mieux encore, il va jusqu'à donner à la justice le droit d'enlever l'administration à l'héritier dans certains cas où l'intérêt des créanciers le réclame.

Résolu en conséquence à ne point nous attacher à un seul principe, nous allons rechercher la solution des questions spéciales qui rentrent dans le tableau de notre étude. Ce tableau, avons-nous dit, présente deux aspects : d'abord l'héritier vis-à-vis des créanciers et légataires, puis les créanciers et légataires dans leurs rapports entre eux. Nous allons envisager successivement ces deux aspects.

CHAPITRE PREMIER

L'HÉRITIER VIS-A-VIS DES CRÉANCIERS ET LÉGATAIRES

Section Première

NOTIONS PRÉLIMINAIRES

Il est certaines garanties que la loi donne expressément aux créanciers et aux légataires contre l'héritier : la déchéance de l'héritier en cas de recel (art. 801), son obligation de rendre compte sous peine d'être tenu sur ses biens personnels (art. 803), sa responsabilité mise en jeu par sa faute grave (1) (art. 804), la caution que les intéressés peuvent lui demander pour la valeur du mobilier compris dans l'inventaire et le prix des immeubles non absorbé par les créanciers hypothécaires ou privilégiés (art. 807). Nous n'entrons pas dans l'examen de ces diverses garanties qui ne soulèvent pas de grandes difficultés. Faisons

(1) Par faute grave, on est d'accord pour entendre, conformément à l'explication de Pothier, non la faute grossière assimilable au dol, mais celle que l'héritier ne commettrait pas dans l'administration de son patrimoine propre.— S'il y a plusieurs héritiers bénéficiaires, ils ne sont pas solidairement responsables des fautes commises dans la gestion du patrimoine héréditaire.

remarquer simplement que parmi elles ne figure pas l'hypothèque légale et que, de l'avis de tous, le silence du législateur exclut cette hypothèque.

Il est une autre garantie dont la loi ne parle pas et qui, si elle existait, serait une bien précieuse ressource pour les créanciers, nous voulons dire la destitution de l'héritier-administrateur sur la demande des créanciers héréditaires. Cette destitution existe-t-elle ?

On trouve dans la jurisprudence des nominations d'administrateurs judiciaires à des successions bénéficiaires que nous n'avons pas à critiquer ; ce sont des nominations ayant un caractère provisoire et s'expliquant par la nécessité de protéger, pendant le temps que dure l'obstacle, les intérêts de tous (1). Ce que nous recherchons, c'est le remplacement de l'héritier par un tiers à la tête des biens héréditaires comme garantie des droits des créanciers.

Demolombe lui-même, avons-nous dit, et nombre d'autres auteurs (2) admettent ce remplacement dans le cas où l'héritier commet des malversations dans sa gestion. Laurent (3) se récrie contre cette solution, qu'il considère comme donnant un pouvoir excessif aux tribunaux ; il regrette de voir s'arrêter en cet endroit la logique de Demolombe.

Cette concession faite, concession que Wahl (4) qualifie de « dangereuse », la doctrine s'arrête en cette voie. Mais

(1) Caen, 22 février 1879, S. 80-2-237.

(2) Demolombe, *op. cit.*, t. 3, n° 226 et 239. Baudry-Lacantinerie et Wahl, t. II, n°s 2126, 2128 et 2130. — Le Sellyer, t. II, n° 938.

(3) Laurent, t. X, n° 121.

(4) Wahl, note, S. 93-2-113.

la jurisprudence va beaucoup plus loin et si, dans chacun de ses arrêts, elle proclame le principe que l'administration est, pour l'héritier, un droit qui ne peut lui être retiré qu'exceptionnellement, c'est pour mieux nous faire sentir que sa déclaration est purement « platonique », comme dit M. Vigié.

En 1846, par arrêt du 5 août (1), la Cour de cassation maintenait deux administrateurs judiciaires, qui avaient été nommés à une succession bénéficiaire sur la demande d'un légataire parce que les ayants droit à cette succession étaient nombreux et que la diversité de leurs titres était grande ; la Cour donnait ce motif, toujours reproduit par la jurisprudence postérieure, que la loi ne s'opposait pas à cette mesure, « lorsqu'elle était commandée par l'intérêt des parties et l'impossibilité de suivre la marche ordinaire ».

La Cour de Douai, le 13 août 1855 (2), ratifia la nomination d'un administrateur judiciaire demandée par les créanciers à l'encontre d'une mère tutrice sous prétexte que l'administration de la succession souffrait des lenteurs qu'ils attribuaient d'une part à l'absence de tout intérêt pour la veuve qui avait renoncé à la communauté et dont les reprises étaient assurées par son hypothèque légale, d'autre part, aux difficultés nombreuses qui devaient naître pour la tutrice de sa position et de ses relations avec certaines personnes vis-à-vis desquelles il y avait des comptes à débattre.

Dans le recueil de Sirey de 1893 (3), nous trouvons, sui-

(1) P. 1846-2-293 ; D. 46-1-467.

(2) S. 56-2-342.

(3) S. 93 2-113.

vis d'une très intéressante note de Wahl, deux arrêts de la Cour de Paris, l'un du 5 juin 1891, le second du 9 février 1892, qui dépouillent de leur administration des héritiers qui n'avaient pas fait des diligences suffisantes pour le règlement des créances et la réalisation de l'actif. Le premier de ces arrêts contient ce considérant : « Qu'il ne saurait être contesté que l'administration peut être confiée exceptionnellement à un tiers, lorsque cette mesure est commandée par l'intérêt des créanciers » ; le second dit : « que cette administration peut exceptionnellement être attribuée à un tiers, s'il y a incurie ou négligence de la part de l'héritier ».

Plus récemment, le 17 décembre 1895 (1), la Cour de cassation s'est montrée encore plus favorable aux créanciers ; elle a rejeté le pourvoi d'une veuve, tutrice légale de son enfant, dépossédée de son droit d'administration, sur cette circonstance qu'elle avait des intérêts opposés à ceux du mineur et sans que l'on prouvât contre elle aucune négligence.

Combien la jurisprudence a dépassé même cette limite proposée par quelques auteurs indulgents : la fraude de l'héritier ! On le voit, la négligence, l'incurie de ce dernier, mieux encore, l'intérêt des créanciers, entendu d'une façon très large, entraînent contre l'héritier la dépossession judiciaire de son droit d'administration. Est-ce légal ? (2) Presque toute la doctrine se prononce énergiquement contre cette jurisprudence, qui se contente, du

(1) S. 99-1-486.

(2) Lire le procès de cette jurisprudence dans la note de Wahl précitée ; en lire l'apologie dans le supplément au *Répertoire de Dalloz*, mot *succession*, n° 628.

reste, « d'affirmations catégoriques et dénuées de preuves ». Suivre de la sorte la théorie du mandat, n'est-ce pas aller sûrement à l'encontre de la volonté du législateur, qui, en établissant minutieusement en faveur des créanciers tout un luxe de garanties, nous montre bien qu'il entend faire de ces garanties le contrepoids suffisant des pouvoirs de l'héritier et ne veut pas aller au-delà ? En présence du danger le plus grave pour les créanciers, l'insolvabilité de l'héritier, la loi a dû songer à lui substituer un tiers, a-t-elle déclaré possible cette substitution ? Non, elle se contente de donner aux créanciers la faculté de demander une caution. Quoi qu'il en soit, la jurisprudence est dans l'autre sens, et il est impossible de ne pas en tenir compte.

Reste la question de savoir si le concours de tous les créanciers est nécessaire pour demander au tribunal de nommer un administrateur à la succession ? Les tribunaux nomment couramment cet administrateur sur la demande d'un seul des créanciers ; « et cela est logique dit Wahl, tout créancier doit être mis en mesure de » faire consacrer son droit et, en outre, l'obligation qui » serait imposée au demandeur d'obtenir le consente- » ment des autres créanciers entraînerait un retard dont » l'héritier pourrait profiter dans un but de dilapidation ; » du reste, les créanciers qui croient la nomination de » l'administrateur préjudiciable à l'intérêt commun gar- » dent la ressource de faire tierce opposition au juge- » ment qui a nommé l'administrateur judiciaire et de le » faire rapporter ».

A qui les créanciers doivent-ils s'adresser ? En principe, au tribunal civil seul, au tribunal de l'ouverture de la succession à moins qu'il n'y ait qu'un seul héritier ou que le

partage n'ait été opéré (Code civil, 822; — Code de procédure, 59).

Le juge des référés serait-il compétent dans le cas d'urgence? L'objection est celle-ci : le juge des référés n'est pas compétent lorsque sa décision doit empiéter sur le fond. Elle amène l'opinion générale à écarter ici le juge des référés (1). Toutefois, si l'administrateur nommé est un administrateur provisoire, il n'y a point de difficulté, car le juge des référés ne statue pas dans ce cas sur le fond du droit, il ne décide pas que l'administration sera retirée à l'héritier, il se contente de pourvoir à l'administrateur jusqu'au moment où sera tranché le débat entre les créanciers et l'héritier. Mais la Cour de Paris, dans son arrêt précité du 5 juin 1891, a manifestement violé le principe proclamé par tous les auteurs, en maintenant un administrateur auquel le juge des référés avait, en le nommant, délégué les pouvoirs de l'héritier bénéficiaire.

Sur les pouvoirs que les tribunaux donnent à cet administrateur, il n'y a qu'un mot à dire ; c'est le mot « anarchie », dont Wahl se sert pour bien marquer le désordre et l'arbitraire qui règnent dans la jurisprudence à cet égard. Pour le démontrer, citons nous-même les exemples que donne cet auteur. Ce sont certains arrêts, qui, tantôt substituent complètement cet administrateur à l'héritier

(1) Lyon, 26 janvier 1871, S. 71-2-11. — Bazot, *Des ordonnances sur requête et référés*, p. 25. — Bilhard, *Traité des référés*, p. 25. — Chauveau sur Carré, t. V, n° 2754. — Rousseau et Laisney, *Dictionnaire de procédure*, v° Référé, n° 222. — Laurent, *op. cit.*, t. X, n° 129.

(Bordeaux, 9 mai 1841) (1), et tantôt le soumettent à l'autorisation de justice pour les actes étrangers à l'administration pure et lui défendent l'exercice des actions de la succession (Cass. 23 juillet 1851 ; Metz, 13 juillet 1865) (2). D'autres l'assujettissent au concours de l'héritier pour accomplir les actes qui ne sont pas d'administration, et c'est également contre l'administrateur et l'héritier que doivent être dirigées les actions des tiers (Tribunal de Soissons, 21 janvier 1891) (3). D'autres reconnaissent au moins à l'héritier un droit de surveillance et de contrôle sur la gestion de l'administrateur (Alger, 3 juillet 1887) (4). Enfin, on a été jusqu'à interdire à l'administrateur, lorsqu'il n'est pas formellement autorisé par le jugement qui le nomme, non pas seulement les actes d'administration ordinaire mais encore des actes qui ne présentent aucun danger comme la main-levée d'une inscription prise à l'appui d'une créance recouvrée par lui (Lyon, 16 janvier 1879) (5).

S'il faut donner une théorie sur cette question, nous nous rangeons à l'avis de Wahl, l'auteur du savant article que nous avons sous les yeux (6). Il faut que notre administrateur judiciaire puisse faire seul les actes d'administration ; l'administrateur provisoire n'a-t-il pas ce pouvoir alors qu'il a des fonctions inférieures aux siennes ? Mais l'assimiler totalement à l'héritier bénéficiaire serait

(1) P. 41-1-705.

(2) S. 51-1-763 ; S. 66-2-29.

(3) Journal *La Loi*, 5 mars 1891.

(4) *Revue Algérienne*, 1888, p. 57

(5) S. 81-2-69.

(6) Note précitée,

excessif ; il n'est pas propriétaire ; sa gestion n'est pas garantie par une caution. En ce qui concerne les actes qui dépassent le caractère d'actes d'administration, il lui faut donc une certaine curatelle ? Sera-ce la nécessité du concours de l'héritier ? Non, car on étendrait ainsi, sans texte, à une hypothèse nouvelle les articles 499 et 513 du Code civil, relatifs au conseil judiciaire et on soulèverait de grosses difficultés pratiques, car l'héritier, dépouillé malgré lui de l'administration, entraverait constamment la liquidation de la succession. Sera-ce alors l'autorisation de justice ? Les tribunaux, dira-t-on, refusent de s'immiscer en matière de bénéfice d'inventaire. Certes, non point ici, répondrons-nous ; ils ont nommé un administrateur, qu'ils continuent leur immixtion en autorisant ses actes. Pour s'opposer à l'exclusion totale de l'héritier, on pourrait objecter cette idée, couramment admise, que, dans le cas d'abandon fait par l'héritier, les créanciers auxquels l'administration a été confiée ou l'administrateur qu'ils ont eux-mêmes nommé doivent administrer de la même manière que l'héritier bénéficiaire lui-même et que les poursuites des créanciers doivent continuer à être exercées contre l'héritier (1). D'accord, mais entre ce cas et le nôtre il y a une différence dont on doit tenir compte. Dans le cas qu'on nous objecte, l'abandon est volontaire et l'on comprend que l'héritier ne devienne pas tout à fait étranger à la liquidation de la succession ; mais, dans notre hypothèse, pourquoi y participerait-il un

(1) Cass., 26 juillet 1837, S. 37-1-755 ; Paris, 25 juin 1838, S. 38-2-473. — Aubry et Rau, t. VI, p. 450, § 618 — Code civil annoté par Fuzier-Hermann, sur l'article 802, n° 129

tant soit peu ? La défiance que les créanciers ont témoigné à son endroit ne l'écarte-t-elle pas totalement de l'administration ?

En face de cet administrateur, la situation des créanciers doit rester la même que si l'héritier bénéficiaire était resté à la tête de l'administration. Pourquoi serait-elle modifiée ? Nous leur laisserons donc l'exercice individuel des poursuites.

Nous inclinons, avec Wahl, à rapprocher l'administrateur judiciaire du curateur à succession vacante ; ils sont, l'un et l'autre, des administrateurs nommés par la justice pour gérer un patrimoine en remplacement de l'héritier exclu ou inconnu ; et cette ressemblance se poursuit dans les différences qui séparent le curateur de l'héritier bénéficiaire ; comme le curateur, et à la différence de l'héritier bénéficiaire, l'administrateur judiciaire n'est pas tenu de fournir caution ; il fait un acte nul quand il dépasse ses pouvoirs ; il n'a pas le maniement des deniers ; il a droit à un salaire et sa responsabilité doit s'étendre à la faute légère.

Abandonnons cet administrateur judiciaire pour revenir au personnage qui présente, pour nous, un intérêt plus grand, à l'héritier bénéficiaire ; examinons si la loi n'a pas renfermé quelque garantie pour les créanciers de la succession dans les règles mêmes qui régissent la capacité de cet héritier sur le patrimoine héréditaire ; quelle est donc la capacité d'un héritier bénéficiaire ?

On a voulu caractériser d'un seul trait le pouvoir de cet héritier en qualifiant son administration de « libre et entière », mais ces termes, qui servent à désigner une certaine supériorité vague, quelque chose de plus, par rapport à ceux « de pure administration » qu'on leur oppose

le plus souvent, n'ont pas reçu, dans le langage du droit, une compréhension bien arrêtée ; ils ne peuvent donc pas nous donner l'étendue exacte de l'administration que nous étudions.

De même, on a cherché à fixer la capacité de cet administrateur à l'aide d'une prétendue ressemblance qu'il offrirait avec d'autres administrateurs, tels que le tuteur, l'envoyé en possession des biens d'un absent, le curateur d'une succession vacante, le mari administrateur des biens dotaux, la femme séparée de biens, le mineur émancipé. La ressemblance entre chacun de ces divers types et l'héritier bénéficiaire n'est jamais complète ; ils sont tous séparés de lui par quelque trait marquant. A tous, sauf au curateur de la succession vacante, manque ce caractère de l'héritier bénéficiaire, à savoir que sa gestion est, avant tout, une liquidation, alors que celle des autres repose sur l'idée de conservation. La plupart ne sont pas, comme lui, propriétaires des biens qu'ils administrent ; et, si on en rencontre deux dans le nombre qui soient aussi propriétaires, le mineur émancipé et la femme séparée de corps, nul, à coup sûr, ne possède ce trait vraiment original de l'héritier bénéficiaire, qui consiste en ce qu'il administre ses propres biens à la fois dans l'intérêt d'aujourd'hui et dans son intérêt personnel. Laurent a mis en lumière ces différences de la physionomie générale pour repousser les analogies qu'on veut établir au point de vue de la capacité ⁽¹⁾. Demolombe lui-même, qui propose ces analogies, est obligé de reconnaître qu'elles sont « indécises » et souvent peu ou point « adéquates ⁽²⁾. »

(1) Tome X, n° 141.

(2) Tome XV, n° 251.

L'héritier étant un personnage unique, nous devons rapporter ses actes à lui-même et non pas à d'autres types qui lui sont tous plus ou moins étrangers ; c'est de la matière même du bénéfice d'inventaire que nous devons tirer la capacité de l'héritier bénéficiaire ; et, si la lettre de la loi nous fait défaut, son esprit, au besoin, doit nous servir de guide.

L'article 803 du Code civil charge, avons-nous dit, l'héritier bénéficiaire d'administrer la succession ; cela veut dire que, tant qu'il reste en possession des biens héréditaires, qu'il n'exerce pas à leur égard la faculté d'abandon que la loi lui accorde, il doit aux créanciers et aux légataires de gérer ces biens ; il engagerait sa responsabilité si lui-même, ou le mandataire choisi par lui, demeurerait vis-à-vis de ce patrimoine dans une inaction préjudiciable aux créanciers et aux légataires.

Administrer est pris ici dans le sens de soumettre ces biens à une manière de traitement qui n'est pas la liquidation ou traitement des biens dans le but immédiat d'acquitter le passif, car nous verrons plus loin qu'il résulte des textes que l'héritier n'est pas forcé de liquider. Dans notre division, nous traiterons tout d'abord de l'administration, en donnant à ce terme la portée que lui donne l'article 803, c'est-à-dire en lui faisant comprendre tous les actes de gestion, à l'exclusion des actes de liquidation ; nous examinerons ensuite séparément la liquidation ; non pas que les actes qui se réfèrent à cette fonction possèdent une nature particulière, ce sont pour la plupart des actes de disposition et on en rencontre de ce genre dans l'administration ; mais c'est que l'administration et la liquidation se succèdent dans l'ordre chronologique, celle-ci étant le traitement final des biens ; raison plus importante

encore, la liquidation peut soulever des problèmes particuliers ; elle mérite donc une section spéciale, autant qu'un rang postérieur.

Section II

ADMINISTRATION

Nous rencontrons ici une variété infinie d'actes. L'héritier bénéficiaire peut-il les accomplir tous librement ? La loi ne parle que de certains actes de liquidation ; mais du moment qu'elle déclare l'héritier administrateur comptable, n'a-t-elle pas entendu restreindre sa capacité même en ce qui concerne des actes qui ne sont pas des actes de liquidation ?

Parmi les actes qui n'appartiennent pas à la liquidation, les uns rentrent sans contestation aucune dans le pouvoir de l'héritier ; ce sont ceux qu'on appelle « actes d'administration ». M. Vigie les définit : « actes qui ont pour but d'assurer la production et la perception des fruits, l'entretien de la chose. » Aucune voix ne s'élève pour refuser à l'héritier bénéficiaire l'exercice de ces actes, qu'on ne refuse pas en général aux autres administrateurs. Il suffit d'énumérer :

L'héritier peut non seulement prendre toutes mesures conservatoires, mais il peut encore toucher les revenus et les intérêts, recevoir les capitaux, convertir les titres au porteur en titres nominatifs, faire même la conversion inverse, placer les capitaux ou ne les point placer, faire tel placement qu'il lui plaira, donner son consentement à un ordre. Il peut faire les réparations même non urgentes. Il

peut cultiver lui-même les biens, ou les donner à bail à moins que le bail ne dépasse, à cause de sa durée, le caractère d'acte d'administration.

L'héritier peut plaider. Mais à quel titre ? Est-ce comme représentant du défunt ou bien comme mandataire des créanciers ? Suivant que cette question sera résolue dans le premier sens ou dans le second, la tierce opposition sera accordée ou refusée aux créanciers. Suivant le principe que nous avons adopté, il faut concilier ici les deux théories. C'est un des cas, avons-nous dit, où Demolombe fait le sacrifice de son opinion trop absolue. La jurisprudence nous fait assister à cette conciliation. D'une part, à la théorie de la représentation du défunt, elle accorde que l'héritier ne peut pas intenter l'action Paulienne contre les actes du défunt ni intenter la tierce opposition contre les jugements rendus dans les instances où le défunt aurait été partie (1). D'autre part, elle consacre la théorie du mandat, en mettant les frais du procès, non pas à la charge de l'héritier, mais à celle de la succession (2).

Mais, si l'héritier représente les créanciers en même temps que le défunt, c'est uniquement en ce sens qu'il représente la succession, gage de ces créanciers. Les droits individuels de ces derniers, étant indifférents au sort de la succession, ne résident pas entre les mains de l'héritier (3). Par conséquent, si, en principe, la tierce opposition doit être refusée aux créanciers, il est juste qu'elle soit ouverte à celui d'entre eux qui veut faire valoir,

(1) Rouen, 13 août 1888, *Gazette du Palais*, 89, 1, suppl. 89.

(2) C. de Montpellier, 17 juin 1867, *Dalloz* 1868-2-382 ; C. de Cass. 14 fév. 1894, S. 96-1-145.

(3) C. d'Orléans, 28 juillet 1891, D. P. 93-2-36.

par ce moyen, un intérêt particulier, « intérêt que l'héritier ignore, intérêt qu'en tout cas il n'est pas tenu de représenter » (1). Aussi la Cour de Liège a-t-elle déclaré la tierce opposition recevable dans une espèce où la contestation était relative à un droit de préférence réclamé et contesté entre les créanciers (2).

Les créanciers ont-ils le droit d'intervenir dans les instances où l'héritier est partie en tant qu'administrateur de la succession ? Certains auteurs leur donnent ce droit d'une manière absolue. Mais la jurisprudence est moins large ; il a été jugé que « les créanciers d'une succession bénéficiaire représentés dans une instance par ladite succession n'ont pas en principe le droit d'intervenir, qu'ils ne peuvent le faire que dans des circonstances exceptionnelles » (3).

Nous venons de passer en revue les pouvoirs incontestés de l'héritier ; nous avons reconnu sa capacité pleine et entière en ce qui concerne les actes dits d'administration. Le doute s'élève en ce qui concerne les actes de disposition, ces actes que les autres administrateurs ne peuvent faire que moyennant certaines conditions, quand il ne leur sont pas complètement interdits : l'action en partage, la renonciation à une succession échue au défunt, l'hypothèque, la transaction, le compromis, etc. Comment ce problème est-il résolu en doctrine et en jurisprudence ?

En face de pareils actes à accomplir, l'héritier a souvent demandé à la justice une autorisation pour s'y faire

(1) Laurent, *loc. cit.*

(2) Liège, 7 juillet 1875 ; Pasiecrisie, 76, 2, 26.

(3) Cass. 2 mars 1874, D. P. 74, 1, 359.

habiliter. Et nombre d'auteurs trouvent cette curatelle du tribunal tout à fait légale ; leur raisonnement s'appuie, « soit sur un ensemble d'analogies générales empruntées à l'absence, à la tutelle, au régime dotal, soit sur des analogies spéciales empruntées à notre sujet lui-même », car, si le législateur exige que l'héritier bénéficiaire demande l'autorisation de justice pour vendre un immeuble, il leur paraît rationnel « de penser que le législateur a dû vouloir *a fortiori* qu'il la demande aussi pour tous les actes pour le moins aussi graves dont nous nous occupons » (1).

Chose bizarre, la jurisprudence n'a jamais voulu suivre la doctrine dans cette voie. La Cour de Paris oppose à cette doctrine le raisonnement suivant : le tuteur étant simple administrateur, il fallait déterminer les actes qu'il peut faire comme tel et quelles formalités il doit remplir quand il veut faire un acte de disposition ; c'était inutile pour l'héritier bénéficiaire puisque lui a une autre qualité que celle d'administrateur ; il est propriétaire, et il a le droit d'agir comme tel, mais alors il devient pur et simple ; c'est à lui de voir ce qu'il a intérêt à faire ; les tribunaux ne peuvent pas l'autoriser à faire, en sa qualité d'administrateur, un acte qu'il n'aurait le droit de faire que comme propriétaire. Cet arrêt, qui date du 30 juillet 1850 (2), a été fidèlement suivi par la jurisprudence postérieure : arrêt de la Cour de Paris, 19 mars 1852 (3),

(1) Demolombe, *loc. cit.* — Duvergier sur Touillier, t. IV, n° 361. — Demante, t. III, n° 126, II et III. — Tambour, p. 401. — Hureaux, *Traité des droits de succ.*, t. II, n° 281. — Chauveau sur Carré, *op. cit.*, t. V, 2^e vol. p. 1626.

(2) D. 51-2-116.

(3) S. 52-2-169.

arrêt de la même Cour du 19 août 1854 (1), arrêt de la Cour de Toulouse du 16 mars 1882 (2). Cette jurisprudence est approuvée par grand nombre d'auteurs, qui ne veulent point admettre que le tribunal « puisse compromettre d'avance et sans débat contradictoire l'intérêt des créanciers » (3).

Devant ce refus invincible de la jurisprudence, il faut bien déterminer cependant quel sera le sort de ces actes accomplis par l'héritier ? Seront-ils frappés de nullité ou bien entraîneront-ils la déchéance de leurs auteurs, ou bien engendreront-ils simplement contre lui l'action en responsabilité s'il y a faute de sa part ?

De nullité, il n'en est pas question ici pour cette double raison qu'aucun texte n'édicte cette sanction et que l'héritier, étant propriétaire, a fait un acte valable.

Certains auteurs écartent aussi la déchéance sous prétexte qu'étant une peine elle ne saurait être appliquée hors les cas de l'article 801 du Code civil et des articles 988 et 989 du Code de procédure. La responsabilité de l'héritier sera donc seule encourue, à moins que l'acte accompli ne constitue une renonciation tacite au bénéfice d'inventaire ; mais il faut pour cela un acte conforme à l'article 778 du Code civil, c'est-à-dire un acte impliquant nécessairement l'intention d'être héritier pur et simple. C'est sur un pareil fondement, l'art. 778, que les partisans

(1) Sous Cass., 1^{er} juill. 1856 (S. 56-1-785).

(2) S. 83-2-73.

(3) Labbé, note sous l'arrêt de 1882 de la C. de Toulouse précité. Dans le même sens, Massé et Vergé, t. 2, p. 356. — Aubry et Rau, t. 6, p. 452. — Laurent, t. IX, n^o 396 et 402, et t. X, n^o 143. — Baudry-Lacantinerie, *Précis de dr. civil*, t. II, n^o 208.

de ce système arrivent à frapper de la déchéance les actes qui ne peuvent être que préjudiciables aux créanciers : la donation, la remise de dette à un débiteur de la succession, la renonciation au bénéfice du terme, la dation en paiement d'un immeuble héréditaire à un créancier personnel, la prise de possession d'objets héréditaires. Telle est la doctrine dont Demolombe (1) est le principal représentant ; c'est également celle de Touillier, de Bilhard, de Coin-Delisle.

A l'opposé de ce système, nous trouvons celui de Laurent qui veut la déchéance d'une manière absolue pour les actes de disposition.

D'après ce système, cette déchéance est fondée sur l'idée de renonciation. Mais cette renonciation au bénéfice d'inventaire n'est pas exactement la même que l'acceptation tacite du successible dans l'article 778 C. civ. C'est plutôt dans les articles 988 et 989 du Code de procéd. qu'il faut chercher un argument d'analogie. L'héritier possède en lui deux qualités. Il en a conscience ; il sait qu'il est propriétaire et qu'il peut agir comme tel ; il sait aussi qu'il doit, par cela même qu'il est héritier bénéficiaire, agir en administrateur, c'est-à-dire ne pas disposer de la chose. Comme il ne peut être tout ensemble héritier bénéficiaire et héritier pur et simple, il cesse d'être héritier bénéficiaire en agissant comme héritier pur et simple. C'est une option qu'il exerce. L'acte de propriétaire libre qu'il accomplit peut ne point contenir son intention de sacrifier son bénéfice ; il peut même exclure cette intention ; il entraînera néanmoins la déchéance, car les art. 988 et 989, qui doivent nous servir d'exemple, nous montrent l'héritier, qui outre-

(1) Demolombe, t. XV.

passe sa qualité d'héritier bénéficiaire en vendant sans formalités des meubles ou des immeubles de la succession, puni de la déchéance, et pourtant, en faisant cette vente, l'héritier pouvait très bien n'avoir pour but que d'épargner des frais à la succession.

Sur certains cas qui se sont présentés devant les tribunaux et n'y ont pas été sanctionnés par la déchéance, la doctrine que nous exposons se met d'accord avec cette jurisprudence, en disant que ces divers cas ne rentrent pas dans son principe parce qu'ils sont des actes d'administration ou bien parce qu'ils ne constituent pas des actes de renonciation.

Il en est ainsi, selon cette doctrine, de la demande en partage de l'hérédité ou d'un bien indivis entre la succession et un tiers (1) ; il s'agit là d'un acte qui rentre pleinement dans les pouvoirs d'administration de l'héritier bénéficiaire, parce que la liquidation est la mission principale de cet héritier et qu'un bien indivis ne se vend qu'à un prix inférieur.

Il en est de même du retrait successoral (2), car il est fait dans l'intérêt de la succession et non dans l'intérêt du retrayant.

Souvent l'omission dans l'inventaire d'effets de la succession a été, pour les créanciers et les légataires, l'occasion de demander à la justice la déchéance de l'héritier bénéficiaire qui avait commis cette omission (3) ; les

(1) Cass. 26 juillet 1837, D. *v*° Success., n° 943.

(2) Limoges, 13 juillet 1844, D. P. 1846-2-468.

(3) Arrêts de rejet du 11 mai 1825 et du 21 février 1837. (D. *v*° Success. n° 963 et 628) et 13 mai 1863, D. 63-1-409. Cass. 19 déc. 1889, S. 90-1-344.

tribunaux n'ont jamais accordé, dans ce cas, la déchéance; et c'est fort bien jugé, aux yeux de Laurent. Un héritier n'agit pas en héritier pur et simple au moment où il remplit une formalité en vue de se procurer le bénéfice d'inventaire. L'article 201, qui frappe de déchéance le recel, est fondé non sur l'idée de renonciation mais sur l'idée de peine.

L'héritier n'agit pas non plus en héritier pur et simple en vendant ses droits successifs d'héritier bénéficiaire (1). Il en serait autrement, il est vrai, s'il vendait ses droits successifs d'héritier pur et simple, mais une pareille intention ne peut être supposée en l'absence d'une déclaration expresse contenue dans l'acte de vente; on est dès lors surpris de voir un arrêt de la Cour d'Amiens (2) sanctionner de la déchéance une vente de droits successifs qui ne renfermait pas cette déclaration.

Quoi qu'en dise Zachariæ (3), une faute grave commise par l'héritier ne peut pas entraîner, par elle-même, la déchéance du bénéfice d'inventaire; la gestion de celui-ci ne peut pas cesser d'être celle d'un héritier bénéficiaire par cela seul qu'elle est entachée d'une faute, et elle n'engendrera jamais, dans ce cas, que l'action en responsabilité.

Ou encore, si l'héritier accorde une garantie personnelle à un créancier de la succession, pourra-t-on prétendre que sa qualité d'héritier bénéficiaire s'opposait à ce qu'il entreprît, comme il l'a fait par cet acte-là, de retar-

(1) Grenoble, 24 mars, 1827, Pau, 8 août 1837, Dalloz, *v*^o Succ. n^o 934. En sens. cont.: Belost Jolimont sur Chabot, t. II, p. 72.

(2) Amiens, 2 mai 1866, D., *v*^o Succ. n^o 925.

(3) Zachariæ, Massé et Vergé, t. II, p. 313.

der ou d'empêcher les poursuites de ce créancier ? Evidemment non (1).

A part ces cas, dans lesquels le système de Laurent écarte la déchéance, cas qui ne sont pas, du reste, de véritables exceptions, application de cette sanction est faite rigoureusement par lui à tous les actes de disposition qui constituent une renonciation au sens spécial des articles 988 et 989 C. procéd., à la transaction, au compromis, alors même qu'il ne porte que sur les fruits et revenus, à la renonciation à une succession échue au défunt, même à l'hypothèque, où l'on peut voir d'une manière frappante que le système ne s'arrête pas à la question du préjudice, puisque cette hypothèque ne peut créer aucun préjudice aux créanciers héréditaires, étant donné que la séparation des patrimoines leur assure un droit de préférence sur les biens de la succession.

Telle est, dans sa forme la plus rigoureuse, la doctrine qui s'oppose à celle de Demolombe. Mais elle existe chez certains auteurs avec un caractère moins absolu.

C'est ainsi que Zachariæ (2) accepte bien la déchéance pour les actes dont il s'agit, mais à la condition qu'il y ait un préjudice.

Labbé (3), que nous avons vu refuser aux tribunaux le droit d'habiliter l'héritier bénéficiaire à faire un acte de disposition, leur accorde celui de valider après coup un pareil acte ; s'ils le trouvent conforme aux intérêts de la succession ; pour cette appréciation, les juges n'ont-ils pas les créanciers de la cause qui leur fourniront des

(1) Paris, 3 février 1812. D., v^o Succ. n^o 940.

(2) Zachariæ, édit. Massé et Vergé, t. II, p. 313.

(3) Note sous Toulouse, 17 mars 1882, S. 83-2-73.

lumières ? En somme, dans la pensée de cet auteur, il ne faut pas qu'en face d'un acte avantageux à accomplir, l'héritier se laisse arrêter par la crainte de la déchéance et la difficulté d'obtenir le consentement de tous les créanciers ; il faut qu'il puisse accomplir cet acte en comptant sur l'approbation du tribunal ; et cette solution lui paraît non seulement équitable, mais parfaitement juridique, quand il s'agit d'un successeur irrégulier, puisque ce dernier ne doit pas être tenu *ultra vires* des dettes de la succession.

Que fait la jurisprudence ?

Jamais elle ne déclare nuls même les actes les plus graves, la vente sans formalités, par exemple (1).

Comme Laurent et comme Demolombe lui-même, elle inflige évidemment la déchéance pour ces actes qui ne s'expliquent que par une renonciation, par exemple à la femme héritière par bénéfice d'inventaire qui s'est constitué en dot un immeuble de la succession (2).

Dans les quelques hypothèses que nous venons de passer en revue avec Laurent, nous avons vu la jurisprudence, d'accord encore avec les deux systèmes, sauver l'héritier de la déchéance.

Il s'agit de savoir quel est, dans le cas où les deux systèmes ne se rencontrent pas, celui auquel elle se rallie. En d'autres termes, considère-t-elle la déchéance des articles 988 et 989 C. proc. comme une peine et, partant, inapplicable aux actes autres que la vente des meubles et

(1) Paris, 20 frimaire an XIV, S. 17-2-997 ; Paris, 17 déc. 1822, S. 23-2-137 ; Caen, 16 juillet 1834, S. 35-2-559.

(2) Rej. 6 juin 1849, S. 49-1-324.

celle des immeubles, sauf à faire tomber ces actes, s'il y a lieu, sous l'application de l'article 778 C. civ. ? Ou bien, voit-elle dans la déchéance des articles 988 et 989 Code de procédure civile, une renonciation sans analogie avec celle de l'article 778 C. civ. et extensible à tous les actes de disposition ?

La Cour de cassation, dans un arrêt du 26 juillet 1836 (1), où elle déclare que l'héritier, en procédant à un partage amiable, ne compromet pas son titre d'héritier bénéficiaire, donne pour motif de cette décision qu'un pareil partage n'étant interdit par aucun texte, ne saurait emprunter sa sanction aux articles 988 et 989 C. pr. qui édictent une déchéance et sont, par conséquent, d'étroite interprétation. Le 18 février 1890 (2), la Cour de Dijon, jugeant le même cas, se prononçait dans le même sens sur le même motif. A ne prendre que ces deux arrêts, on aurait donc tout lieu de croire, d'après le motif qu'ils renferment, que le principe de Demolombe est celui que consacre la jurisprudence. Mais le principe contraire a été affirmé par elle dans d'autres endroits : dans un arrêt de Paris du 22 février 1814 (3), et dans un arrêt de cassation du 6 juin 1849 (4). De plus, en attachant la déchéance à des actes qui ne sont pas ceux des articles 988 et 989 C. procéd., ne témoigne-t-elle pas d'une manière sûre qu'elle voit dans ces articles des cas de renonciation ? Or, nous trouvons des arrêts qui attribuent cette conséquence soit

(1) S. 37-1-755.

(2) S. 91-2-87.

(3) S. 14-2-384.

(4) D. 49-1-317.

à la transaction (1), soit au compromis (2), alors même qu'il ne porte que sur les fruits et revenus. Et en infligeant la déchéance à l'héritier pour ces actes qui ne supposent pas nécessairement chez lui l'intention de renoncer à son bénéfice, elle montre non moins évidemment qu'elle voit dans les articles 988 et 989 C. proc. une manifestation de volonté différente de celle de l'article 778 C. civil. Qu'on nous permette maintenant de faire remarquer que, si la déchéance prononcée dans de pareils cas fait supposer nécessairement chez les juges qui l'édicte l'interprétation que Laurent donne des articles 988 et 989 C. proc., puisqu'elle ne peut s'expliquer que par là, la non-déchéance pour les cas de partage amiable n'oblige pas à croire à l'interprétation contraire, puisqu'elle peut se justifier encore par cette considération que le partage n'est pas un acte de disposition quand il est accompli par l'héritier bénéficiaire. C'est peut-être là le vrai motif qui a inspiré les arrêts de la Cour de cassation et de la Cour de Dijon que nous avons signalés.

La jurisprudence penche donc sûrement du côté du second système ; mais, le consacre-t-elle entièrement, tel que Laurent l'a conçu, c'est-à-dire avec son caractère le plus absolu ?

La Cour de cassation refusa, le 10 décembre 1839, la déchéance pour une constitution d'hypothèque faite par l'héritier (3); elle voyait donc une fin de non recevoir dans l'absence de préjudice.

(1) Limoges, 10 mars 1836 ; S. 36-2-350. Bordeaux, 21 mars 1828 ; S. 28-2-245.

(2) Paris, 22 février 1814, précité.

(3) S. 40-1-92.

Le 30 août 1828 (1), la Cour de Rouen affirme « qu'en » thèse générale, pour que la déchéance du bénéfice d'in- » ventaire puisse être prononcée contre l'héritier qui a » disposé à son gré et sans remplir aucune formalité des » valeurs de la succession, il faut que par cette disposition » il ait porté préjudice à l'intérêt des créanciers, ou tout » au moins qu'il y ait doute sur l'avantage des disposi- » tions par lui faites et sur sa bonne foi. »

Un arrêt de la Cour de cassation du 27 décembre 1820 (2) avait déjà consacré également la nécessité du préjudice en refusant d'écouter la demande de déchéance à l'encontre d'un héritier bénéficiaire qui avait vendu sans formalités des biens dotaux.

Mais voilà que la Cour de cassation, rompant avec ces précédents, est venue, le 22 juillet 1884 (3), donner au système de la déchéance toute la rigueur dont il est susceptible. Les motifs de cet arrêt sont ainsi conçus :

« Attendu que l'acceptation pure et simple ou sous » « bénéfice d'inventaire est un acte que la loi fait dépendre » « de la volonté de l'héritier ; que cette manifestation de » « volonté peut être expresse ou tacite, mais que la loi » « attache à certains actes le caractère d'une volonté ma- » « nifeste pour l'acceptation pure et simple, que telle est, » « notamment, la vente des meubles et des immeubles de » « la succession sans les formalités prescrites pour ces » « diverses sortes de biens ; attendu que cette disposition » « de la loi est absolue, sans restriction ni exception, » « qu'elle ne comporte aucune distinction tirée soit de la »

(1) S. 30-2-127.

(2) S. 21-1-385.

(3) S. 86-1-271.

« qualité qu'avaient entre les mains du *de cujus* les biens
« vendus par l'héritier, soit de la qualité des créanciers,
« soit des circonstances dans lesquelles la vente a été
« effectuée, la vente sans formalités de justice ayant,
« dans tous les cas, le caractère d'un acte que l'héritier a
« fait volontairement et qu'il n'avait le droit de faire
« qu'en qualité d'héritier ». Et la Cour décide, en conséquence, qu'on ne doit pas rejeter l'offre d'un créancier de prouver que l'héritier a disposé des valeurs héréditaires comme sans pertinence pour cela seul que « tous les
« biens de la succession du *de cujus*, ayant été frappés
« deotalité et étant libres de tout engagement au profit
« dudit créancier, celui-ci serait sans qualité pour se
« plaindre de la vente qui avait pu en être faite par l'héritier sans les formes légales ».

Cependant, même après cet arrêt, le 16 mars 1882 (1), la Cour de Toulouse valida une transaction comme la Cour de cassation l'avait fait elle-même le 25 juillet 1867 (2).

Voici quelle est, en présence de ces divers arrêts, l'opinion que nous avons sur l'état de la jurisprudence d'aujourd'hui en ce qui concerne notre question : selon nous, la jurisprudence veut que l'héritier bénéficiaire s'abstienne, s'il n'aime mieux devenir pur et simple, en présence d'un acte à accomplir dont le caractère de disposition est bien visible, alors même que cet acte pourrait ne pas causer un préjudice aux créanciers ou même leur procurer quelque avantage. Mais s'il s'agit d'un acte qui

(1) S. 83-2-73.

(2) S. 68-1-12.

s'impose, en quelque sorte, à l'intérêt de la succession, comme la transaction, qui, en intervenant dans certaines circonstances, peut éviter aux créanciers un préjudice considérable, la jurisprudence n'admet pas que l'héritier doive reculer; elle valide cet acte en le déclarant de « sage administration ». C'est à peu près la solution que recommande Labbé; on ne peut pas s'empêcher de la trouver fort heureuse.

La jurisprudence renie la doctrine qu'elle paraît s'être appropriée en refusant, comme nous l'avons vu, sur le fondement de la théorie adverse, d'infliger la déchéance à l'héritier qui fait un partage amiable (1).

Certains auteurs, cédant à des motifs de sentiment, permettent à l'héritier une certaine jouissance des biens du défunt : l'usage de ses meubles, l'usage de sa maison, le droit de se nourrir aux dépens de sa succession. Il serait trop dur, dit-on, qu'on obligeât l'héritier à payer un loyer, surtout s'il vivait auparavant dans la maison avec le *de cujus*. Quoi ! s'écrie-t-on encore, l'héritier « ne pourra pas cueillir les fruits du jardin, les légumes du potager » ? Pour l'usage des meubles on invoque, en outre, l'article 805 du Code civil, qui, dit-on, tolère cet usage puisqu'il permet à l'héritier de conserver les meubles en nature et ne le déclare responsable que de leur dépréciation ou détérioration imputables à sa faute, non de celles qui proviendraient de l'usage qu'il en ferait. Mais la majorité des auteurs professent qu'un héritier bénéficiaire ne saurait, sans perdre cette qualité, exercer une jouissance quelconque sur les biens héréditaires ; ils

(1) C. cass , 26 juillet 1836, Dijon, 18 février 1840, précités.

expliquent tout autrement l'article 805 (1). Demolombe lui-même partage cet avis, mais, pour tout concilier, il propose que l'on accorde à l'héritier, en cas de besoin, une certaine provision (2).

Par arrêt du 3 juillet 1854, la Cour de cassation déclare déchus de leur bénéfice des héritiers qui s'étaient attribué des fruits de la succession (3).

Il existe un héritier qui échappera, quoi qu'il fasse, à la déchéance. C'est le mineur. Il ne pourra jamais, par le fait de l'administration de son tuteur, encourir la déchéance. En un tel cas, le tuteur n'est pas tenu personnellement de tous les effets de la déchéance; il est seulement soumis à des dommages-intérêts si par son administration il porta préjudice aux créanciers. Ainsi l'a jugé la Cour de Rouen, le 30 août 1828 (4). Nous avons également dans ce sens un arrêt de la Cour de cassation du 17 mars 1888 (5).

Section III

LIQUIDATION

La liquidation appartient à l'héritier bénéficiaire, c'est incontestable; il suffit, pour s'en convaincre, de songer que le Code a prévu et réglementé à l'intention de cet

(1) Voir Chabot, t. II, p. 203.

(2) Demolombe, t. XV, n° 178.

(3) S. 54-1-485.

(4) S. 30-2-127.

(5) S. 88-1-366.

héritier les actes principaux de liquidation : la vente et le paiement (art. 805, 806 et 808). Mais la liquidation n'est pas obligatoire pour lui ; nul n'en doute en présence de l'article 805, qui lui donne la faculté de conserver les meubles et de les représenter en nature. On voit aussitôt tout l'intérêt que renferme pour les créanciers la question de savoir s'ils peuvent exercer eux-mêmes des poursuites contre les biens héréditaires. Pourquoi ce droit leur serait-il refusé ? Pourquoi le bénéfice d'inventaire pourrait-il modifier par lui seul leur situation ? Mais, dira-t-on, les créanciers sont des mandants, ou encore, le bénéfice d'inventaire doit être assimilé à la faillite, à preuve l'article 2146. Nous savons que la théorie du mandat est obligée de faire de nombreuses concessions à celle de la représentation du défunt par l'héritier. Demolombe nous a déjà montré la distance qui sépare le syndic, à la nomination duquel les créanciers participent, de l'héritier, qui doit son titre d'administrateur au hasard de sa vocation. Quant à l'article 2146, loin de prétendre assimiler complètement le bénéfice d'inventaire à la faillite, il paraît vouloir ne tenir sa place que dans la question des rapports des créanciers entre eux ; cela se reconnaît à ses termes : « De même entre créanciers, etc. ». En l'absence de texte, la liquidation appartient donc aussi aux créanciers (1). Mais cette solution impliquera souvent un conflit. Nous allons examiner tour à tour la liquidation faite par les créanciers et la liquidation accomplie par l'héritier.

(1) En ce sens, Billhard, *Traité du Bénéfice d'invent.*, n° 59 ; Demante, t. III, n° 228 ; Labbé, *Revue critique*, 1895, p. 337 ; Charmont, *Revue critique*, 1890, p. 1 ; Garraud, p. 151 ; Vigié, n° 263. *Riom*, 31 juillet 1883, S. 84-4-19 ; *Orléans*, 15 mai 1888, S. 89-2-123.

§ I. — CE SONT LES CRÉANCIERS QUI LIQUIDENT

Les créanciers peuvent-ils agir directement contre l'héritier sans être tenus de le mettre préalablement en demeure de rendre compte ? Peuvent-ils agir avant l'échéance du terme ? Peuvent-ils demander leur entier paiement à chacun des héritiers ou bien sont-ils tenus de diviser entre tous leurs demandes ? Peuvent-ils exercer la saisie-arrêt ? S'ils veulent rentrer dans leurs droits par l'exécution des biens, on conçoit pour eux deux manières de procéder : la procédure ordinaire des saisies et la subrogation à la procédure particulière que la loi a faite pour l'héritier bénéficiaire. Ont-ils à leur disposition l'un et l'autre de ces moyens ? Comment enfin concilier leurs poursuites avec celles de l'héritier quand le conflit se produit ?

Telles sont les questions qui se posent ici. Bien peu malheureusement ont reçu une solution assurée.

La première est des rares qui ne font plus aucun doute : les créanciers peuvent actionner l'héritier sans attendre la reddition de compte (1).

La seconde également : ils ne pourront pas agir avant l'arrivée du terme. On a cependant soutenu que l'exigibilité des dettes se produisait ici comme dans la faillite. Montvallon estimait que « l'existence du bénéfice d'inventaire, où chaque créancier a le droit de se faire payer, était une dissipation de succession » et il ne voulait pas forcer les créanciers à terme « à rester spectateurs tranquilles de cette liquidation qui épuisera le gage commun et ne leur

(1) Garraud, *loc. cit.*, p. 139 ; Laurent X, n° 91 ; Huc, t.V, n° 225 ; Bruxelles, 21 avril 1831, *Pasicrisie*, 1831, p. 84.

laissera rien à l'échéance » (1). Montvallon a trouvé quelques adhésions dans la doctrine : Delvincourt (2), Duranton (3) et même dans la jurisprudence : Paris, 7 février 1811, Riom, 16 mai 1820. Mais la Cour de cassation s'est prononcée en 1828 dans le sens opposé ; et son opinion compte dans la doctrine une majorité de partisans. Les raisons que l'on donne en faveur de l'exigibilité ne sont pas admissibles. Une assimilation entre le bénéfice d'inventaire et la faillite répugne pour les raisons que Demolombe nous a déjà indiquées, et l'article 2146 n'est qu'un simple point de contact qu'on ne peut pas agrandir. Il faudrait donc un texte pour établir cette exigibilité, qui est une déchéance. Du reste, les créanciers ne sont pas sans ressources ; ils peuvent produire aux ordres et aux contributions, or, « cela suffit, dit Tambour, pour assurer » leurs droits, puisqu'il dépend d'eux, aux termes de l'article 808 lui-même, d'empêcher, au moyen d'une opposition, que les paiements ne soient faits autrement que » par voie de distribution judiciaire » (4).

On a essayé de renverser également à l'encontre de l'héritier les règles de l'acceptation pure et simple, en disant que le bénéfice d'inventaire mettait obstacle à la division des dettes. Cette opinion, professée par Lebrun (5) dans l'ancien droit et reprise plus tard par Bilhard (6) et

(1) Success. ch. V, art. 31, § 1.

(2) T. II, p. 32, note 8.

(3) VII, n° 33.

(4) Tambour, *loc. cit.*, p. 240.

(5) *Traité des successions*, liv. III, chap. 4, n° 65.

(6) Bilhard, *Bénéfice d'inventaire*, nos 109 et 110.

Poujol (1), s'oppose à ce que l'héritier bénéficiaire puisse invoquer tour à tour le principe de la séparation des patrimoines pour mettre ses biens à l'abri des poursuites des créanciers héréditaires, et le principe de la confusion pour s'approprier quelques biens de la succession à l'encontre du droit de ces derniers. A ses yeux, l'héritier bénéficiaire n'est qu'un administrateur; il ne peut pas invoquer des droits propres à l'héritier. C'est justement cette manière trop étroite d'envisager l'héritier bénéficiaire qu'il faudrait repousser. Le caractère essentiel du bénéfice d'inventaire n'est-il pas de présenter tout le temps des situations mixtes? Quoi d'étonnant que la division des dettes subsiste à côté des effets produits par la séparation des patrimoines. Rien ne s'y oppose. L'article 802, qui s'occupe des effets du bénéfice d'inventaire, ne dit pas, comme l'a remarqué finement Merlin, que l'héritier est tenu dans tous les cas jusqu'à concurrence des biens qu'il a recueillis, mais seulement qu'il n'est tenu que jusqu'à concurrence de ces biens. La doctrine donne à cette opinion des suffrages imposants (2). La Cour de cassation l'a consacrée par arrêt du 22 juillet 1812 (3), en 1858, elle a même jugé que la division des dettes a lieu,

(1) *Successions*, article 873, n° 3.

(2) Merlin, *Bénéfice d'inventaire*, n° 25. — Chabot, sur l'article 873, n° 11. — Delvincourt, t. II, p. 167. — Favart, v° *Partage des successions*, sect. 2, § 2, art. 4, n° 1. — Duranton, t. VII, n° 41. — Rolland de Villargues, *Rép. du not*, v° *Bénéfice d'inventaire*, n° 9 et 166. — Malpel, *Successions*, n° 289. — Vazeille, *Code* sur l'article 803, n° 11. — Forêt de Conflans, *eod.*, n° 5. — Laurent, t. X, nos 93 et 94. — Demolombe, t. XV, n° 168. — Huc, n° 225.

(3) C. N., 4-1-155.

alors même que le défunt s'est obligé sous cette clause que chacun de ses héritiers sera tenu pour le tout au paiement des dettes (1).

En général, les créanciers ont, pour rentrer dans leurs droits, une arme spéciale dont le caractère essentiel est d'être dirigée, non pas contre le débiteur, mais contre le débiteur du débiteur : c'est la saisie-arrêt. Son effet n'est pas seulement d'empêcher que délivrance des deniers saisis soit faite au débiteur, mais encore de transporter au saisissant, par le jugement de validité, la propriété de ces deniers. Que les créanciers d'une succession bénéficiaire puissent en principe faire usage de cette arme contre le débiteur de la succession, ce n'est guère discutable, avons-nous déjà dit, en l'absence de texte qui leur retire l'exercice de leurs droits individuels. Et pourtant, on leur a dénié ce droit d'une façon absolue, invoquant que le recouvrement des créances est un acte d'administration, et qu'à ce titre il est l'objet d'un mandat incontestable, puisque l'héritier est chargé d'« administrer », que, dès lors, on doit renvoyer les créanciers aux garanties que la loi leur donne : la responsabilité et la caution. Cette doctrine a peu de cours. On ne discute guère sur l'existence ou la non existence du droit de saisie-arrêt ; c'est l'exercice de ce droit qui soulève des objections. La saisie-arrêt fait le saisissant propriétaire exclusif des deniers saisis ; peut-elle s'exercer si des oppositions ont été faites conformément à l'article 808 du Code civil entre les mains de l'héritier, oppositions tendant à assujettir le créancier qui reçoit son paiement à la loi du dividende ? Première

(1) *Cass.*, 16 février 1858, D. 58-1-128.

objection : question de conflits entre les créanciers, que nous examinerons plus tard. La seconde objection consiste à dire que les sommes saisies peuvent être nécessaires à l'héritier pour les besoins de son administration et qu'il faut, avant de permettre à la saisie-arrêt de s'exercer, que l'héritier soit en retard de faire ses recouvrements. La négligence de l'héritier est regardée par certains auteurs, notamment par Laurent, comme le terrain de conciliation entre les droits rivaux en présence ; on en fait le point de départ du droit des créanciers qui, jusque-là, doit se taire devant celui de l'héritier (1). D'autres, Demolombe, Tambour, vont jusqu'à proclamer l'exercice sans restrictions de la saisie-arrêt (2). La remarque de Tambour nous semble très judicieuse ; à ceux qui prétendent que le droit des créanciers est paralysé par le droit parallèle de l'héritier, nous répondrons avec lui que ces droits, justement, ne sont pas parallèles ; ils ne tendent pas exactement au même but ; l'héritier veut toucher la créance, le créancier veut précisément l'en empêcher ; dès lors point de fin de non-recevoir contre le créancier tirée du défaut d'intérêt.

De toutes les solutions que nous venons d'exposer, il n'en est aucune qui n'ait été consacrée par quelque monument de jurisprudence. La théorie de la non-existence du droit a ses arrêts : Paris, 30 juillet 1816 ; Paris, 7 juin 1820 ; Rouen, 12 août 1826 ; Riom, 24 août 1841 (3). Parfois aussi, la jurisprudence est entrée dans la voie des

(1) Laurent, *op. cit.*, X, n° 137.

(2) Demolombe, *op. cit.*, XV, n° 228. — Tambour, *op. citat.*, p. 308.

(3) C. N. 5-2-179 ; S. 20-2-242 ; S. 27-2-25 ; S. 41-2-638.

distinctions ; elle a examiné tantôt s'il y avait négligence de l'héritier (1), tantôt si les sommes étaient nécessaires à l'administration (2) ; tantôt enfin, si des oppositions avaient été faites entre les mains de l'héritier (3). La théorie de l'exercice absolu de la saisie-arrêt a trouvé également crédit devant la jurisprudence et notamment devant la Cour de cassation. C'est elle qui semble avoir le dernier mot : un arrêt de rejet du 8 décembre 1814 (4) et, plus récemment un arrêt de la Cour de Bordeaux du 6 mai 1844 et un de rejet du 9 mai 1849 (5), ont validé, sans indiquer de distinctions, les saisies-arrêts pratiquées par les créanciers de la succession. Dernièrement, le 4 juillet 1890, la Cour de Riom (6), faisant une complète volte-face à son ancienne opinion, se ralliait à la doctrine de la Cour de cassation.

Aujourd'hui, le droit pour les créanciers de poursuivre eux-mêmes la vente de leur gage ne fait plus, en général, aucun doute. Toute la difficulté consiste à concilier ce droit avec le droit parallèle de l'héritier. On n'est pas encore venu à bout de cette difficulté ; dans la doctrine, les propositions les plus diverses sont faites pour résoudre ce conflit ; mêmes divergences dans la jurisprudence. La nécessité d'une réforme législative éclate à cet endroit avec une netteté et une force singulière.

Puisqu'on reconnaît, comme c'est justice, la coexis-

(1) Douai, 3 mars 1830, S. 30-2-298.

(2) Bordeaux, 9 avril 1822 : S. 22-2-97.

(3) Bordeaux, précité.

(4) S. 15-1-153.

(5) S. 44-2-444 ; S. 49-1-563.

(6) S. 91-2-22.

tence d'une double procédure, celle de l'héritier et celle des créanciers, tendant à un même but, le concours de ces deux procédures devient possible, et il engendre des résultats à la fois bizarres et fâcheux : on arrive à constituer deux acquéreurs pour le même bien, et à mettre à la charge de la succession un grand surcroît de frais. Ne faut-il pas se préoccuper de ces résultats et les enrayer ? En 1882, un tribunal autorisa successivement l'une et l'autre poursuite sans souci des complications et des surcharges qu'allait occasionner cette concurrence. La Cour d'appel (1) prévint heureusement ces conséquences, en ordonnant la discontinuation de l'une de ces poursuites. Il n'y a, en effet, qu'un moyen de remédier à ce funeste état de choses, c'est d'arrêter dans sa marche l'un des deux droits rivaux ou de suspendre son exercice ; mais, lequel sera ainsi sacrifié ? voilà tout le problème.

Certains voient dans le droit de l'héritier un droit préférable à l'autre ; la loi n'entend-elle pas, du moment que la mise en exercice du droit de l'héritier est la moins « frayeuse », lui donner la préférence dans l'intérêt même de la succession ? Partant de là, on a pu soutenir que les créanciers devaient rester oisifs tant que l'héritier ne se montrait pas négligent, que leurs poursuites ne méritaient d'être accueillies que si ce dernier ne faisait aucune démarche pour arriver à la vente des biens. On a dit aussi que leurs poursuites, provoquées par l'inaction de l'héritier, pouvaient être suspendues par le tribunal, si celui-ci jugeait les poursuites entreprises postérieurement par l'héritier plus conformes aux intérêts de la succession.

(1) Orléans, 19 mars 1888 ; S. 88-2-123.

Enfin, on est allé jusqu'à prétendre, du moins dans la jurisprudence (1) que, en cas de négligence de l'héritier, la marche à suivre par les créanciers ne pouvait point être celle des saisies, mais la procédure propre à l'héritier bénéficiaire obtenue par subrogation. Cette prétention, comme on le voit, efface complètement le droit des créanciers, puisqu'elle leur retire leur droit propre, qui est le droit de saisie, et ne leur laisse que l'exercice d'un droit appartenant à l'héritier.

Pourquoi constituer ainsi ces deux droits sur le pied de l'inégalité ? Qui peut affirmer apercevoir dans les textes des signes certains de préférence ? Que nous aimons mieux cette opinion plus juridique de M. Charmont (2) où le droit des créanciers, que nul texte n'entame, conserve en face de l'autre toute sa force et toute sa plénitude. Et le moyen de résoudre, dans cette opinion, le problème donné est bien simple : c'est de donner la prime au plus diligent et d'opposer à l'autre, s'il vient à se produire, une fin de non-recevoir pour ce motif aussi juridique que simple : pas d'intérêt, pas d'action. Avec cela, on ne risque plus de faire la loi, on supprime aussi l'arbitraire.

On serait bien en peine de dire quel est sur la question l'état actuel de la jurisprudence. Elle s'est diversifiée à l'infini, tantôt refusant d'accueillir la poursuite des créanciers, en dehors de la négligence de l'héritier et les renvoyant, en cas de négligence de ce dernier, à se faire subroger dans sa procédure (3), tantôt admettant ces

(1) Paris, 20 septembre 1821, confirmé par cassation, 4 décembre 1822; S. 22-1-165.

(2) Charmont, *Revue Critique*, 1890, p. 1; Garraud, *op. cit.*, p. 250.

(3) Cass. 4 décembre 1822, précité.

poursuites sans distinctions, même concurremment avec celles de l'héritier, sur ce motif (1) : « que, en supposant la vente par licitation moins dispendieuse que l'expropriation, ce ne serait pas un motif suffisant pour forcer les créanciers à attendre l'effet de la licitation, parce qu'elle peut être entravée par une foule d'incidents, qu'elle entraîne des lenteurs, qu'il n'aurait pas la faculté d'abroger, et qu'il lui importe de conserver avant tout son avantage, l'action qu'il tient de la loi », tantôt suspendant les poursuites des créanciers commencées avant que l'héritier se fût mis en mesure de faire procéder à la vente des biens sur ce fondement que « les tribunaux peuvent, en appréciant les circonstances, ordonner un sursis aux poursuites des créanciers pendant un délai suffisant pour que l'héritier bénéficiaire puisse continuer la vente qu'il a provoquée » (2).

Enfin, la Cour d'Orléans, dans l'arrêt du 19 mai 1888 (3), dont nous avons déjà parlé, le dernier qui s'occupe de la question, a refusé de valider la saisie immobilière des créanciers ; cette saisie s'était produite après que l'héritier avait déjà demandé l'autorisation de vendre les immeubles ; la Cour, en reconnaissant que les poursuites de l'héritier ne sont pas légalement meilleures que les autres, qu'aucun texte ne leur donne la préférence, déclare qu'en cas de conflit « il appartient au tribunal d'attribuer la réalisation des immeubles à l'un ou à l'autre suivant les circonstances, en se déterminant suivant l'intérêt bien entendu des parties ».

(1) Bourges, 15 mars 1822, S. 22-2-42.

(2) Paris, 22 mars 1833, S. 33-2-594.

(3) S. 89-2 123.

L'impression qui parvient à se dégager de toutes ces contradictions, c'est que la jurisprudence semble disposée à n'accueillir les poursuites des créanciers qu'autant que celles des héritiers ne se sont pas déjà produites et qu'elle se réserve le droit de les arrêter si celles de l'héritier survenues depuis lui semblent préférables. Il n'est plus question aujourd'hui de réduire les créanciers à demander la subrogation dans les poursuites de l'héritier.

Sur cette question de la subrogation aux poursuites de l'héritier, subrogation que les auteurs accordent généralement aux créanciers, la jurisprudence a manqué totalement de fixité. Partie le 20 septembre 1821, comme nous savons, de l'idée trop exclusive que la subrogation était seule à la disposition des créanciers contre la négligence de l'héritier, elle arrive presque aussitôt, le 17 août 1822, à affirmer « qu'aucune loi n'autorise les créanciers à se » faire subroger à la demande de l'héritier, que c'est sans » doute par analogie que l'on a cherché à induire cette » subrogation de l'art. 782 du Code de procédure, mais que » cet article ne s'applique qu'aux ventes par expropriations (1) ». La Cour de Nîmes, le 18 décembre 1825, formulait la même impossibilité (2). Tout ce que nous trouvons dans la Cour de cassation, c'est l'expression d'un doute à cet égard : « En supposant, dit-elle dans un arrêt de rejet du 3 décembre 1834 (3), que les créanciers d'une succession bénéficiaire puissent demander à être subrogés à l'héritier à l'effet de se faire autoriser à vendre les immeubles

(1) Toulouse, 17 août, 1822, S. 22-2-115.

(2) D. P. 28-2. 2-46.

(3) S. 35-1-359.

dépendant de la succession, cette autorisation ne pourrait être accordée que dans les cas où l'héritier serait coupable de négligence en sa gestion. » Nous voilà donc dans une complète incertitude.

§ II. — LA LIQUIDATION EST FAITE PAR L'HÉRITIÉR

L'œuvre de la liquidation entre les mains de l'héritier comprend le recouvrement des créances, la vente des immeubles, celle des meubles, le paiement des créanciers.

Nous avons déjà vu, à propos du recouvrement des créances, que c'est un de ces actes qu'on accorde à tous les administrateurs, qu'il se sépare des autres actes de liquidation appartenant à l'héritier, en ce qu'il est obligatoire pour lui, qu'enfin le recouvrement peut être entravé par les saisies-arrêts des créanciers, sans que l'héritier puisse exciper de la nécessité où il se trouve de toucher les sommes pour les besoins de sa gestion ; la jurisprudence ne nous semble, pas en effet, disposée à écouter ces doléances.

La vente des immeubles est possible à l'héritier, mais moyennant certaines formes. Au sujet de ces formes le Code civil nous renvoie aux lois de la Procédure ; là, nous trouvons qu'une autorisation du président du tribunal est nécessaire et qu'ensuite la vente se règle sur celle des immeubles appartenant à des mineurs. Si l'héritier n'observe pas ces formalités, l'article 988 du Code de procédure déclare qu'il sera tenu comme héritier pur et simple. Ainsi donc, formes, sanction, tout est bien précis ; aucune difficulté sérieuse ne s'élève.

Il n'en est pas ainsi malheureusement pour la vente

des meubles. Non pas que le législateur n'ait pas fixé de conditions ou qu'il n'ait pas édicté de sanction. L'article 805 du Code civil, auquel il faut ajouter les articles 945 et 989 du Code de procédure, nous révèle comme applicables à la vente des meubles de la succession la plupart des règles concernant le cas de saisie-exécution. Tout au plus s'il y aurait lieu de discuter sur le point de savoir si l'autorisation du président du tribunal est nécessaire ou non ; mais nous nous empressons d'ajouter que cette question est généralement tranchée dans le sens négatif (1). Quant à la sanction, elle est explicitement affirmée par l'article 989 C. Pr., et c'est encore la déchéance. Personne non plus ne conteste le caractère rigoureux de ces règles. La Cour de Dijon (2) avait autorisé un héritier bénéficiaire à conserver le mobilier d'après l'estimation portée en l'inventaire, en augmentant encore cette estimation de moitié ; mais la Cour de cassation, montra en cassant cet arrêt, que l'héritier ne peut s'affranchir des formes de la vente, même lorsque les créanciers y trouvent leur intérêt. On ne fait qu'une seule exception, c'est en ce qui concerne les fruits et plus généralement les denrées, surtout lorsqu'il s'agit de denrées dont le prix est réglé par les mercuriales (3). D'où vient donc la difficulté ?

(1) Paris, 19 mars 1852, S. 52-2-169 ; Tambour, *op. cit.*, p. 277 ; Laurent, *op. cit.*, X, n° 149 ; Demolombe, *op. cit.*, XV, n° 28.

(2) Dijon, 19 février 1821, D. A. v° *succession*, n° 832.

(3) Chauveau sur Carré, *Lois de la procédure*, quest. 2520 ; Bioche, *bénéf. d'invent.*, n° 267 ; Bertin, *op. cit.*, II n° 1207 ; Tambour, *op. cit.*, p. 533. Demolombe, *op. cit.*, XV n° 278 ; Fuzier-Hermann, *Code civil annoté*, art. 806, n° 20 ; Le Sellyer, *op. cit.*, II n° 965.

Elle vient de ce que, si quelques auteurs, notamment Laurent (1), voient dans le mot « meuble » des articles ci-dessus une expression embrassant tous les meubles même les meubles incorporels, tel n'est point l'avis de la majorité (2). On lit dans l'article 989 du Code de procédure « s'il y a lieu de faire procéder à la vente du mobilier et des rentes ». Pourquoi le mot « rentes » si celui de « mobilier » veut désigner tous les meubles. Voilà qui implique bien que les articles dont il s'agit visent les meubles corporels, et, parmi les meubles incorporels, les rentes seulement. Il y a donc place pour le doute sur la capacité de l'héritier en ce qui touche les meubles incorporels, les rentes exceptées.

Encore, dans cette expression « rente », ne faut-il pas comprendre les rentes sur l'Etat, car aucun texte n'organise la vente de ces sortes de rentes, qui ont été de plus déclarées insaisissables par la loi du 8 nivôse an VI et du 22 floréal an VII. Néanmoins, un avis du Conseil d'Etat du 11 janvier 1808 étendit à l'héritier bénéficiaire la disposition de la loi du 24 mars 1806, obligeant le tuteur à obtenir l'autorisation du conseil de famille pour aliéner les rentes sur l'Etat appartenant au pupille quand le revenu annuel de ces rentes n'excède pas cinquante francs ; l'autorisation du tribunal remplaçait celle du conseil de famille. S'inspirant de cet avis, la doctrine appliqua également à l'héritier bénéficiaire le décret du 25 septembre 1813, aux termes duquel, quand un mineur

(1) Laurent, *op. cit.* X n° 150 ; Coin-Delisle, *Revue Critique*, 1859 t. XIV.

(2) Tambour, *op. cital.*, p. 278 ; Demolombe, *op. cital.*, XV n° 179 ; Aubry et Rau, *op. cital.*, § 618 ; Huc, *op. cital.*, n° 236.

possédait plusieurs actions de la Banque de France ou des parts d'actions équivalant ensemble à plus d'une action entière, ces actions ou parts d'action ne pouvaient être vendues par le tuteur qu'avec l'autorisation du conseil de famille.

Or, la loi du 17 février 1880 a formellement abrogé et la loi du 24 mars 1806 et le décret du 25 décembre 1813 ; voilà donc que la question des rentes sur l'Etat et des actions de la Banque de France recommence à faire cause commune avec celle des autres meubles incorporels, les rentes sur particuliers non comprises, si toutefois on doit tenir pour abrogé aussi l'avis de 1808. Labbé (1) pense qu'il ne faut pas considérer comme abrogé le dispositif de cette loi interprétative, parce qu'il est simplement basé sur un argument *a pari* et qu'une loi, surtout une loi interprétative, « lorsqu'elle est fondée dans ses motifs sur » une analogie, n'est pas abrogée ou modifiée par le contre-coup d'un changement législativement opéré dans la » matière ayant fourni les raisons d'analogie ».

En 1881, le Tribunal de la Seine renvoya de sa demande un héritier bénéficiaire qui voulait obtenir l'autorisation d'acheter un titre de rente sur l'Etat d'un revenu annuel inférieur à cinquante francs. Le 4 août 1884, la Cour de Cassation (2) cassa ce jugement dans l'intérêt de la loi, voulant une autorisation même au-dessous de cinquante francs. Le procureur général avait soutenu devant elle que, malgré que la loi du 24 mars 1806 fût supprimée, l'avis de 1808 ne subsistait pas moins dans son principe, qui est l'assimilation entre l'héritier bénéficiaire et le

(1) Labbé, *Revue critique*, 1882, p. 363.

(2) S. 81-1-206.

mineur. C'est sur d'autres motifs que la Cour étaya son arrêt; voici quelle est sa thèse : l'avis du Conseil d'État contenait un principe et une exception ; le principe c'est que l'héritier bénéficiaire ne peut pas, sans autorisation, aliéner les rentes sur l'État ; l'exception c'est qu'il le peut si le revenu de ces rentes ne dépasse pas cinquante francs ; or l'exception a été abrogée par la loi de 1880, mais le principe, subsiste, car il était indépendant de l'avis de 1808, et la loi de 1880 n'a pu lui porter aucune atteinte.

La Cour de cassation donne donc son adhésion à ce principe, émis, en effet, par le Conseil d'État en 1808, que l'héritier ne peut pas aliéner sans autorisation les rentes sur l'État, et, ce principe, elle ne peut le tirer, pas plus que le Conseil d'État lui-même, que de cette doctrine plus générale qui fait de l'héritier bénéficiaire un simple administrateur, le déclare incapable de vendre sans autorisation, et voit dans l'article 806 du Code civ., qui lui donne cette faculté en ce qui concerne la vente des meubles corporels, une disposition de faveur et d'étroite interprétation. Voilà donc que, par le même arrêt, la Cour de cassation a résolu la question des rentes sur l'État et, implicitement aussi, celle des autres valeurs mobilières, fonds de commerce, propriétés littéraires, brevets d'invention, offices. L'aliénation de toutes ces valeurs nécessitera désormais, dans tous les cas, l'autorisation de justice dont l'article 806 dispense l'aliénation des meubles corporels.

Cette solution fait gémir la doctrine (1), et elle constitue

(1) Marcel Planiol, *Revue critique*, 1882, p. 117 ; Labbé, *Ibidem*, p. 363 ; Huc, *op. cit.*, n° 279 ; Baudry-Lacantinerie, *Précis de droit civil*, II, n° 208.

la jurisprudence en flagrant délit de contradiction avec elle-même. Au point de vue pratique, n'est-il pas déplorable d'infliger à la succession des frais qui dépasseront, lorsqu'il s'agira de vendre des valeurs de peu d'importance, le montant de ces valeurs ? Au point de vue théorique, qui peut soutenir encore que l'héritier bénéficiaire n'est qu'un administrateur ? qu'il n'est pas héritier ? Héritier, il l'est, nous le savons, et il peut faire ces ventes sans autorisation puisqu'aucun texte ne l'exige ; mais ne faudrait-il pas sanctionner ces actes de la déchéance, puisque ce sont des actes de disposition ? Non, la déchéance n'est que pour les actes que l'héritier ne peut faire que comme héritier pur et simple. Qu'on songe bien que la vente est l'acte de liquidation par excellence, et que l'héritier est surtout là, à la tête du patrimoine héréditaire, pour le liquider. Peut-on dire qu'il cesse d'être héritier bénéficiaire en faisant un acte que la loi fait rentrer au premier chef dans ses fonctions d'héritier bénéficiaire ? et si certains articles sanctionnent de la déchéance les ventes auxquelles ils imposent des formalités, ce n'est point un argument contre nous, car ces formalités s'adressent à l'héritier en tant qu'héritier bénéficiaire ; elles sont établies dans l'intérêt des créanciers, et, si l'héritier fait ces ventes sans remplir ces formalités, il ne peut le faire qu'en qualité d'héritier pur et simple. Nous concluons donc que, si le décret de 1808 est réellement abrogé, les rentes sur l'Etat et les actions de la Banque de France, doivent rentrer dans le droit commun des valeurs mobilières, et que ce droit commun doit être la capacité entière pour l'héritier de les aliéner.

La jurisprudence se contredit, avons-nous dit ; pourquoi s'offre-t-elle maintenant à habiliter l'héritier bénéfi-

ciaire à l'accomplissement de ces ventes, alors que jusqu'ici elle s'y était le plus souvent refusée ? Buchère (1) nous dit que les autorisations sont demandées au tribunal en la chambre du conseil. Quelquefois cette autorisation a été donnée sur ces motifs que « dans l'espèce la vente n'aurait pas lieu si le tribunal n'accordait pas son approbation » (2). Mais ces décisions, ajoute Buchère, « ont été suivies de solutions contraires, plus juridiques à notre avis, et rendues par la même Chambre du conseil » (3). Ne savons-nous pas aussi que, d'une façon générale, la jurisprudence s'était jusqu'à présent refusée à s'immiscer dans la gestion de l'héritier bénéficiaire ?

La Cour de cassation, le 13 août 1883 (4), a apporté elle-même une exception à sa nouvelle doctrine en ce qui concerne le mineur émancipé par le mariage héritier par bénéfice d'inventaire. La loi de 1880 dispense le mineur émancipé par mariage des formalités qu'elle impose à la vente des valeurs mobilières appartenant à des mineurs. La Cour de Cassation dispense également ce mineur, s'il est héritier bénéficiaire, de l'autorisation de justice qu'elle exige des autres héritiers bénéficiaires pour l'aliénation des valeurs mobilières. Elle établit sa décision sur cette double raison que les règles de l'émancipation forment un ensemble qui se suffit à lui-même et

(1) *Traité des valeurs mobilières*, n° 419.

(2) Trib. Seine, 24 avril, 29 mai 1850, 18 juin 1851 ; Bertin, II, p. 463.

(3) Trib. Seine, 6 mars, 11 mars 1850, 22 juin, 15 octobre 1852, 5 mars 1853, 16 août 1854 ; Bertin, II, p. 465.

(4) S. 84-I-177.

ne doit pas être complété par d'autres textes, et, en second lieu, que le texte de l'avis du Conseil d'Etat prend soin de définir l'héritier bénéficiaire : un homme chargé d'administrer, et n'entend attacher la nécessité de l'autorisation qu'à sa qualité de simple administrateur.

Les critiques n'ont pas manqué à cet arrêt (1) et elles ne sont que trop justifiées. Il y a deux patrimoines entre les mains du mineur héritier bénéficiaire ; il y a deux administrateurs en lui ; si la loi élargit ses pouvoirs relativement à son propre patrimoine, si elle touche à cette administration dont les règles lui sont imposées dans son propre intérêt, cela peut-il signifier qu'il faut en faire autant, sans que la loi n'en ait rien dit, pour cette autre administration qu'il possède à l'égard du patrimoine héréditaire et dont les règles sont faites dans l'intérêt des créanciers ? Evidemment non. Le second motif n'est pas moins étrange. Dire que l'héritier bénéficiaire majeur est un administrateur, tandis que l'héritier mineur n'en est pas un, c'est supposer chez le législateur une distinction qu'il n'a marquée nulle part. Où y avait-il meilleure place pour cette distinction qu'en l'article 2146 du Code civil ? Et pourtant, sauf Paul Pont, qui exprime quelques doutes à cet égard (2), nul n'hésite à appliquer cet article au mineur. Derrière la faiblesse de ces motifs, Lyon-Caen aperçoit un but de réaction contre l'arrêt de 1881. La Cour de cassation commencerait-elle à se déjuger ? Espérons qu'à la première occasion, son retour sur elle-même sera plus manifeste et plus complet.

(1) Testout, *France judiciaire*, 1884 p. 241 ; Lyon-Caen, note S. 84-1-177.

(2) *Privilèges et hypothèques*, n° 717.

Le paiement des créanciers et des légataires est un acte qu'il fallait évidemment s'attendre à trouver dans les attributions de l'héritier ; mais on peut être surpris de ne point le voir assujéti à des conditions plus sévères. Les paiements faits avec des sommes provenant de la vente d'un immeuble ont cependant, en faveur des créanciers ayant hypothèque ou privilège sur cet immeuble, attiré l'attention de la loi. L'héritier ne touche pas lui-même ces sommes avant qu'elles aient désintéressé ces créanciers et le paiement s'en fait jusqu'à ce moment soit par la délégation de l'héritier (art. 806), soit par l'ordre judiciaire si ces derniers refusent la délégation. On a proposé de supprimer la délégation sur ce motif que l'article 991 Code de procédure ne parle que de l'ordre. Mais si l'on consulte les travaux préparatoires de l'article 991 Code de procédure, on voit que l'intention de ses rédacteurs a été de conserver à l'article 806 Code civil, son efficacité en ce qui concerne la délégation, parce que cette délégation épargne des frais. L'orateur du Tribunal explique la portée de l'article 991 Code de procédure en disant (1) : « Il est bon d'observer que de cette disposition il ne résulte pas qu'on soit » obligé d'entamer une procédure d'ordre ; la loi n'énonce » pas cette formalité ou plutôt le Code civil a prononcé » d'avance qu'il fallait l'éviter puisqu'il a prescrit à l'héritier bénéficiaire de déléguer le prix des ventes immobilières », et un peu plus loin : « La disposition établie dans » le projet qui vous est soumis n'a donc d'autre objet que » d'empêcher les délégations qui peuvent être faites d'intervertir l'ordre des privilèges et des hypothèques ». Mais,

(1) Locré, *Lég. civ.* XXIII, p. 323, n° 35.

quant aux paiements faits avec le prix de la vente des meubles, la loi ne restreint en aucune manière la liberté de l'héritier. S'il y a entrave, elle vient, aux termes de l'art. 808 du Code civil, des créanciers eux-mêmes qui peuvent, par une opposition, obliger l'héritier à ne payer les créanciers qui se présenteront dans la suite que conformément à un règlement judiciaire. Toutefois, un règlement amiable suffirait, de l'avis de tous, malgré le silence de la loi. L'opposition faite par un légataire pourrait également, bien que la loi n'en parle pas, faire le même obstacle sinon au paiement des créanciers, du moins à celui des autres légataires. Les paiements faits par l'héritier au mépris de ces oppositions n'engendrent pas sa déchéance. La loi le suppose ; si l'héritier était déchu, les paiements qu'il aurait faits seraient valables à l'égard des autres créanciers, or l'article 809 implique que les créanciers lésés par ces paiements ont un recours contre ceux qui les ont reçus. L'héritier sera donc simplement déclaré responsable et l'indemnité dont il sera passible sera égale à la somme que les demandeurs auraient touché dans un ordre régulier. A défaut d'opposition, l'héritier paie les créanciers et les légataires à mesure qu'ils se présentent. Il se paie lui-même, le premier, s'il est créancier, et nul ne peut l'inquiéter à raison de ces paiements. Comme il importe évidemment, au point de vue du droit absolu, que le principe de la contribution soit violé le moins possible, même à défaut de diligence de la part du créancier, nous verrons dans le chapitre suivant la jurisprudence restreindre le pouvoir de l'héritier touchant les paiements en élargissant le plus possible la notion de l'opposition.

CHAPITRE II

RAPPORTS DES CRÉANCIERS ET LÉGATAIRES ENTRE EUX

Dans l'article 2.093, le Code civil a posé les principes qui doivent régir les rapports des créanciers entre eux. Sur les biens du débiteur, tous doivent venir en concours ; ceux-là seuls passent avant les autres qui ont des causes légitimes de préférence. Nous savons, par ailleurs, que les légataires ne viennent qu'après le désintéressement des créanciers et qu'ils concourent entre eux. Voilà le droit. Voyons le fait.

La faillite accommode parfaitement le fait au droit. La distribution des deniers entre les créanciers est rigoureusement proportionnelle aux droits de chacun ; pour cela, publicité et mise en demeure des créanciers de produire leurs titres dans un certain délai. A partir de la déclaration de faillite, personne ne peut, pour éviter la contribution, se ménager quelque paiement non contributif ou quelque garantie : dessaisissement du débiteur, suspension des poursuites individuelles. La situation des divers créanciers est en quelque sorte nivelée par la loi à partir de ce moment ; exigibilité des dettes, cessation du cours des intérêts, inutilité des inscriptions de privilège ou d'hypothèque. Bien plus, le créancier qui se

présenterait au paiement avec une cause de préférence acquise antérieurement à la déclaration de faillite ou qui aurait reçu son paiement avant cette époque, se verrait réduit à la contribution si cette cause de préférence ou ce paiement avaient été acquis dans une certaine période et dans certaines circonstances suspectes. (Voir le système des nullités des articles 446, 447 et 448 du Code de commerce.) On peut donc dire que non seulement notre faillite s'inspire de l'idée d'égalité, mais qu'elle est toute entière adaptée à ce but et le remplit à merveille.

Voilà pour la loi commerciale ; en est-il de même de la loi civile ? En face d'une insolvabilité évidente ou d'une insolvabilité présumée, cette loi prend-elle des mesures effectives, complètes, pour assurer l'égalité entre les créanciers ? Voyons-nous les créanciers d'un non-commerçant, dessaisis de leurs poursuites individuelles, réunis dans une action commune afin d'être réduits à un sort commun ? Trouvons-nous un syndic chargé de tenir entre eux une balance égale ? Non ; si la loi civile proclame le droit des créanciers à cette égalité elle ne fait rien ou presque rien pour les mettre elle-même en cette égalité ; elle laisse chacun se faire faire cette justice par son activité propre, l'abandonnant ainsi à la merci de son imprévoyance naturelle et des circonstances nombreuses qui peuvent l'empêcher d'agir. La déconfiture nous fournirait cette démonstration si nous avions à l'étudier. Le bénéfice d'inventaire, qui est une autre forme de l'insolvabilité civile, nous conduit à la même conclusion.

Cette conclusion, nous l'avons déjà fortement pressentie en enregistrant, chemin faisant, le maintien des poursuites individuelles, la non-déchéance du terme, et en reconnaissant dans l'héritier non pas un syndic représentant

les droits individuels des créanciers, mais un successeur, qui n'est le mandataire des créanciers qu'autant qu'ils se présentent comme formant un tout homogène, et lorsque leur cause est susceptible de s'identifier avec celle du défunt. Nous pouvons même dire que cette conclusion nous est apparue avec trop d'évidence du moment que nous avons vu l'héritier payer les créanciers, sans souci des principes qui doivent régler leurs rapports à moins qu'une opposition ne fût déjà venue le contraindre au respect de ces principes.

Nous avons remarqué que le législateur a fait pourtant quelque chose en vue de cette égalité ; ce quelque chose, cette velléité, qu'est-ce ? Nous allons le voir à l'instant. Puis il ne nous restera plus qu'à nous préoccuper de savoir comment les intéressés arrivent d'eux-mêmes à faire respecter à leur profit les principes de la contribution et de la préférence, et comment ils peuvent rétablir ces principes s'ils ont été renversés à leur préjudice. L'article 2146 Code civ., l'opposition, les recours, tels sont donc les points que nous allons passer en revue.

§ 1^{er}. — L'ARTICLE 2146 DU CODE CIVIL.

L'article 2146 est la seule disposition égalitaire que contienne le bénéfice d'inventaire, le seul point de ressemblance entre son organisation et celle de la faillite. Nous savons qu'il annule au profit des autres créanciers d'une succession bénéficiaire les inscriptions d'hypothèque ou de privilège prises depuis l'ouverture de la succession. Cette disposition inspirée par cette pensée qu'il n'est point juste qu'un créancier mieux servi par les circonstances

puisse se créer une situation meilleure en s'inscrivant plus tôt, cette disposition n'est pas admise sans arrière pensée dans la faillite, car enfin il peut se faire que le créancier, muni d'un droit de préférence parfaitement valable, n'ait point inscrit son droit, au moment de l'événement critique, par suite de circonstances indépendantes de sa volonté ; et c'est pourquoi la possibilité de faire cette inscription, qui s'arrêtait autrefois à la cessation des paiements, a été prolongée par la loi de 1838 jusqu'à la déclaration de faillite, sauf la nullité possible de l'article 448 Code de commerce. Le bénéfice d'inventaire voulant faire un emprunt à la faillite aurait donc pu exercer, parmi les dispositions de ce régime modèle, un choix plus heureux. Bien plus, quand on songe que, dans le bénéfice d'inventaire, l'essor individuel n'est nullement comprimé en ce qui concerne les saisies-arêts et les paiements, en sorte que, de là se dégage, et va jusqu'à dominer tout le bénéfice d'inventaire, cette idée ennemie de l'égalité : au premier arrivant, l'avantage, on ne peut pas s'empêcher de trouver mesquine, irrationnelle et injuste l'entrave ainsi infligée à certains créanciers. Double raison pour restreindre autant que possible l'article 2146. Paul Pont nous dit qu'on pourrait incliner à ne le point étendre au bénéfice d'inventaire du mineur, puisque la présomption d'insolvabilité est absente de ce bénéfice (1) ; toutefois, faute de texte, personne ne se range à cette opinion (2). Mais la portée du moins de cet article est réduite et avec raison à ses plus étroites proportions ; on fait échapper à cette nullité l'inscription

(1) P. Pont, *Privilèges et hypothèques*, t. II, n° 918.

(2) Testond, *France judiciaire*, 1884, p. 241.

des hypothèques légales, la seconde inscription que nécessite la conservation du privilège de l'architecte, l'inscription en renouvellement ; mais la transcription du privilège du vendeur ne peut pas être sauvée de la nullité parce que cette transcription vaut inscription aux termes de l'article 2108 Code civil. (1).

On a critiqué devant les tribunaux la notification survenue après l'ouverture d'une succession bénéficiaire d'un transport de créance qui avait été opéré par le défunt, de même l'acceptation d'une délégation faite dans les mêmes conditions ; mais la jurisprudence a refusé d'étendre à ces

(1) L'action résolutoire reste malgré ce, au vendeur, car l'article 7 de la loi du 28 mars 1855 n'empêche l'action résolutoire de survivre au privilège que vis-à-vis des tiers qui ont acquis des droits sur l'immeuble du chef de l'acquéreur, et qui se sont conformés aux lois pour les conserver ; les créanciers d'une succession bénéficiaire, n'ayant pas d'hypothèque légale sur les immeubles de la succession, ne sont pas des tiers au sens de cet article. Montpellier, 6 avril 1859, S. 59-2-593 ; Caen, 27 mars 1867, S. 67-1-758.

Les créanciers n'ont-ils pas un intérêt à faire quand même l'inscription annulée par l'article 2146 ? Oui, si la déchéance de l'héritier, survenant dans la suite, efface rétroactivement le bénéfice d'inventaire. Or cette solution a longtemps prévalu en jurisprudence et en doctrine (Caen, 16 juillet 1834, S. 35-2-559 ; Aubry et Rau, t. III, p. 335). Colmet de Santerre, t. IX, n° 119 *bis* ; Demolombe, t. III, n° 897 ; Paul Pont, *Des privilèges et hypothèques*, t. II, n° 920 ; Tambour, *Bénéfice d'inventaire*, n° 410. Mais, le 26 décembre 1891 (S. 93-2-33), la Cour de Grenoble est venue proclamer la doctrine contraire, et Wahl prédit que ce sera la doctrine de l'avenir. Avec la théorie de la rétroactivité, on voyait l'inscription devenir valide par suite d'une collusion entre le créancier qui avait fait l'inscription et l'héritier, celui-ci accomplissant sur l'instigation de celui-là un acte d'héritier pur et simple.

cas l'article 2146. Nous trouvons dans ce sens un arrêt de la Cour de Montpellier, du 3 mai 1841 (1), et un autre de la Cour de Lyon, du 6 juillet 1889 (2). De même, pour le même motif, si une saisie-arrêt avait été pratiquée du vivant du débiteur, il faudrait permettre à la validité de cette saisie de se produire après l'ouverture de sa succession même acceptée bénéficiairement.

§ II. — L'OPPOSITION DE L'ARTICLE 808 DU CODE CIVIL

L'opposition est l'arme que la loi donne aux créanciers pour se défendre eux-mêmes contre leurs cocréanciers dans la distribution des deniers héréditaires. C'est par elle que chacun pourra s'assurer la part qui lui revient des sommes auxquelles d'autres tendent avec lui. C'est un moyen préventif; les deniers à livrer peuvent n'apparaître qu'à diverses reprises, mais la précaution est prise une fois pour toutes. C'est un secours égoïste; il ne profite qu'à celui qui l'emploie.

L'opposition ne se conçoit que lorsque les deniers à livrer proviennent de la vente des meubles ou lorsqu'ils constituent la portion du prix des immeubles que les causes de préférence n'ont pas absorbée; elle n'est donc bonne que pour les créanciers chirographaires et pour les créanciers ayant privilège sur les meubles dont le prix est distribué. Les créanciers qui ont une hypothèque ou un privilège sur un immeuble n'ont pas besoin de l'oppo-

(1) S. 41-2-532.

(2) S. 92-2-37

sition pour rentrer, chacun selon son rang, dans les fonds provenant de la vente de cet immeuble. L'héritier leur délèguera le prix sans qu'ils aient à se faire connaître de lui. On ne peut pas admettre, en effet, que, sous le régime de publicité hypothécaire où nous vivons, l'inscription ne suffise pas et qu'il soit encore nécessaire à ces créanciers, comme l'indique l'article 806 du Code civil, de se faire connaître eux-mêmes. Aussi l'article 991 du Code de procédure ne contient-il pas cette exigence et tout le monde le considère comme abrogeant, tout au moins sur ce point, l'article 806. Si la délégation faite par l'héritier viole des droits, chacun des créanciers délégués peut la refuser ; il aura, dans ce cas, l'ordre judiciaire avec toutes ses garanties. Nous donnons l'opposition aux légataires pour se protéger contre les autres légataires.

L'opposition est faite entre les mains de l'héritier, nous dirons bientôt dans quelle forme. Elle produit son effet lorsque les créanciers autres que l'opposant demandent à l'héritier un paiement réel, nous le savons par l'article 808. Mais en est-il de même lorsqu'ils invoquent la compensation ou qu'ils cherchent à se procurer leur paiement par la voie de la saisie-arrêt ?

L'opposition met obstacle à la compensation, et cela par le jeu même des principes qui règlent ce mode de paiement. Il faut, pour qu'il y ait lieu à compensation, que les deux créances soient liquides ; or, du moment qu'il y a opposition, la créance qu'on oppose à la succession n'est pas liquide, son titulaire ne pouvant pas savoir, avant le règlement qui doit intervenir, quel est le montant qui lui reviendra. La succession pourra donc lui réclamer dès à présent tout ce qu'il doit. Puis, le règlement fait, il ne viendra lui qu'au marc le franc sur les deniers

de la succession. La compensation opérant de plein droit, il est nécessaire que l'opposition soit faite avant que cet effet légal se produise, et non pas seulement avant que le créancier en question invoque cet effet. Cela revient à dire qu'elle doit être faite avant que la créance de ce dernier soit devenue exigible, car, si au moment de cette exigibilité l'opposition n'a pas mis obstacle à la liquidité, la compensation réunissant toutes les conditions de son exercice opérera brutalement, et son effet sera irrémédiable. La Cour de cassation a jugé que la déchéance du terme demandée pour cause de déconfiture du débiteur n'étant pas rétroactive ne saurait rendre la créance de celui qui l'a obtenue susceptible de compensation au préjudice d'oppositions antérieures (1). Mais l'opposition n'empêchera pas la compensation lorsqu'il s'agira d'un compte : la Cour de cassation le veut ainsi ; elle a appliqué une jurisprudence analogue non seulement au bénéfice d'inventaire (2), mais encore à la faillite (3). Pour elle, il ne faut pas « distinguer entre les divers éléments visés et prévus par la convention », il ne faut pas « considérer autre chose que le reliquat fourni par le règlement ». Labbé rejette ce motif, car il tient pour distinctes les créances qui entrent dans le compte ; mais il approuve la solution, il l'élargit même, donnant à sa pensée une envergure plus haute qui nous ravit entièrement : « Dans » un contrat qui engendre, dans un quasi-contrat qui » unit des obligations réciproques, l'une des parties, nous » dit-il, n'est pas tenue d'exécuter si l'autre n'exécute

(1) Cass , 30 mars 1892, S. 92-1-481.

(2) 3 juillet 1890, S. 92-1-373.

(3) 16 mars 1892, S. 92-1-375.

» pas à son profit le contrat tel qu'il a été fait, le quasi-
» contrat tel qu'il se comporte dans son unité. Vous
» parlez d'égalité entre créanciers ; il y a une égalité plus
» nécessaire en justice, celle entre les parties qui ont
» contracté ensemble, qui, ayant fait une opération à titre
» onéreux, et comptant sur l'équivalent des valeurs
» échangées ont, dans cet équivalent même, une garantie
» contre l'éventualité d'une perte » (1).

L'opposition est impuissante contre la saisie-arrêt. L'attribution exclusive des deniers au créancier saisissant se fera malgré elle, la loi ne lui donnant pas la vertu de l'empêcher. Il est à penser que la saisie-arrêt ayant pour effet le transport exclusif de la créance, ne peut être combattue que par d'autres saisies-arrêts adressées au débiteur saisi, et que rien, dans le silence de la loi, ne peut suppléer cette procédure. Ainsi l'a jugé la Cour de Riom, le 4 juillet 1890 ; elle n'a admis les créanciers opposants de l'article 808 à concourir avec le créancier saisissant que parce que ce dernier y consentait (2).

Dans quelle forme doit se faire l'opposition ? Le principe d'égalité est fortement intéressé à la solution de cette question. Un rien peut être suffisant pour que cette égalité soit sauvegardée ; il peut se faire au contraire qu'on exige des créanciers un acte formaliste et rigoureusement *ad hoc*. Sur ce point comme, sur tant d'autres, la loi est muette et la discussion ouverte.

Parmi les auteurs, les uns se montrent de la plus grande sévérité et exigent la forme la plus rigoureuse, la saisie-

(1) Labbé, note, S. 92-2-145.

(2) S. 91-2-62. Huc, *loc. cit.*, n° 246.

arrêt, prétendant suivre en cela l'exemple de Pothier lui-même (1). Mais la majorité repousse cette idée trop étroite de l'opposition. C'est vainement, en effet, qu'on invoque Pothier dans l'autre camp. Si l'éminent auteur emploie le terme saisie-arrêt, écoutons quelle acception large il lui donne : « Que si les créanciers auxquels l'héritier rend » compte avaient fait des diligences, s'étaient par exemple opposés aux scellés, à la vente des meubles, ou » avaient fait des saisies-arrêts, en ce cas, ils ne seront » pas obligés d'allouer à l'héritier bénéficiaire ce qu'il » aurait payé à d'autres créanciers ou à des légataires à » leur préjudice » (2). C'est cette large notion qu'il faut admettre ; il n'est pas possible que la loi présumant ici l'insolvabilité, ait exigé inutilement la rédaction d'un acte coûteux ; inutilement en effet, puisque l'intention des créanciers peut être manifestée tout aussi bien par d'autres actes, tels qu'une assignation en justice, un jugement de condamnation, une demande en déclaration de faillite. Il faut donc voir une opposition de l'article 808 dans tout acte par lequel le créancier fait connaître sa créance à l'héritier et lui manifeste l'intention d'être payé ; à quoi bon même exiger que cette intention soit exprimée ? n'est-elle pas suffisamment impliquée par l'acte lui-même ? C'est là, avons-nous dit, l'opinion la plus courante dans la doctrine (3).

(1) Touillier, t. VI, n° 331 ; Marcadé, t. III sur l'art. 808 ; Laurent, t. X, n° 157 ; Le Sellyer, *Commentaire historique et pratique au titre des successions*, t. 2, n° 990 et 991.

(2) *Introduct. au titre 17 de la Coutume d'Orléans*, n° 50.

(3) Aubry et Rau, t. VI, p. 459, § 618. — Vigie, t. II, n° 238. — Huc, t. V, n° 245. — Baudry-Lacantinerie, *Précis de droit civil*,

La jurisprudence jusqu'à ces derniers temps a manifesté la même étendue de conception ; seule, la Cour d'Orléans a fait preuve d'une tendance moins libérale en demandant au créancier, par arrêt du 14 avril 1859, un acte en « due forme », ce qui semble signifier un acte extra-judiciaire (1). Toutefois, si la Cour de cassation (la Chambre des requêtes du moins, la Chambre civile ne s'étant pas avant 1890 occupée de la question), se montrait tout aussi large que la doctrine la plus générale, en acceptant comme opposition, le 13 mars 1866 (2), une contrainte décernée par la régie de l'enregistrement, le 25 juillet 1871 (3) la dénonciation de l'ouverture d'une distribution, et en considérant, le 19 décembre 1871 (4), un acompte délivré par l'héritier comme un engagement virtuel de ce dernier de payer le surplus, et si les tribunaux secondaires suivaient les mêmes principes en accueillant des actes du même genre (5), il n'en est pas moins vrai, et cela ressort des motifs, que toute cette jurisprudence n'allait pas sans reconnaître une limite et qu'elle demandait au créancier une diligence, quelconque il est vrai, mais une diligence (6).

5^e édition. t. II, n° 210. — Hureau, *Traité du droit de succession*. t. II, n° 365 et 367. — Garraud, p. 152. — Baudry-Lacantinerie et Wahl, t. II, n° 1988.

(1) S. 60-2-267.

(2) S. 66-1-121.

(3) S. 71-1-100.

(4) S. 72-1-227.

(5) Dijon, 2 janvier 1870, S. 70-2-292. — Lyon, 6 juillet 1889, S. 92-2-37. — Poitiers, 24 février 1890. *Gazette du Palais*, 90-1-408. — Grenoble, 21 mars 1892. *Journal de Grenoble*, 1892, n° 153.

(6) La Cour de cassation, par arrêt du 29 novembre 1887 (S. 88-1

Mais voilà que la Chambre civile, à la première fois que la question s'est posée nettement devant elle, c'est-à-dire le 26 novembre 1890, a donné le signal d'un mouvement nouveau, en élargissant encore la conception de la jurisprudence antérieure et de la doctrine libérale. « La loi, » dit-elle, dans cet arrêt, n'a point spécifié les formes » dans lesquelles les oppositions des créanciers, visées » par l'article 808, seraient manifestées à l'égard de l'héritier bénéficiaire ; celui-ci peut en avoir connaissance » soit par des significations d'exploit, soit par les énonciations des procès-verbaux d'inventaire et de tous actes » desquels il résulte qu'il n'a pu ignorer l'existence de la » créance et la volonté du créancier d'obtenir le paiement » (1). Avec un pareil système, un fait actif des créanciers n'est plus nécessaire. Il se peut que l'élan soit suivi dans la jurisprudence. Le Tribunal civil du Mans, le 28 avril 1891 (2) et la Cour de cassation elle-même, le 4 juillet 1892 (3) se sont jetés pleinement dans le mouvement ; mais il est douteux que la doctrine s'y laisse jamais entraîner ; elle ne saurait le faire, dans tous les cas, sans violer et la lettre et l'esprit de l'article 808. Opposition, dans le Code civil comme dans l'ancien droit, veut dire assurément : démarche, fait actif de celui à qui elle incombe. L'esprit de la loi serait violé en ce qu'on abou-

249), refusa d'admettre le recours des créanciers, dirigé contre l'héritier sur ce motif que l'héritier avait, dans un partage, payé un légataire malgré la connaissance qu'il avait de l'existence des créances.

(1) S. 91-1-204.

(2) Sous cassation. S. 97-1-329.

(3) S. 96-1-502.

tirait à faire de l'héritier, contrairement au vœu du législateur, le protecteur légal des créanciers, et à présenter l'hypothèse où il existe une opposition que la loi considère comme exceptionnelle, comme l'hypothèse de droit commun, car quel est l'inventaire qui ne mentionne quelque dette ? Mieux encore, l'héritier ne peut pas ignorer la créance du fisc.

§ III. — LES RECOURS

Supposons maintenant que des paiements effectués ont violé l'ordre ou la contribution en sorte qu'un créancier, se présentant dans la suite, ne reçoit rien ou reçoit moins qu'il ne devrait recevoir. Pourra-t-il quelque chose, ce créancier, pour rentrer dans ses droits, autrement dit aura-t-il un recours, puisqu'aussi bien le recours est le seul remède qu'on puisse concevoir ?

Comme on le voit, cette question, quand il s'agit d'un paiement fait avec des sommes immobilières, ne se présente pas au sujet des créanciers ayant hypothèque ou privilège sur l'immeuble dont le prix est distribué, car l'ordre ne peut être violé à leur égard que de leur consentement.

Nous venons d'étudier l'opposition, cette mesure préventive par laquelle le créancier s'assure lui-même sur certaines sommes le respect de son droit de concours ou de son droit de préférence s'il en a un. Cette mesure revient à imposer à l'héritier l'obligation de se faire lui-même le protecteur de ce droit en l'opposant au besoin à celui des autres créanciers ou légataires. Elle engendre donc contre lui, au cas où il manquerait à cette obligation,

une action en responsabilité sujette aux règles ordinaires, et cette action est le premier moyen, pour le créancier, d'obtenir réparation du préjudice à lui causé par le paiement.

Il faut nous demander maintenant si le créancier ne pourrait pas se mettre lui-même aux prises avec les légataires ou les autres créanciers et leur réclamer ce qu'ils ont touché en trop dans le paiement. Ce recours se conçoit parfaitement en dehors de l'opposition de l'article 808. On se demande même pourquoi cette opposition influerait sur ce recours.

À l'encontre des légataires, ce recours existe pour les créanciers opposants ou non, il n'y a pas de doute possible en présence de l'article 809, lequel article indique, en outre, que cette action se prescrit par trois ans.

Mais, à l'encontre des créanciers, la loi distingue si le créancier qui veut recourir avait fait ou non opposition.

S'il avait fait opposition, le premier alinéa de l'article 809 lui donne ce recours par *a contrario*. Il s'agit là d'une action directe. Cette action se prescrit aussi par trois ans, car elle est prévue par le deuxième alinéa de l'article 809, qui établit cette prescription pour deux recours. On a dit, il est vrai, que les termes « dans l'un et l'autre cas » de cet article faisaient allusion, d'une part à l'action des créanciers non opposants contre les légataires, et, d'autre part, non pas à l'action qui nous occupe, mais à une autre qui existant dans le projet, n'a pas passé dans le Code (1),

(1) Recours contre les créanciers du créancier non opposant qui se présente avant l'apurement du compte et le paiement du reliquat.

en sorte que, si on trouve encore aujourd'hui ces expressions, c'est par une inadvertance du législateur. Donner un pareil commentaire de ces expressions, c'est aboutir à une distinction qui ne se conçoit pas. Il est plus rationnel de voir dans cette rédaction, quelque elliptique et obscure qu'elle soit, l'intention du législateur d'identifier au point de vue de la prescription des actions qui ne doivent pas être séparées sur ce point. Pourquoi, tout d'abord, distinguer entre l'action des créanciers opposants contre les créanciers et l'action des créanciers non opposants contre les légataires ? Cette raison qu'il faut arrêter au plus tôt l'incertitude du sort des paiements, que le législateur applique dans le second cas, ne s'applique-t-elle pas aussi à l'autre ? Pourquoi distinguer surtout entre le recours des créanciers opposants contre les légataires et le recours des créanciers non opposants contre ces mêmes légataires, alors que l'opposition est absolument indifférente pour l'existence même de ce recours ! « Dans l'un et l'autre cas » nous apparaît d'autant plus avoir été maintenu à dessein que, de ce qui précède ces termes, nous dégagons précisément deux cas de recours et rien que deux, celui des créanciers opposants contre les créanciers et celui des créanciers (opposants ou non) contre les légataires (1).

Mais alors surgit, pour le créancier lésé, l'intérêt de cette question : l'héritier n'aurait-il pas, lui aussi, une action récursoire contre les créanciers qu'il a payés ? Car s'il en était ainsi, le créancier aurait là une action obli-

(1) Dans ce sens : Huc, n° 247 ; Aubry et Rau, n° 618, note 36 ; Beltjens, sur l'article 809. — *Contra* : Tambour, p. 290 ; Laurent, t. X, n° 163.

que à exercer qui ne se prescrirait que par trente ans. A notre avis, tout ce qui a été payé en violation de l'ordre ou de la contribution a été payé indûment et quiconque y a intérêt peut le répéter. Or, l'héritier possède cet intérêt puisque, par hypothèse, il a été touché par une opposition et se trouve passible de l'action en responsabilité ; et cette action, qui jouit de la prescription trentenaire, il est bien difficile, en face de l'article 1166, de la refuser au créancier lésé devenu, par le fait de l'opposition, le créancier personnel de l'héritier, encore qu'il soit bien pénible de voir la loi ainsi éludée par la loi elle-même.

Le créancier n'avait pas fait opposition. L'article 809 nous dit : « Les créanciers non opposants qui ne se présentent qu'après l'apurement du compte et le paiement du reliquat n'ont de recours à exercer que contre les légataires ». Est-ce à dire que, s'ils se présentaient avant ce moment, ils auraient un recours contre les créanciers ? Certains (1) ont admis cette solution, se laissant convaincre et par l'argument *a contrario* qui présente, on le voit, quelque apparence de solidité et par le fait que cette solution fut, à un moment, explicitement affirmée par l'article 117 du projet du gouvernement (2). Le recours du créancier contre ses cocréanciers existant même en dehors de l'opposition serait, à coup sûr, fort désirable puisqu'il servirait beaucoup le principe d'égalité ; mais le législateur l'a écarté. S'il le refuse sans nul doute quand le créancier se présente après l'apurement du

(1) Touillier, t. II, n° 383 ; Marcadé, sur l'article 809 ; Mourlon, t. II, n° 307.

(2) Locré, t. 10, p. 115.

compte et le paiement du reliquat, il est impossible qu'il ne le refuse pas aussi quand le créancier se présente avant ce moment, sous peine de consacrer une distinction absurde. « Qu'importe en effet, dit Demolombe, aux » créanciers antérieurement payés, cette circonstance » que les autres créanciers qui se sont présentés après » eux se soient présentés avant ou après le paiement du » reliquat ! En quoi cette circonstance, qui leur est tout à » fait étrangère et qui est, en soi, absolument indiffé- » rente, en quoi peut-elle influencer sur la régularité des » paiements qui leur ont été faits (1) ? » La non-existence dans le Code civil du texte qui établissait cette distinction est une preuve de la suppression de cette distinction. Quant à l'article 809, qui implique, par sa rédaction, une distinction, nous l'expliquons en disant qu'il fait allusion à la différence réelle de position qui sépare le créancier non opposant qui ne se présente qu'après l'apurement du compte de celui qui se présente avant ce moment. Outre le recours contre les légataires, ce dernier possède, en effet, l'avantage de pouvoir venir sur les distributions qui restent à faire, avantage d'autant plus précieux que la doctrine permet à ce créancier de prélever, comme en cas de faillite, sur les fonds disponibles, le dividende auquel il aurait eu droit s'il s'était présenté aux premières distributions.

L'opinion qui exclut d'une manière absolue le recours du créancier non opposant contre les créanciers, a été consacrée par la Cour de cassation, le 4 avril 1832, par la Cour

(1) Demolombe, tome XV, n° 525.

d'Orléans, le 15 novembre 1832, et par celle de Montpellier, le 14 mars 1850 (1).

La loi ne parle pas du recours des légataires ; ce silence nous décide à lui appliquer par analogie les règles du recours du créancier lésé. Nous disons donc que les légataires opposants, pourront recourir contre les légataires payés, que les légataires non opposants ne le pourront jamais ; l'action, quand elle existera, aura une durée de trois ans.

Il ne nous reste plus, avant de terminer l'examen du recours, qu'à étudier dans quelle mesure peuvent être exercés les divers recours que nous avons rencontrés.

Lorsque c'est l'action oblique qui est intentée, il n'y a pas de doute possible ; cette action entre les mains de l'héritier se fonde, en effet, sur ce que le paiement a dépassé le dividende auquel chaque créancier avait droit et consiste, par conséquent, dans une attaque en réduction proportionnelle dirigée contre tous les paiements effectués ; cette action ne peut pas évidemment se transformer en passant aux créanciers. Mais le doute s'élève, s'il s'agit du recours direct, parce que l'article 808 semble indiquer que ce recours doit être dirigé contre ceux qui ont été payés en dernier lieu. Toutefois l'article 809 qui désigne un cas de recours direct, puisqu'il désigne l'action des créanciers non opposants contre les légataires, ne semble-t-il pas indiquer par cette expression « contre le légataire », que ce recours s'attaque à tous, proportionnellement bien entendu ? De plus, il serait étrange qu'une même action fut assujettie à deux marches différentes,

(1) S. 32-1-349 ; S. 33-2-541 ; S. 50-2-479.

suivant qu'elle procède du chef de son titulaire ou des créanciers de ce dernier. Outre cette raison d'élégance n'existe-t-il pour combattre le recours qui pèse uniquement sur les derniers venus, un motif plus grave, plus déterminant : l'équité ? Demante, Tambour et Demolombe (1) se prononcent contre ce mode de recours si peu égalitaire.

Pour remplir complètement le cadre que nous nous somme tracé : « Des rapports des créanciers entre eux », nous devons dire un mot sur une question qui vise spécialement les rapports des créanciers ayant un droit de préférence avec les créanciers qui n'en ont pas. Nous savons que les créanciers à causes de préférence peuvent, si l'ordre ne les remplit pas de leurs créances, venir avec les créanciers chirographaires sur le prix des biens non affectés à leur paiement. Il n'est pas besoin non plus de démontrer que, si le concours précède l'ordre, les créanciers à causes de préférence admis à s'y présenter quand même, sont appelés quelquefois à recevoir, au détriment des créanciers chirographaires, plus qu'ils n'auraient reçu si on avait observé l'autre marche qui est la seule équitable et véritablement légale. Le Code de commerce s'est préoccupé de cette funeste conséquence ; les articles 552 à 556 qu'il contient à cet égard aboutissent à cet heureux résultat que, les distributions faites même suivant l'ordre irrégulier, le créancier ne recevra pas en définitive plus qu'il n'aurait reçu si elles avaient été faites dans l'ordre normal. La question est de savoir si ces articles peuvent être invoqués en notre matière. Ce serait consacrer une

(1) Demante, t. III, art. 133 bis, III; Tambour, *Bénéf. d'inv.*, p. 296. Demolombe, t. IV, n° 329.

injustice que de ne le point faire; en le faisant, nous nous appuyerons sur ce motif ainsi exprimé par M. Vigie : « Les » principes posés par ces textes sont basés sur l'équité ; ils » ne se rattachent, en effet, à aucun des principes particuliers de la faillite, mais sont la conséquence tirée d'idées » générales à suivre dans les distributions d'un patrimoine » grevé » (1). La question n'est pas controversée en pratique depuis l'arrêt de la Cour de cassation du 22 janvier 1840 (2).

(1) Dans ce sens, Tambour, *loc. cit.* p. 29

(2) S. 40-1-275.

APPENDICE

Sur les questions qui nous occupent, nous venons d'exposer sans commentaires et le texte de la loi actuelle et l'interprétation qu'on en donne, surtout l'interprétation de la jurisprudence ; à présent, c'est l'heure des critiques.

Les critiques ressortent d'elles-mêmes de cette exposition. Du simple examen de l'état actuel de notre double question, nous recevons cette impression saisissante que la loi n'est pas seulement incomplète, qu'elle est aussi défectueuse ; que le législateur doit donc revenir sur ces points du bénéfice d'inventaire et y revenir pour les changer.

La lacune est surtout sensible en ce qui concerne le pouvoir d'agir de l'héritier, pouvoir qui reste complètement indécis faute par le législateur de lui avoir assigné des limites précises. Cette indécision, que la jurisprudence avec ses arrêts contradictoires et ses motifs pleins d'obscurité ne parvient pas à dissiper, aboutit fatalement à l'inaction de l'héritier, qui tourne évidemment, quand il s'agirait d'accomplir des actes d'heureuse gestion, au préjudice des créanciers et de l'héritier lui-même.

Ce qu'il faut attaquer, c'est moins encore le silence du

législateur que le système général qui se dégage de ses dispositions et de son silence même. Ce système est défectueux à l'un et à l'autre des deux points de vue qui font l'objet de cette étude, tant sur le terrain où nous voyons l'héritier se débattre avec les créanciers et les légataires que sur celui où les créanciers et les légataires luttent entre eux, tant dans l'organisation des pouvoirs de l'héritier que dans celle des règles de l'insolvabilité.

En réglementant le traitement à donner aux biens héréditaires, le législateur n'a pas suffisamment envisagé la situation spéciale faite aux créanciers par le bénéfice d'inventaire sur le patrimoine de leur débiteur. Rappelons quelle est la conception qu'éveille dans l'esprit l'idée de bénéfice d'inventaire : Un patrimoine, gage arrêté au profit d'une certaine masse de créanciers, patrimoine passé néanmoins sur la tête d'un héritier par la transmission héréditaire. Sur ce patrimoine, pèsent deux droits : celui des créanciers et celui de l'héritier propriétaire, celui-ci subordonné à celui-là. Les créanciers attendent la liquidation de ce patrimoine pour arriver au paiement ; l'héritier attend aussi cette liquidation pour faire rentrer dans son patrimoine personnel les biens devenus libres par le désintéressement des créanciers et des légataires. La situation commande donc que l'administration organisée pour ces biens soit avant tout une liquidation ; il faut que ces biens entrent au plus tôt dans la voie de la liquidation ; il faut, une liquidation générale de ce patrimoine.

L'équité exige que les créanciers, puisqu'ils ont un intérêt légitime à ce que leur gage ne se résolve finalement, par suite d'une mauvaise gestion, en un total de deniers inférieur à sa valeur, participent en quelque

sorte à l'administration de ces biens ; il faut que l'héritier, puisque c'est lui que la loi établit administrateur de ces biens, le jugeant digne de préférence à cause de son titre de propriétaire, il faut, disons-nous, que cet héritier ne puisse agir sans compter avec le droit des créanciers, qu'il agisse donc de concert avec eux ou avec un représentant de ceux-ci, créancier délégué, syndic, juge-commissaire.

C'est pourquoi, nous faisons grief au législateur de n'avoir pas compris que la situation spéciale du bénéfice d'inventaire voulait une modification des effets ordinaires de la transmission héréditaire, d'avoir laissé l'héritier bénéficiaire libre, comme un héritier pur et simple, de liquider ou de ne pas liquider, d'avoir laissé les créanciers faire eux-mêmes, et chacun pour soi, la liquidation du patrimoine, tout comme s'ils étaient en présence d'un héritier pur et simple. C'est pourquoi nous faisons grief à la jurisprudence de s'arroger, comme elle le fait maintenant pour l'aliénation des valeurs mobilières, le droit d'autoriser l'héritier à faire cette aliénation. Ce droit, en admettant même qu'il fût légal, ne serait pas rationnel, puisque les juges qui accordent cette autorisation, ne peuvent pas représenter les créanciers, car ils ne les connaissent pas.

Et nos reproches ne sont pas seulement fondés au point de vue des principes ; ils se justifient encore par des considérations d'ordre pratique d'un intérêt capital. Qui n'aperçoit, en effet, dans les demandes d'autorisation des créanciers et dans les poursuites individuelles, des sources abondantes de frais énormes ? Et cela est déplorable quand on songe que ces frais sont imposés à une succession présumée insolvable.

La position faite aux créanciers et aux légataires, dans leurs rapports entre eux, soulève aussi de vives récriminations. Etant donné que chaque créancier est obligé de faire une saisie-arrêt entre les mains du débiteur de la succession pour empêcher l'attribution exclusive de la somme en question à un autre saisissant et de faire, entre les mains de l'héritier, l'opposition de l'article 808 pour empêcher les autres créanciers de venir sans lui sur les sommes détenues par l'héritier, on voit souvent foulé aux pieds le principe d'égalité et, dans certains cas aussi, la préférence due aux créanciers privilégiés. C'est le prix de la diligence, dira-t-on. Non, répondrons-nous avec Laurent, «cè sera le plus souvent le hasard qui décidera». La publicité donnée à l'acceptation bénéficiaire, consistant dans une simple déclaration au greffe, est une publicité illusoire ; les créanciers connaissent comme ils peuvent, par des circonstances fortuites, cette acceptation. La distance sera également une cause fréquente d'inégalité. La fraude elle-même peut intervenir ; l'héritier favorisera souvent certains créanciers aux dépens des autres en les appelant plus tôt.

La doctrine tout entière harcèle le législateur avec ces accablantes objections. La jurisprudence, elle aussi, témoigne d'une aspiration vers une législation meilleure et fait l'impossible pour engager le législateur dans la voie des réformes. Si nous nous plaçons sur le premier terrain, celui du conflit entre l'héritier et les créanciers, nous la voyons, sur la demande de ces derniers, enlever l'administration à l'héritier qui ne se presse pas pour liquider et la confier à un tiers. Nous transportant sur le second terrain, celui du conflit entre créanciers, nous l'apercevons qui donne à chacun d'eux, par une large interpréta-

tion du mot opposition, la faculté d'arriver au paiement selon les principes de l'article 2093 sans grande diligence ou même, dans certains cas, sans aucune diligence.

Et la pratique, plus puissante que la jurisprudence, puisqu'elle jouit, sous le couvert de la liberté des conventions, d'une initiative créatrice, la pratique s'engage dans des chemins encore plus éloignés de celui du législateur. Dans un arrêt de la Cour de cassation du 27 septembre 1820, nous trouvons un héritier qui a donné mandat à l'un des créanciers héréditaires d'administrer et de liquider dans l'intérêt de tous ; il ressort également de cet arrêt que ce mandataire avait réuni ses créanciers et qu'ils avaient tous discuté en commun leurs prétentions respectives (1).

L'écart entre la pratique et la loi est plus sensible encore, lorsque nous lisons dans Garraud que, dans le ressort du tribunal de Lyon, les créanciers d'une succession bénéficiaire font nommer un sequestre à la succession par le juge des référés et que ce séquestre invite tous les intéressés, par la voie des journaux, à produire leurs titres dans tel délai sous peine de forclusion. Et qu'on ne s'imagine pas que ce soit là un fait isolé ; à l'époque où Garraud écrivait son ouvrage sur la Décônfiture, vers 1880, les journaux de Lyon avaient, dans leurs annonces judiciaires, une rubrique spéciale pour les séquestres ; et les hommes d'affaires, auxquels incombait d'ordinaire cette mission, avaient soumis leurs pouvoirs à une réglementation volontaire, notamment dans un « règlement pour les séquestres et les administrations provisoires »

(1) S. 21, 1-285.

arrêté le 29 juin 1878 par la Chambre des avoués de première instance du tribunal civil de Lyon. Et Garraud indique qu'un pareil usage n'est pas spécial à Lyon : « je cite Lyon, dit-il, parce qu'on ne parle jamais mieux que des choses que l'on a sous les yeux. »

Sans doute, cette pratique est illégale et la jurisprudence a tort de s'en faire l'auxiliaire comme elle le fait, soit en nommant les séquestres, soit en se montrant disposée à donner effet à la menace de forclusion contenue dans les annonces (1). Mais la fréquence de cette pratique et l'appui qu'elle trouve dans la jurisprudence attestent précisément sa supériorité.

Ainsi donc, chez nous, et depuis longtemps déjà, un grand mouvement se produit, en dehors de la loi, pour donner satisfaction aux principes d'équité et au besoin d'économie qui se rencontrent dans le bénéfice d'inventaire, principes et besoin dont la loi ne prend pas souci à la grande protestation des auteurs. L'usage et la jurisprudence marchent vers ce but en se donnant la main ; malheureusement, la jurisprudence ne le peut faire sans commettre des illégalités.

De l'étranger, le législateur reçoit également de forts enseignements.

Dans le nouveau Code civil allemand, encore que l'obligation personnelle de l'héritier aux dettes du défunt n'y soit qu'une obligation *intra vires*, on trouve néanmoins une situation analogue à notre bénéfice d'inven-

(1) Tribunal civil de Lyon, 13 novembre 1873 (*Moniteur judiciaire de la Cour de Lyon*, 20 janvier 1874) ; Même tribunal, 24 déc. 1873, (*ibid.*, 26 février 1874.)

taire. On désigne cette situation lorsqu'on parle de la « curatelle de la succession ». C'est un régime qu'on fait subir aux biens héréditaires quand l'insolvabilité du défunt n'est que probable.

Certaine, cette insolvabilité entraînerait la mise en faillite, même pour la succession d'un non commerçant. En Allemagne, il n'y a pas comme chez nous une déconfiture et une faillite ; il n'y a qu'un seul régime d'insolvabilité, la faillite. La loi allemande a compris qu'en cas d'insolvabilité du défunt, la séparation de son patrimoine d'avec celui de l'héritier, la concentration et la liquidation générale de ce patrimoine, importent éminemment à l'intérêt des créanciers, soit afin qu'ils obtiennent toute la valeur que leur gage est susceptible de produire, soit afin qu'ils soient assurés sur le pied de l'égalité les uns par rapport aux autres ; aussi, déclare-t-elle l'héritier tenu de dommages-intérêts vis-à-vis des créanciers pour n'avoir pas fait déclarer la faillite, lorsqu'il connaissait l'insuffisance des biens héréditaires ou qu'il l'ignorait par sa faute (article 1980). Il a du reste à sa disposition un moyen très commode pour arriver à cette connaissance, la procédure provocatoire (*aufgebot verfahren*), qui force les créanciers à se révéler sous peine de forclusion (articles 1971 et 1973). Les créanciers de leur côté peuvent, cela va sans dire, faire déclarer la faillite.

Tant que l'insolvabilité n'est pas certaine, la succession peut être assujettie au régime de la curatelle, qui entraîne aussi la séparation des patrimoines. Organisée sur la demande des créanciers, ce régime correspond à notre séparation des patrimoines de l'article 878 Code civil ; elle s'inspire principalement de la présomption d'insolvabilité de l'héritier (article 1981, 2^e alinéa) ; mais, obtenue

sur la requête de l'héritier, elle nous ramène parfaitement à l'idée de bénéfice d'inventaire, puisqu'elle est fondée sur la présomption de l'insolvabilité du défunt et qu'elle a pour conséquence de mettre le patrimoine propre de l'héritier à l'abri des poursuites des créanciers héréditaires.

Que devient, dans ce bénéfice d'inventaire allemand, le gage des créanciers héréditaires ? Comment y sont réglés les rapports des créanciers entre eux ? Sans doute, cette curatelle organisée par le tribunal de la succession n'est pas cette liquidation générale que l'on rencontre dans la faillite ; mais c'est une administration qui donne une consécration très énergique de l'idée qui se dégage du bénéfice d'inventaire, à savoir que le droit de l'héritier doit sommeiller jusqu'au désintéressement complet des créanciers et des légataires. En effet, jusqu'à ce moment, il est totalement écarté de la gestion de la succession et remplacé par un curateur. Ce curateur ne lui doit remettre la masse que lorsque toutes les dettes connues de la succession ont été acquittées. Lorsque le paiement d'une dette ne peut avoir lieu de suite ou lorsqu'elle est litigieuse, la remise ne doit avoir lieu que si l'héritier fournit sûreté (art. 1986). N'est-ce point que la position de l'héritier ressemble ici beaucoup à celle du mineur restitué du droit romain ? Notons cependant une différence : tandis que les actes accomplis par le mineur avant sa restitution sont considérés comme des actes de maître, ceux que l'héritier a accomplis avant la mise en curatelle sont regardés comme des actes de gérant d'affaires (art. 1978). L'égalité ou la préférence sont garanties aux créanciers par ce fait que le curateur est, comme l'héritier, tenu envers eux de dommages intérêts, s'il n'a pas fait prononcer la faillite

alors qu'il connaissait l'insuffisance des biens ou qu'il était en faute de ne pas la connaître, par exemple s'il a négligé de recourir à la procédure provocatoire. Les créanciers trouvent encore une grande garantie dans la publicité donnée par le tribunal à l'organisation de la curatelle.

Le Code civil allemand n'est pas le seul exemple d'une législation se rapprochant plus que la nôtre des vrais principes. Le Code civil italien, dont l'organisation primitive était calquée sur la nôtre, a fait un pas vers les améliorations. Le législateur italien de 1866 a pris, pour sauvegarder les intérêts des créanciers héréditaires, deux ordres de mesures : 1° l'acceptation sous bénéfice d'inventaire est portée à la connaissance des intéressés par voie d'affiches et d'insertions dans les journaux ; 2° à compter du jour où la publicité prescrite a été donnée, court un délai pendant lequel l'administrateur de la succession ne peut faire aucun paiement. Ce pas, bien qu'insuffisant, doit nous décider d'autant plus à nous engager dans la même voie que c'est l'expérience qui l'a déterminé.

Le législateur de France va-t-il rester plus longtemps en arrière sur les législations voisines ? Va-t-il rester encore insensible aux exhortations qu'il reçoit de toutes parts ? Il faut qu'il écoute, enfin la sagesse de nos auteurs, qu'il fasse taire l'anarchie et la confusion de la jurisprudence, que notre travail a eu pour but de montrer toujours croissantes ; il faut qu'il efface la distance qui le sépare de la pratique, lui dont le premier devoir est de consulter sans cesse la pratique, ce grand réflecteur des mœurs et des besoins. Notre espoir est donc de le voir bientôt abandonner son système actuel, où l'intérêt des créanciers est par trop sacrifié au désir de n'infliger aux effets ordinaires de

la transmission héréditaire qu'une déviation aussi minime que possible.

Pour le système nouveau qui doit surgir, nous voulons une organisation conforme à la fois aux principes d'équité et aux intérêts pratiques, c'est-à-dire une liquidation générale du patrimoine héréditaire, une liquidation conduite, sinon exclusivement, par les créanciers, du moins avec leur constante intervention, l'égalité entre les créanciers sauvegardée par la loi elle-même et non abandonnée aux initiatives particulières des divers intéressés.

Cette organisation n'est pas à créer de toutes pièces. Il n'y a qu'à exhumer ces coutumes particulières auxquelles nous avons fait, dans l'historique, une place à part et qui la contiennent à l'état d'ébauche. Bien mieux, elle existe avec le caractère d'une très haute perfection dans notre faillite où nous voyons la loi commerciale aboutir du même coup à une liquidation aussi heureuse que possible pour les créanciers et à un règlement des droits respectifs de ces derniers conforme à l'article 2093 du Code civil ; et cela, grâce au syndicat forcé des créanciers et aux conséquences fécondes qui en découlent. Qu'on transporte donc au bénéfice d'inventaire les règles de la faillite, en élaguant toutefois les dispositions inconciliables, par exemple celles qui supposent la fraude de l'insolvable, et en faisant entrer, si l'on veut, comme syndic, l'héritier bénéficiaire lui-même dans l'administration du patrimoine à liquider. Nous aurons alors, comme les Allemands, une faillite pour les successions même civiles. Nous aurons même, sur ce point, une législation meilleure que celle des Allemands, puisque nous établirons cette faillite, non pas seulement sur la certitude de l'insolvabilité, mais sur le simple soupçon de cette insolvabilité résultant de l'accep-

tation bénéficiaire. Telle est notre conclusion ; elle a pour elle le grand mérite de pouvoir se réclamer de l'autorité de Thaller (1) et de celle de Garraud (2).

(1) Thaller, *Faillite en droit comparé*, t. I, p. 197.

(2) Garraud, *op. cit.*, p. 274.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Montpellier, le 26 mai 1900.

Le Recteur,

ANT. BENOIST.

Vu : le Président de la thèse, Vu : le Doyen de la Faculté de droit,

J. DECLAREUIL. VIGIÉ.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	VII
PREMIÈRE PARTIE. — LE DROIT ROMAIN ET NOTRE ANCIEN DROIT	15
CHAPITRE PREMIER. — DROIT ROMAIN.	15
§ 1. — Antécédents du bénéfice d'inventaire	16
§ 2. — Bénéfice d'inventaire	26
CHAPITRE II. — ANCIEN DROIT	36
DEUXIÈME PARTIE. — LE CODE CIVIL ET SON INTERPRÉTATION. NOTIONS GÉNÉRALES.	59
CHAPITRE PREMIER. — L'HÉRITIER EN REGARD DES CRÉANCIERS ET LÉGATAIRES	66
Section I. — Notions préliminaires	66
Section II. — Administration	77
Section III. — Liquidation	92
CHAPITRE II. — RAPPORT DES CRÉANCIERS ET LÉGA- TAIRES ENTRE EUX	114
§ 1. — L'article 2146 du Code civil	116
§ 2. — L'opposition de l'art. 808 du Code civil.	119
§ 3. — Les recours.	126
APPENDICE. — CRITIQUES DU RÉGIME ACTUEL. CON- CLUSION	134

